

N° 43
DÉCEMBRE 1986

ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

**La déclaration des 83
de l'Opposition unifiée (1927)**

Traduit du russe par Jean-Jacques Marie

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires internationaux*

1910

1910

1910

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

SOMMAIRE

- . Présentation p.3
- . Déclaration des 83
traduit du russe par Jean-Jacques Marie p.5
- . Extraits des thèses de Zinoviev
sur la révolution chinoise p.17
- . La révolution chinoise et les thèses de Staline
(réponse de L.Trotsky) p.37
- . La lutte pour la paix et le Comité anglo-russe .. p.55
- . Deuxième discours de Trotsky sur la question chinoise
..... p.62
- . Déclaration des camarades Trotsky et Vouyovitch
au plenum de l'Exécutif (juin 1927) p.66
- . Amendement à la résolution sur la situation
en Angleterre p.68
- . N'est-il pas temps de comprendre ? par L.Trotsky. p.70
- . Hankéou et Moscou par L.Trotsky p.72
- . La voie sûre par L.Trotsky p.73

Présentation 1

Deuxième partie 2

Extrait des thèses de Léonov
sur la révolution chinoise 3

La révolution chinoise et les thèses de Staline
(réponse de Léonov) 4

La lutte pour la paix et la Chine unifiée 5

Deuxième discours de Léonov sur la question chinoise
..... 6

Sélection des œuvres de Léonov et Staline
au régime de l'URSS (juin 1957) 7

Annexes à la conclusion sur la situation
en Asie 8

Wolff et ses tentatives de compréhension de Lénine
et Staline par Léonov 9

La lutte pour la paix 10

PRESENTATION

Dans le numéro 43 des "Cahiers du CERMTRI", nous publions le document russe original, traduit en français par Jean-Jacques MARIE, intitulé "Déclaration des 83". Il s'agit de la déclaration de l'opposition unifiée adressée au comité central du P.C. de l'URSS et signée par 83 membres responsables ou dirigeants du parti. Cette déclaration, ainsi que la plateforme politique de l'opposition russe étaient destinées à la discussion pour le 15^e congrès du P.C. de l'URSS. 3000 signatures environ devaient être recueillies sur ce texte, la plupart étant celles de vieux bolchéviques.

Les autres documents publiés dans ce Cahier ont été reproduits de la brochure n°1 d'octobre 1927 de l'opposition de gauche de l'Internationale Communiste, éditée en France par des militants oppositionnels dans le Parti communiste français, avec une préface de Gaston Faussecave.

L'ensemble de ces documents de l'opposition unifiée russe aborde les grandes questions qui agitaient l'Internationale Communiste à l'époque : la question russe, la question chinoise, la question de la révolution allemande, la question du comité anglo-russe ... etc. A travers la discussion de ces grands problèmes se disputaient âprement la direction du parti russe et de la troisième Internationale, la défense d'une ligne révolutionnaire, celle du bolchévisme, face aux erreurs et à la politique désastreuse suivie par Staline et les bureaucrates.

Le 15^e congrès du PC de l'URSS se terminait en décembre 1927 par la capitulation de Zinoviev et Kamenev devant Staline, et l'éclatement de l'opposition unifiée. A partir de cette date commence l'exclusion systématique des partisans de Trotsky qui refusent de capituler. Trotsky expulsé, ses partisans seront l'objet d'une répression féroce.

Les "Cahiers du CERMTRI", avec la "déclaration des 83" et la plateforme politique de l'opposition russe parue dans le "Cahier" n°32 de mars 1984, et les "Cahiers Léon Trotsky" n°6 et 7/8 (publication de l'Institut Léon Trotsky), forment un ensemble de documents illustrant la lutte des trotskystes et des révolutionnaires russes contre la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique et pour la défense du bolchévisme.

Ces documents sont indispensables aux militants et historiens pour comprendre l'histoire de l'URSS et son évolution ultérieure, après l'accession de la bureaucratie à la direction du parti.

P.S. : Dans la liste des signataires, on compte 84 noms. Il ne nous a pas été possible de savoir pourquoi. La date apparaissant en face des noms indique - avant mars 1918, date de fondation du parti communiste - l'adhésion au parti social-démocrate russe.

PRESENTATION

Dans le numéro 43 des "Cahiers de CERNET", nous publions le document original, traduit en français par Jean-Jacques KOFF, intitulé "Déclaration des 20". Il s'agit de la déclaration de l'opposition unifiée adressée au Comité Central du P.C. de l'URSS et signée par 22 membres responsables de différents départements du parti. Cette déclaration, ainsi que la liste des signataires, a été publiée dans le numéro 43 de la revue "L'Internationale Communiste" en mars 1955. Les signatures envoyées devaient être recueillies sur ce texte, la plupart étant celles de vieux combattants.

Les autres documents publiés dans ce Cahier ont été recueillis de la brochure n°1 d'octobre 1957 de l'opposition de gauche de l'Internationale Communiste, écrite en français par des militants opposés dans la forme communiste française, avec une préface de Gaston Fessenden.

L'ensemble de ces documents de l'opposition unifiée nous donne une idée plus exacte de la situation du mouvement communiste à l'échelle mondiale. La question russe, la question chinoise, la question allemande, la question de l'Inde, etc., etc. A travers la discussion de ces grands problèmes se trouve la direction du parti communiste international. La détermination de la ligne révolutionnaire, celle de la politique, celle des erreurs et de la politique déviante se trouve par ailleurs et les documents.

La 15^e conférence du P.C. de l'URSS se terminait en décembre 1957 par la capitulation de Khrushchev devant Staline et l'établissement de l'opposition unifiée. A partir de cette date commencent l'opposition systématique des partisans de Tchetkov et l'opposition "L'Internationale Communiste" qui ont été l'objet d'une répression féroce.

Les "Cahiers de CERNET", avec la "Déclaration des 20" et la liste des signataires de l'opposition unifiée dans le "Cahier" n° 43 de mars 1955, et les "Cahiers de l'Internationale Communiste" n° 43 de mars 1955, nous offrent un aperçu de documents illustrant la lutte des partisans de l'Internationale Communiste contre la déviation bureaucratique et pour la défense de la ligne révolutionnaire.

Ces documents sont indispensables aux militants et historiens pour comprendre l'histoire de l'URSS et son évolution ultérieure, après l'adoption de la bureaucratie à la direction du parti.

P.S. : Dans le livre des signataires de la déclaration de l'Internationale Communiste, nous avons révisé le texte original. Les noms des signataires ont été écrits dans le même ordre que dans le livre de l'Internationale Communiste - l'Internationale Communiste.

DECLARATION DES 83 MEMBRES DU P.C. DE L'URSS

Nouvelle traduction
revue et corrigée par Jean-Jacques MARIE

AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'URSS (bolchevik)

Camarades,

Les grossières erreurs commises dans la direction de la révolution chinoise ont entraîné une lourde défaite que nous ne surmonterons qu'en nous engageant dans la voie tracée par Lénine. Les conditions très anormales dans lesquelles on discute les problèmes de la révolution chinoise créent dans le parti une très vive tension. La "discussion" unilatérale menée dans les colonnes de la Pravda et du Bolchevik et la déformation volontaire des points de vue de l'opposition - à laquelle on attribue, par exemple, l'exigence de la sortie du Kouomintang ! - témoignent de la volonté du groupe dirigeant du Comité central de dissimuler ses erreurs en organisant la traque de l'opposition. Tout cela dirige l'attention du parti sur une fausse voie.

C'est en rapport avec ces problèmes et avec la ligne erronée que suit le Comité central sur les questions fondamentales de la politique du parti, que nous jugeons de notre devoir de nous adresser au Comité central par la déclaration ci-dessous.

1°/- Le problème n'est pas seulement l'immense défaite que nous avons subie en Chine, il est d'examiner comment et pourquoi nous l'avons subie.

Bien que la Chine possède déjà une classe ouvrière puissante, bien que le prolétariat de Shangaï, placé dans une situation pourtant très difficile, ait réussi à s'insurger et se rendre maître de la cité, bien que le prolétariat chinois reçoive dans son pays une aide puissante de la paysannerie insurgée, bien qu'en un mot toutes les conditions de la victoire du "1905 chinois" (Lénine) se soient trouvées réunies, en fin de compte, les ouvriers chinois ont tiré les marrons du feu pour la bourgeoisie, jouant ainsi le rôle auquel étaient condamnés les ouvriers dans les révolutions de 1848.

Toutes les conditions étaient réunies pour armer les ouvriers chinois, à commencer par ceux de Shangaï et de Hankéou. Et malgré cela, les prolétaires héroïques de Shangaï se sont trouvés désarmés et les ouvriers de Hankéou sont aujourd'hui dans leur écrasante majorité privés d'armes, bien que la ville soit sous le contrôle du Kouomintang "de gauche".

La "ligne" impulsée en Chine se réduisait dans les faits à l'affirmation : il est impossible d'armer les ouvriers, impossible d'organiser des grèves révolutionnaires, impossible de dresser jusqu'au bout les paysans contre les grands propriétaires, impossible d'éditer un quotidien communiste, impossible de critiquer les grands bourgeois du Kouomintang de droite, ni les petits bourgeois du Kouomintang "de gauche", impossible de constituer

.../...

des cellules communistes dans les armées de Tchang-Kaï-Tchek, impossible de lancer le mot d'ordre des soviets pour "ne pas repousser" la bourgeoisie, "ne pas effrayer" la petite-bourgeoisie, ne pas ébranler le gouvernement du "bloc des quatre classes". En réponse à cette stratégie et pour nous en remercier, la bourgeoisie nationale chinoise, comme il fallait s'y attendre, a attendu le moment opportun pour mitrailler sans pitié les ouvriers chinois, avec l'aide aujourd'hui des impérialistes japonais, demain des impérialistes américains, et après-demain des impérialistes anglais .

Dans les partis communistes du monde entier, ainsi que dans de larges cercles du Parti communiste de l'URSS, la défaite chinoise a semé le plus grand désarroi . Hier encore, on démontrait à tout le monde que les armées nationales chinoises étaient des armées rouges, révolutionnaires, que Tchang-Kaï-Tchek en était le chef révolutionnaire, et que la Chine n'allait pas tarder à s'engager sur la voie "non capitaliste" de son développement . Et aujourd'hui, pour lutter contre la ligne authentiquement léniniste des bolcheviks, on diffuse discours et articles lamentables, prétendant que la Chine n'a ni industrie ni chemins de fer, qu'elle en est quasiment au début de la période féodale, que les chinois sont analphabètes , etc. et qu'il est donc prématuré de brandir en Chine le programme de la dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie, et de créer des soviets . Au lieu de corriger les erreurs, on les aggrave.

La défaite chinoise peut avoir des répercussions directes sur le destin de l'URSS dans un proche avenir . Si les impérialistes arrivent à "museler" la Chine pendant un temps assez long, ils marcheront ensuite sur nous, sur l'URSS. La défaite de la révolution chinoise peut hâter considérablement la guerre contre l'URSS. Et pendant ce temps, le parti est privé de la possibilité de discuter de la question chinoise, qui représente pourtant une question vitale pour le premier parti du Comintern qu'il est. On interdit une étude de fond des problèmes de la révolution chinoise, pendant que se déroule en réalité une brutale discussion unilatérale qui n'est qu'une traque de l'opposition destinée à dissimuler la ligne erronée appliquée par le noyau dirigeant du Comité central.

2°/- La grève générale britannique de l'an passé, trahie et bradée par le Conseil général des Trade-Unions, a été battue . La grève des mineurs s'est, elle aussi, achevée par une défaite . Des masses de millions d'hommes ont effectué un gigantesque mouvement vers la gauche; la trahison et l'infamie du réformisme ont rarement été mis aussi complètement en lumière qu'au cours des grandes grèves britanniques; et pourtant l'aile révolutionnaire organisée du mouvement ouvrier anglais n'a que très peu progressé . La raison principale en est la ligne indécise, inconséquente, flottante, que nous avons adoptée dans cette situation . L'aide financière des ouvriers soviétiques aux mineurs anglais fut extraordinaire . Mais la tactique mise en oeuvre par le Comité central dans la question du Comité anglo-russe a été complètement fautive . Nous avons soutenu l'autorité des traîtres du Conseil général dans les semaines et les mois les plus critiques pour eux, pendant la grève générale et la grève des mineurs . Nous les avons aidés à se maintenir debout sur leurs jambes . Et nous avons fini par capituler devant eux, lors de la dernière conférence de Berlin, en reconnaissant le Conseil général comme l'unique représentant du prolétariat anglais (et même l'unique représentant de ses points de vue !) et en signant le "principe" de la non-intervention dans les affaires intérieures du mouvement ouvrier anglais !

Sur le fond des événements de Chine, les décisions de la dernière conférence du Comité anglo-russe prennent un caractère sinistre . Dans toute la presse internationale, le camarade Tomski et les autres représentants du Conseil central des syndicats soviétiques ont souligné le "caractère cordial" de la Conférence de Berlin, "l'unanimité " à laquelle furent prises toutes les décisions, présentées comme autant de victoires du prolétariat

mondial ... etc.

Ces contre-vérités et ces mensonges ne peuvent conduire le mouvement ouvrier mondial qu'à de nouvelles défaites .

La conférence de Berlin du Comité anglo-russe n'a pas dit un mot sur le rôle de bandits que remplissent les impérialistes anglais en Chine, elle n'a même pas avancé l'exigence du retrait des troupes impérialistes de Chine . Au moment même où en Chine les impérialistes déclenchaient la guerre ouverte contre la révolution chinoise, le Comité anglo-russe observait un silence criminel, faisant ainsi le jeu de la bourgeoisie anglaise .

Peut-on douter que ces gens qui, aux yeux du monde entier, trahissent aujourd'hui ouvertement les intérêts du prolétariat anglais sur la question même de la liberté syndicale, joueront demain, en cas de guerre contre l'URSS, le même rôle de traîtres que ces messieurs ont joué en 1914 .

Entre la ligne incorrecte suivie dans la question chinoise et la ligne incorrecte suivie dans la question du Comité anglo-russe, existe un lien interne très étroit . La même ligne traverse aujourd'hui toute la politique de l'Internationale Communiste . En Allemagne on exclut du parti des centaines de prolétaires d'avant-garde, membres de l'aile gauche, pour le seul délit de solidarité avec l'opposition russe . Les éléments de droite exercent dans tous les partis une influence grandissante. Les erreurs droitières les plus grossières commises en Allemagne, en Pologne, en France et ailleurs restent impunies . La plus petite voix critique à gauche et la mise à la porte ! L'autorité du Parti communiste de l'URSS et de la Révolution d'Octobre est ainsi utilisée pour pousser les partis communistes à droite de la ligne léniniste . Tout cela réuni prive l'Internationale Communiste de la possibilité de préparer et de mener une lutte léniniste contre la guerre .

3°/- Pour tout marxiste, il est indiscutable que la mise en œuvre d'une ligne correcte en Chine et dans la question du Comité anglo-russe n'est pas fortuite . Elle prolonge et complète la ligne incorrecte suivie en politique intérieure.

L'économie de l'Union soviétique a achevé, dans l'ensemble, sa période de reconstruction . Au cours de cette période, de sérieux succès ont été obtenus dans l'édification économique. L'industrie, l'agriculture, et d'autres branches de l'économie de l'Union soviétique frôlent ou dépassent déjà le niveau atteint à la veille de la guerre . La coopération connaît aussi des succès, qui sont le meilleur témoignage de la justesse de la NEP, proclamée par Lénine, et la meilleure réponse que l'on puisse donner aux ennemis de la Révolution d'Octobre . Le pays de la dictature prolétarienne s'est avéré tout à fait capable d'entreprendre la construction socialiste, a rencontré de premiers succès dans ce domaine, et ainsi préparé avec le prolétariat d'autres pays la victoire définitive du socialisme dans le monde entier .

Mais à côté de ces résultats sérieux, le bilan de la période de reconstruction laisse apparaître aussi de grandes difficultés, qui découlent du développement insuffisant des forces productives et de notre arriération économique . En les dissimulant aux larges masses du parti, on ne fait que les aggraver dans le parti . On remplace une analyse marxiste de la situation réelle de la dictature prolétarienne en URSS, par la théorie fausse et petite-bourgeoise du "socialisme dans un seul pays", théorie totalement étrangère au marxisme, au léninisme . Entravé par ce grave abandon du marxisme, le parti éprouve plus de difficultés à déceler le contenu de classe des processus économiques en cours . De plus, c'est précisément au moment

où s'effectuent des mouvements de classe défavorables au prolétariat et où de larges masses populaires se trouvent placées dans une situation pénible que nous vivons les phénomènes négatifs qui caractérisent cette période de la révolution .

Les problèmes du salaires et du chômage prennent ainsi un caractère sans cesse plus aigu . Une politique incorrecte accélère la croissance des forces hostiles à la dictature prolétarienne : koulaks, nepmen, bureaucrates . Elle rend ainsi impossible d'utiliser comme et autant qu'il le faudrait les ressources matérielles du pays pour l'industrie et pour l'ensemble de l'économie de l'Etat . Le retard de la grande industrie par rapport aux demandes que lui présente l'économie nationale (disette de marchandises, prix élevés, chômage) et le système soviétique tout entier (la défense du pays), aboutit au renforcement des éléments capitalistes dans l'économie de l'Union soviétique, en particulier à la campagne .

L'augmentation des salaires s'est arrêtée ; ils ont même tendance à baisser pour certains groupes de travailleurs . On a remplacé le système antérieur, qui consistait à fonder l'augmentation des salaires sur celle de la productivité du travail par une règle nouvelle stipulant que le salaire ne peut augmenter qu'en fonction de l'élévation du rendement du travail (cf § 2 du décret du Congrès des soviets adopté sur la base du rapport du camarade Kouybychev). Bref, l'ouvrier soviétique aujourd'hui ne peut pas améliorer sa situation matérielle, en fonction du développement de l'économie et de l'amélioration des techniques utilisées, mais seulement s'il fournit plus de travail, plus de force musculaire . C'est la première fois que l'on pose ainsi le problème, au moment même où le rendement du travail vient, en gros et dans son ensemble, d'atteindre - et même parfois de dépasser - le niveau d'avant-guerre . Une telle politique lèse les intérêts de la classe ouvrière .

Le chômage croît, non seulement parmi les paysans qui quittent la campagne, mais aussi dans les cadres du prolétariat industriel . Ajoutons que le chômage réel dépasse les chiffres des statistiques . L'augmentation de l'armée des sans-travail aggrave la situation économique de la classe ouvrière dans son ensemble . Dans de nombreux endroits, les conditions de logement des ouvriers continuent à se dégrader, tant en ce qui concerne la surface habitable, que les conditions mêmes d'habitation . La diminution de la protection des adolescents travailleurs et l'introduction de l'apprentissage gratuit dégradent considérablement la situation de la jeunesse ouvrière .

Les dangers qui découlent de cet état de choses croissent de manière évidente ; car les rapports entre la classe ouvrière et le parti jouent un rôle décisif dans le destin de l'Etat ouvrier .

La baisse des prix des marchandises manufacturées est extrêmement limitée . Malgré le vote émis par l'opposition lors du plenum du Comité central de février POUR la résolution décidant la baisse des prix, toute l'agitation officielle accuse l'opposition de ne pas vouloir la baisse des prix ! Une telle agitation induit le parti en erreur et éloigne son attention des problèmes essentiels de notre politique économique. Cette campagne ne fait pas baisser les prix d'un pouce . Et pendant ce temps-là le mécontentement et l'impatience du consommateur s'aggravent à la ville comme à la campagne.

La différenciation de la paysannerie ne cesse de s'accélérer . Après le slogan : "Enrichissez-vous !", après l'appel lancé au koulak à "s'intégrer" dans le socialisme, le noyau dirigeant du Comité central en est venu à passer sous silence la différenciation qui s'effectue au sein de la paysannerie, à en sous-estimer la réalité d'un côté, et de l'autre à s'appuyer en pratique sur le paysan fort .

A l'approche du dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre, la situation se présente donc sous le jour suivant : plus de trois millions d'ouvriers agricoles ne jouent qu'un rôle extrêmement minime dans les soviets, dans la coopération, dans les cellules du parti, et l'on accorde encore trop peu d'aide et d'attention à la paysannerie pauvre . La résolution sur l'agriculture du dernier congrès des soviets ne dit pas le moindre mot sur la différenciation à la campagne, c'est à dire sur la question essentielle de son développement économique et politique . Tout cela affaiblit notre soutien à la campagne et entrave l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre avec le paysan moyen; union qui ne peut se développer et se renforcer que dans la lutte systématique contre les aspirations exploiteuses des koulaks, dont on minimise chez nous le développement et le rôle . Une telle politique présente des dangers dont l'accumulation progressive peut mener à une explosion inattendue . Et pendant ce temps-là, tout l'appareil officiel du parti et des soviets frappe à gauche, ouvrant ainsi toutes grandes les portes au véritable danger de classe qui vient de la droite.

La proposition d'exonérer de l'impôt agricole 50 % des foyers ruraux, c'est à dire les paysans pauvres et peu aisés, est dénoncée avec acharnement . Et pourtant la situation économique et politique de la campagne justifie amplement une telle proposition . Quelques dizaines de millions de roubles sur un budget de 5 milliards n'ont que des incidences très modestes . Mais prélever cette somme sur des familles paysannes peu aisées, c'est l'un des facteurs qui accélère la différenciation à la campagne et qui y affaiblissent les positions de la dictature prolétarienne. "Savoir parvenir à un accord avec la paysannerie moyenne, sans renoncer une seule minute à la lutte contre les koulaks et en prenant solidement appui sur la seule paysannerie pauvre" (Lénine), voilà quelle doit être la ligne de force de notre politique à la campagne .

En septembre dernier, nous avons lu un appel signé de trois camarades occupant de hauts postes de responsabilité (les camarades Rykov, Staline et Kouybihev) où l'on affirmait que l'opposition (c'est à dire une fraction de notre parti et de son Comité central) voulait "dépouiller" la paysannerie . L'appel promettait de parvenir, par des économies, à réduire les dépenses non productives de 300 à 400 millions de roubles par an . Dans les faits, la lutte bureaucratiquement déformée pour ces économies n'a abouti qu'à harceler un peu plus les travailleurs, sans aboutir à des résultats positifs palpables .

La rationalisation de l'industrie a un caractère circonstanciel, hasardeux et improvisé et a jeté des groupes toujours renouvelés d'ouvriers dans les rangs des chômeurs, sans pour autant aboutir à une baisse des prix de revient .

Il est indispensable d'abroger toutes les décisions de ces deux dernières années qui aggravent la situation des ouvriers et proclamer avec fermeté que sans une amélioration systématique et planifiée - même lente au début - de la situation de la classe ouvrière, "cette force productrice fondamentale" (Marx), on ne peut dans la situation actuelle ni relever l'économie, ni entreprendre la construction socialiste .

Pour résoudre les problèmes de l'édification économique auxquels le parti est aujourd'hui confronté, alors que les rapports de classe internes sont d'une grande complexité, alors que les offensives des adversaires extérieurs, contre l'URSS, s'amplifient, alors que la révolution prolétarienne mondiale se fait attendre, la question-clé, c'est la renaissance de la démocratie intérieure du parti et le renforcement du lien vivant et efficace unissant le parti et la classe ouvrière.

Nous avons besoin d'une discipline de fer dans le parti, comme au temps de Lénine . Mais nous avons aussi besoin d'une démocratie interne du parti, comme au temps de Lénine .

Le parti tout entier doit être, de haut en bas, une force collective idéologiquement et organiquement soudée, prenant part, dans toute sa masse, de manière effective et non pas de façon purement officielle et pour la montre, à la solution de tous les problèmes posés au parti, à la classe ouvrière et au pays tout entier .

Le régime instauré ces derniers temps à l'intérieur du parti aboutit à une chute importante de l'activité du parti, force dirigeante de la révolution prolétarienne. Les possibilités offertes aux larges masses du parti, à ses échelons inférieurs, de participer consciemment à la solution des questions essentielles de la révolution prolétarienne, se réduisent et se rétrécissent à l'extrême.

Cela ne pouvait que se répercuter et se répercute de façon très négative sur les rapports entre la classe ouvrière et le parti et sur l'activité de la classe ouvrière dans son ensemble .

Le régime instauré dans le parti se prolonge entièrement dans les syndicats . La classe ouvrière russe, qui a derrière elle l'expérience de trois révolutions, réalisées sous la direction du parti bolchévique et de Lénine, cette classe qui a cimenté les fondements de l'Etat soviétique, du sang de ses meilleurs fils, cette classe qui a multiplié les actes grandioses d'héroïsme et d'organisation, possède en elle toutes les capacités pour développer largement ses forces créatrices, sa puissance d'organisation. Mais le régime mis en place actuellement empêche l'ouvrier de déployer toute son activité et lui interdit de prendre toute sa part dans l'édification socialiste.

Ainsi la base de classe de la dictature prolétarienne s'affaiblit. Lors du XI^e congrès, Vladimir Illitch déclarait au parti que la tâche essentielle du travail économique était le choix correct des hommes. Le cours suivi actuellement est une parfaite négation de cette recommandation. En réalité, dans toute une série d'endroits, on chasse systématiquement des usines les travailleurs du parti les plus indépendants d'esprit, les plus capables d'initiatives et les plus qualifiés, pour les remplacer purement et simplement par des lâche-bottes, à plat ventre devant leurs supérieurs directs, mais qui ne servent pas le socialisme . Les injustices criantes du régime intérieur du parti se répercutent ainsi sur les intérêts essentiels, vitaux, de millions de travailleurs .

4°/ - La situation internationale devient chaque jour plus tendue. Le risque de guerre s'accroît . La tâche centrale du Parti communiste de l'URSS et de toute l'avant-garde du prolétariat international est d'écartier la guerre - ou du moins la différer le plus longtemps possible, afin de soutenir et de défendre coûte que coûte la politique de paix que seuls notre parti et le pouvoir soviétique peuvent mener jusqu'au bout .

La cause de l'URSS est la cause du prolétariat mondial . Détourner le danger d'une nouvelle guerre suspendu au-dessus de la tête de l'URSS, c'est la tâche la plus importante du prolétariat international . Mais on ne peut y parvenir en s'engageant dans un bloc avec les traîtres du Conseil général. Aucune lutte sérieuse pour écartier la guerre n'est possible avec les Purcell et les Citrine. Se rapprocher des travailleurs sociaux-démocrates et sans parti, les entraîner dans la lutte contre la guerre, ne peut se faire qu'en passant par-dessus la tête de ces dirigeants traîtres et dans la lutte

contre eux .

Nous insistons pour que notre Comité central aide la prochaine réunion plénière de l'Exécutif de l'Internationale Communiste à étudier de manière détaillée, sérieuse, impartiale et sur la base des documents, les derniers événements de Chine, en associant à ce travail des camarades qui ont défendu notre point de vue, afin que l'Exécutif de l'Internationale donne aux questions de la Chine et du Comité anglo-russe toute leur ampleur et que la presse de notre parti et la presse communiste internationale donnent la possibilité de discuter dans le détail tous les aspects de ces problèmes de fond (en respectant bien entendu les nécessités de la discrétion conspirative).

Le renforcement international de l'URSS exige le renforcement de la ligne révolutionnaire prolétarienne à l'intérieur de l'URSS. Ce qui nous affaiblit, c'est le blocage des salaires, la dégradation des conditions de logement des travailleurs, et le chômage croissant . Ce qui nous affaiblit, c'est la politique incorrecte menée à l'égard de la paysannerie pauvre, ce sont les erreurs de notre politique économique . Ce qui nous affaiblit, c'est la défaite des ouvriers anglais et de la révolution chinoise, c'est le régime intérieur incorrect du parti .

Toute la politique de notre parti souffre du cours vers la droite qui lui est imprimé . Si le nouveau coup préparé contre la gauche lui était effectivement porté , cela délierait complètement les mains des éléments de droite, non prolétariens et anti-prolétariens, en particulier dans notre propre parti et principalement en dehors de lui . La persécution de la gauche entraînera inévitablement la victoire des Oustrialov. Oustrialov exige ce nouveau coup contre la gauche depuis longtemps au nom de sa néo-NEP. Oustrialov est l'ennemi le plus conséquent, le plus fondamental, le plus acharné du bolchévisme .

Les administrateurs satisfaits, les fonctionnaires qui rampent devant leurs chefs, les petits-bourgeois parvenus jusqu'à des postes de commandement et qui méprisent les masses, sentent sous leurs pieds un terrain de plus en plus ferme et lèvent la tête de plus en plus haut. Ce sont tous les éléments d'une néo-NEP. Derrière eux se tiennent les spécialistes à la Oustrialev, puis les nepmen et le koulak - sous la bannière du paysan fort - C'est de là que le véritable danger nous menace .

Les changements ne sont pas aussi clairement visibles dans les questions de politique intérieure que dans les problèmes de politique étrangère, parce que les processus internes se développent avec beaucoup plus de lenteur que la grève générale en Angleterre ou la Révolution en Chine . Mais les tendances fondamentales de la politique sont les mêmes ici et là-bas et plus leur maturation est lente à l'intérieur du pays, et plus leur manifestation risque d'être grave .

Lénine définissait l'Etat soviétique comme un Etat ouvrier dans un pays à majorité paysanne et entaché de déformation bureaucratique. IL l'a déclaré au début de 1921. La définition de Lénine est aujourd'hui plus vraie que jamais . Pendant les années de la NEP, la nouvelle bourgeoisie de la ville et des campagnes est devenue une force sérieuse . Dans une telle situation, frapper l'opposition ne signifier rien d'autre qu'une tentative de discréditer et de liquider l'aile gauche prolétarienne et léniniste de notre parti, même si cette tentative se dissimule derrière des proclamations hypocrites sur la défense de l'unité (Engels disait déjà que "les initiateurs de toute scission se proclament toujours hautement pour l'unité"). Une telle liquidation signifierait le renforcement rapide et inévitable de l'aile droite du PC de l'URSS et la perspective tout aussi inévitable de la subordination des

intérêts du prolétariat à ceux des autres classes.

5°/- L'unité du parti nous est toujours nécessaire, surtout dans les conditions actuelles. Nous avons tous appris à l'école de Lénine que le bolchévik doit tendre à l'unité sur la base de la ligne révolutionnaire prolétarienne. Dans les conditions historiques les plus pénibles, dans les années de la clandestinité, puis en 1917, quand nous luttions pour le pouvoir, en pleine guerre en 1918, quand nous discutons le problème de la paix de Brest-Litovsk au milieu de difficultés inouïes, et dans les années suivantes, sous Lénine, le parti n'a cessé de discuter ouvertement les problèmes cruciaux et trouvait la véritable voie d'une unité véritable et non de pure façade. C'est cela qui nous a sauvés dans des situations infiniment plus difficiles que celles d'aujourd'hui.

Le danger principal qui nous menace provient de ce que l'on dissimule au parti et à la classe ouvrière le contenu véritable des divergences. Toute tentative de poser les problèmes à débattre devant le parti est qualifiée d'attentat contre l'unité du parti. La ligne fautive se consolide ainsi au sommet de façon mécanique. Une unité de façade se constitue ainsi autour d'une prospérité factice. Cette situation affaiblit en réalité les positions du parti dans la classe ouvrière et les positions de la classe ouvrière dans sa lutte contre ses ennemis de classe. Cela suscite d'énormes obstacles au développement politique du parti et à l'application par lui d'une juste orientation léniniste, ce qui créera inévitablement des dangers très sérieux pour notre parti au premier tournant brusque, au premier coup sérieux qui nous sera porté sur l'arène intérieure ou internationale.

Nous décelons clairement ces dangers et nous jugeons de notre devoir d'en avertir le Comité central, afin précisément de rassembler les rangs du parti autour d'une politique léniniste sur le plan international comme intérieur.

Comment éliminer les divergences, comment redresser la ligne de classe sans nuire, dans la plus petite mesure, à la tâche de l'unité du parti ?

Comme cela se faisait toujours du temps de Lénine.

Nous proposons que le CC prenne les décisions suivantes :

1. Au plus tard trois mois avant le 15^e congrès du parti, on convoquera le plenum du CC pour examiner à l'avance toutes les questions du 15^e congrès ;

2. Ce plenum devra faire tout son possible pour élaborer des décisions unanimes, ce qui permettrait de garantir le maximum d'unité du parti et de liquider les luttes intestines dans le parti ;

3. Le plenum en question devra charger la délégation du PC de l'URSS à l'I.C. de prendre dans l'Internationale diverses mesures pour réintégrer dans le parti ceux des camarades exclus qui le demanderont à l'I.C., et qui sont toujours sur la plate-forme de l'I.C., et pour la réalisation d'une totale unité dans les partis frères. (Il est évident que ceci ne concerne nullement Katz et Korsch) ;

4. Si néanmoins au sein de ce plenum spécial du CC, se font jour des divergences de principe, elles devront être au préalable formulées et publiées. Chaque camarade devra avoir la possibilité de défendre son point de vue devant le parti, dans sa presse et dans les réunions, comme ceci existait du temps de Lénine.

5. La polémique devra être menée dans les cadres stricts de la camaraderie et du travail, sans exagération ni exacerbation .

6. Les projets de thèses du CC, des organisations locales, de membres du parti ou de groupes de ceux-ci, devront être publiés dans la Pravda (ou dans l'annexe de la Pravda) ainsi que dans toute la presse du parti de province, environ deux ou trois mois avant le 15° congrès du parti.

7. Le mot d'ordre principal de toute la préparation du 15° congrès de notre parti devra être l'unité, une unité réelle, léniniste, du PC de l'URSS .

PS : Notre déclaration a été naturellement retardée par la collecte des signatures et nous la remettons au moment où, d'en haut, on déclenche une campagne contre le camarade Zinoviev sous le prétexte qu'il a pris la parole dans une réunion de sans-parti le 9 mai . Ceux d'entre nous qui ont entendu le discours du camarade Zinoviev ou qui ont eu la possibilité d'en consulter le compte-rendu sténographique, mettraient sans hésiter un instant leur signature au bas de son discours qui, avec retenue et sous une forme militante inattaquable, a exprimé les inquiétudes de larges cercles du parti devant l'emprise du cours Martynov sur la Pravda. Le discours du camarade Zinoviev n'a été évidemment qu'un prétexte pour relancer la campagne de dénonciation déchaînée contre lui . Comme toute notre déclaration le souligne, cette campagne contre l'opposition a commencé exactement au moment même où sont arrivées les premières nouvelles de la défaite de la révolution chinoise .

On peut présumer que le but direct visé par la campagne engagée contre le camarade Zinoviev est de l'écartier du Comité central avant le congrès et en dehors du congrès, bref de se débarrasser de l'un des critiques de la ligne fautive mise en oeuvre pendant la préparation même du XV° congrès, et pendant le déroulement du XV° congrès lui-même . On peut réaliser la même opération demain avec d'autres membres oppositionnels du Comité central. De tels procédés ne peuvent que faire tort au parti .

L'interdiction, sous la pression du Bureau politique, faite au camarade Zinoviev, l'un des fondateurs et le premier président de l'Internationale Communiste, élu à ce poste sur la proposition de Lénine, de participer aux travaux de l'Exécutif de l'I.C. n'a pas de précédent dans l'histoire du mouvement communiste .

La décision d'écartier le camarade Zinoviev - toujours membre de l'Exécutif de l'Internationale ! - de la discussion des problèmes les plus importants du mouvement ouvrier international, ne peut s'expliquer que par le manque de courage politique de ceux qui préfèrent les mesures administratives à la lutte des idées . Outre sa signification politique, cette décision est une violation grossière des droits formels du camarade Zinoviev, membre du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, auquel il a été élu à l'unanimité du V° Congrès mondial de l'Internationale . La mise à l'écart et la diffamation des léninistes n'ouvrent pas la voie de l'unité pour l'Internationale Communiste .

Il est très vraisemblable que notre présente déclaration servira de prétexte pour nous accuser d'activités fractionnelles. Les fonctionnaires prêts à tout et les "plumitifs" de la "nouvelle" école des "jeunes" vont être les premiers à se déchaîner. C'est que notre lettre est entre autres dirigée contre ces gens-là . Certains d'entre eux seront les premiers à abandonner la cause du prolétariat au premier signe de danger . Par l'envoi de cette déclaration, nous remplissons notre devoir de révolutionnaires et de militants tel qu'on l'a toujours compris dans les rangs des bolcheviks-léninistes .

Au bas de cette déclaration ont été rassemblées en un court laps de temps les signatures de quelques dizaines de vieux bolcheviks. Nous ne doutons pas que de nombreux autres vieux bolcheviks dans divers localités de l'URSS ou à l'étranger se seraient associés à notre déclaration, s'ils avaient eu l'occasion d'en connaître le contenu .

Nous ne doutons pas que le point de vue exposé dans ce document est partagé par la majorité de notre parti et en particulier de ses militants ouvriers. Quiconque connaît les véritables opinions des ouvriers membres de notre parti sait qu'il en est bien ainsi .

SIGNATAIRES

ALEXANDROV A.M.	membre du PC de l'URSS depuis	1917
ABRAMSON A.V.	" " " "	1914
ALSKI A.S.	" " " "	1917
ARCHAVSKI Z.	" " " "	1915
BELOBORODOV A.G.	" " " "	1907
BELIAIS JAS JANOVITCH	" " " "	1912
BOUDZINSKAIA R.L.	" " " "	1914
BABAKHAN N.	" " " "	1917
VISNEVSKAIA	" " " "	1905
VOROBIEV V.	" " " "	1916 (?)
VALENTINOV G.	" " " "	1915
VILENSKI (Sibiriakov)	" " " "	1903
VOUYOVITCH	, membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste, membre du parti communiste yougoslave depuis 1912	
VRATCHEV I.IAK.	membre du PC de l'URSS depuis	1912 (?)
VASSILIEV Iv.	" " " "	1904
VARDINE Il.	" " " "	1907
GUERTIK ARTIOM	" " " "	1903
GUERTZBERG	" " " "	1917 (mars)
GUESSEN S.M.,	membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste, élu par le V° congrès, membre du PC de l'URSS depuis 1916	
GOURALSKI		
GORDON NIK.	membre du PC de l'URSS depuis	1903
EMELIANOV N.A.	" " " "	1899
ELKOVITCH N.A.	" " " "	1917
EVDOKIMOV G.ER.	" " " "	1903 (membre du CC du PC de l'URSS)
EJOV P.S.	" " " "	1917 (mars)
JOUK ALEXEV VAS.	" " " "	1904
ZINOVIEV G.E.	" " " "	
ZORINE S.	" " " "	1917 (mai)
ZAKS-GLADNEV	" " " "	1906
IVANOV V.I.	" " " "	1915
KOSPERSKI I.	" " " "	1917 (mars)
KATTA M.	" " " "	1917
KOUKLINE	" " " "	1903
KANATCHIKOVA	" " " "	1914
KOSTRITSKI I.	" " " "	
KOVALENKO P.	" " " "	1911
KOROLEV A.	" " " "	1916
KAVTARADZE	" " " "	1903
KOZLOVA-PASSEK	" " " "	1917 (septembre)
LELEVITCH A.G.	" " " "	1917
LOBACHEV G.	" " " "	1917
LIFCHITZ B.	" " " "	1915
LAZKE M.	" " " "	1905
LIZDINE	" " " "	1898 (membre de la CCC du PC de l'URSS)
MOURALOV N.I.	" " " "	1903 (membre de la CCC du PC de l'URSS)
MINITCHEV	" " " "	1911
MALIOUTA V.	" " " "	1916
MALTSEV B.	" " " "	1917
MATEI G.	" " " "	1917 (mai)
NAOUMOV I.K.	" " " "	1913
NAZIMOV A.E.	" " " "	1917 (juillet)
OSTROVSKAI N.	" " " "	1905
PETERSON A.	" " " "	1917 (membre de la CCC du PC de l'URSS)

POZDEIEVA	membre du PC de l'URSS depuis	1917
PRIMAKOV V.	" " "	1914
PIATAKOV Iou.L.	" " "	1910.
	membre du CC du PC de l'URSS	
PSALMOPEVSTEV	membre du PC de l'URSS depuis	1916
RAVITCH O.N.	" " "	1903
RADEK K.	" " "	1902
REM M.S.	" " "	
SEREBRIAKOV L.P.	" " "	1905
SMIRNOV IV. NIK.	" " "	1899
SERGUEIEV A.N.	" " "	1914
SOKOLOV A.A.	" " "	1914
SAFAROV G.	" " "	1908
SMILGA I.T.	" " "	1907
	membre du CC du PC de l'URSS	
SAMSONOV M.	membre du PC de l'URSS depuis	1903
SOSNOVSKI M.	" " "	1903
SARKIS	" " "	1917
SADOVSKAIA	" " "	1917 (septembre)
TER VAGANIAN	" " "	1912
TOUMANOV	" " "	1917 (avril)
TROTSKI L.D.	" " "	
FEDOROV Gr.	" " "	1907
VONBERSTEIN	" " "	1917
FOCHKINE F.R.	" " "	1917 (septembre)
KHARITONOV M.M.	" " "	1905
TSATOUROV A.A.	" " "	
CHAROV	" " "	1904
CHOURYGUINE A.S.	" " "	1914
CHEPCELEVA M.I.	" " "	
SCHUSTER A.	" " "	1912
TSIBOULSKI Z.S.	" " "	1904
ELTSINE V.	" " "	1898

Extraits des thèses du Camarade Zinoviev sur la Révolution Chinoise

Ces thèses ont été écrites avant le coup d'Etat de Chang-Kai-Chek à Shanghai. Elles ont été remises au B.P. du P.C. de l'U.R.S.S., le 14 avril 1927.

Les événements de Chine ont une aussi grosse importance que les événements d'Allemagne en octobre 1923. Et si toute l'attention de notre parti se porta alors sur l'Allemagne, il faut qu'il en soit de même maintenant en ce qui concerne la Chine, d'autant plus que la situation internationale est devenue pour nous plus compliquée et plus inquiétante.

Le C.C. de notre parti réunit en 1923, à l'occasion des événements d'Allemagne une Conférence spéciale des représentants de nos plus grandes organisations locales (et du C.C. lui-même), adopta les thèses, mobilisa le parti tout entier, convoqua par l'organe de ses représentants à l'Exécutif de l'I.C. une Conférence internationale, etc...

Il est indispensable d'en faire autant aujourd'hui.

I. — LES PRINCIPES DU LENINISME ET LES MOUVEMENTS D'EMANCIPATION NATIONALE.

La Révolution chinoise a une portée historique d'importance mondiale. Pour la comprendre, il importe, avant tout, de bien se rendre compte du point de vue léniniste du caractère des mouvements d'émancipation nationale dans les colonies et les pays semi-coloniaux.

Lénine écrivait :

« La Révolution sociale ne peut s'accomplir qu'à une époque qui unira la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays avancés, à divers mouvements démocratiques et révolutionnaires, y compris les mouvements d'émancipation nationale, au sein des nations arriérées, attardées, opprimées.

« Pourquoi ? Parce que le développement du capitalisme est inégal et parce que la réalité objective nous montre, à côté de nations parvenues à un haut développement capitaliste, diverses nations très faiblement développées ou tout à fait arriérées du point de vue économique. » (T. XIII, p. 369-70).

Ainsi, les mouvements d'émancipation nationale des nations opprimées sont, d'après Lénine, partie constituante de l'époque de la Révolution socialiste, bien que Lénine les définisse lui-même comme mouvements « démocratiques et révolutionnaires », c'est-à-dire bourgeois, quant à leurs tâches immédiates.

Les mouvements d'émancipation nationale des peuples opprimés sont un élément de la Révolution socialiste mondiale. Mais cela ne veut pas dire que tout mouvement national est à tout mo-

ment, dans toute circonstance, un facteur révolutionnaire. Cela veut seulement dire que les mouvements d'émancipation nationale sont, dans l'ensemble et en dernier ressort, un facteur révolutionnaire.

Le mouvement d'émancipation nationale peut passer à travers diverses phases. Le peuple finlandais (la bourgeoisie y compris) en lutte contre le tsarisme (contre l'impérialisme russe de l'époque), soutint une lutte d'émancipation nationale. La bourgeoisie finlandaise dirigée par les Swinhufwud (ce dernier fut exilé par le tsarisme) combattit en son temps le gouvernement impérialiste de Kérensky. C'était objectivement saper le pouvoir de la bourgeoisie russe et ce fut là un élément de la préparation de la victoire du prolétariat russe en octobre 1917. Au lendemain de la Révolution d'octobre, les Swinhufwud, auxquels les Soviets venaient de donner l'indépendance, n'en ont pas moins fait donner contre « leurs » ouvriers qui préparaient une Révolution d'octobre, le bourreau Mannerheim qui noya dans le sang la révolution prolétarienne de Finlande.

La bourgeoisie finlandaise soutient encore maintenant en un certain sens, une lutte pour son indépendance nationale. On ne peut dire que l'Etat finlandais soit un Etat impérialiste. Il ne peut être qu'un instrument de l'impérialisme. Il est pourtant impossible de parler en ce moment de la portée révolutionnaire du mouvement national en Finlande. Le mouvement d'émancipation nationale finlandais est devenu réactionnaire bourgeois, le prolétariat n'ayant pas eu la force de le faire passer à un degré supérieur, c'est-à-dire de l'amener à la victoire d'un Etat prolétarien.

Autre exemple : Le mouvement d'émancipation nationale en Pologne. Les meilleurs esprits de Russie ont sympathisé avec les insurrections polonaises. A l'époque de la I^{re} Internationale, Marx et Engels considéraient à juste titre le mouvement d'émancipation nationale polonais comme méritant l'appui du prolétariat international. La haine du tsarisme, qui naissait en Pologne de l'oppression des propriétaires fonciers grand-russiens, avait une portée révolutionnaire. Et pourtant, la bourgeoisie polonaise a su transformer, à partir du début de la guerre impérialiste, Pilsudsky en tête, le mouvement national en un jouet de l'impérialisme allemand, et, après un certain temps en un instrument des impérialismes anglais et français.

La Turquie nous fournit un exemple plus intéressant encore. Le mouvement national dirigé par Kemal Pacha, eut indéniablement pendant un certain temps un caractère révolutionnaire et mérita pleinement d'être appelé un mouvement

d'émancipation nationale. Il était à la fois dirigé à l'intérieur du pays contre l'ancienne féodalité et le sultanat, et à l'extérieur contre l'impérialisme, l'anglais en premier lieu. Il entraîna la masse énorme des paysans turcs et dans une large mesure les ouvriers turcs. Le parti kémaliste d'alors ressemblait jusqu'à un certain point, au K.M.T. d'aujourd'hui (sauf que la classe ouvrière turque était beaucoup plus faible que la classe ouvrière chinoise, ce qu'il ne faut pas oublier une minute). Le parti kémaliste forma son Conseil des Commissaires du Peuple, souligna sa solidarité avec la Russie des Soviets, etc... Il était dit, dans un télégramme adressé par Kémal Pacha à Tchitchérine, le 29 novembre 1920 :

« Je suis profondément convaincu que le jour où les travailleurs d'Occident et les peuples opprimés d'Asie et d'Afrique auront compris que le Capital international ne se sert d'eux que pour les exploiter et les asservir les uns par les autres dans l'intérêt de ses maîtres, le jour où les masses laborieuses du monde entier auront pris conscience du caractère criminel de la politique coloniale, le pouvoir de la bourgeoisie s'écroulera. » (Textuel!)

Cela ne devait pas empêcher Kemal Pacha de faire égorger au bout de quelque temps les leaders communistes, de réduire le mouvement ouvrier à l'illégalité, de réduire la réforme agraire au minimum et d'entrer, en politique intérieure, dans la voie de la bourgeoisie et des paysans riches. Il en fut ainsi parce que le prolétariat turc se trouva trop faible pour former une force de classe autonome et pour aider les paysans à constituer, sous son hégémonie, un centre dirigeant de la Révolution turque, qui n'aurait pas été dépendant de la bourgeoisie libérale, des officiers bourgeois, etc... Le kémalisme n'est plus un mouvement national révolutionnaire, un élément de la Révolution socialiste mondiale. L'unification nationale de la Turquie s'est faite, mais à la manière kémaliste, c'est-à-dire bourgeoise; de même que l'unité nationale allemande se réalisa en son temps à la manière de Bismarck. Le mouvement national n'est pas devenu en Turquie un mouvement révolutionnaire uni au mouvement prolétarien international.

En Perse, le mouvement d'émancipation nationale commença aussi à faire accepter du bout des lèvres aux classes possédantes des mots d'ordre révolutionnaires pour aboutir finalement à la monarchie militaire et fasciste de Reza-Shah qui est dans une large mesure l'instrument de l'Angleterre. On conserve, sous les mots d'ordre d'unité nationale et de progrès (centralisation, modernisation) le servage dans les campagnes et l'on réprime toute manifestation de mécontentement des masses laborieuses.

Il serait possible de produire de semblables exemples en grand nombre, empruntés aux mouvements nationaux de l'Inde, de l'Égypte, etc... surtout dans les années de la guerre impérialiste et dans les premières années suivantes.

L'histoire de la Révolution a démontré que toute révolution démocratique bour-

geoise, si elle ne se transforme pas en révolution socialiste, s'engage inévitablement dans la voie de la réaction bourgeoise. Si elle ne va pas de l'avant, elle rétrograde; mais elle ne reste jamais en place. Ou courbe ascendante, ou courbe descendante. Cette loi marque toutes les grandes révolutions, à commencer par la grande Révolution française, pour aller par celle de 1848 et par la Révolution russe de 1905 jusqu'à la Révolution allemande de 1918.

Lénine, donnant à la première Révolution russe de 1905 le mot d'ordre de « dictature du prolétariat et des paysans » et soutenant que la victoire véritable, radicale, de la Révolution bourgeoise ne pourrait être que le fruit de la dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans, Lénine écrivait que « cette dictature serait inévitablement temporaire, le passage à la dictature bourgeoise et à la défaite du prolétariat ou bien à la dictature socialiste, devant inévitablement suivre ». (*Recueil Lénine*, t. V, p. 123.)

La même loi concerne le mouvement d'émancipation nationale. Le mouvement d'émancipation nationale qui triomphe sous la direction de la bourgeoisie doit, même s'il est très ample, s'engager à un moment dans la voie de la réaction bourgeoise.

Le mouvement d'émancipation de divers pays dans les dix dernières années a fortement contribué à ébranler l'impérialisme. Le développement et l'issue de ces mouvements dans les dernières années, doivent cependant inciter l'avant-garde du prolétariat international à voir clairement que le mouvement national ne revêt pas à tous moments le même caractère et peut très bien, s'il reste sous la direction de la bourgeoisie, jouer à un moment donné un rôle anti-prolétarien et devenir un instrument de l'impérialisme.

2° LA DEMOCRATIE BOURGEOISE ET LE MOUVEMENT NATIONAL-REVOLUTIONNAIRE.

Tout mouvement national-révolutionnaire est bourgeois, mais tout mouvement démocratique bourgeois n'est pas forcément national-révolutionnaire. De même, toute révolution paysanne est bourgeoise, mais toute révolution bourgeoise n'est pas forcément paysanne. Lénine distinguait entre les « mouvements démocratiques bourgeois » et les « mouvements nationaux-émancipateurs » des pays arriérés.

Il disait dans son rapport au 2° Congrès de l'I.C. sur la question coloniale et nationale :

« Maintenant, je voudrais traiter particulièrement de la question du mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés. C'est là un point qui a fait l'objet de bien des discussions. Nous nous sommes demandé s'il convenait théoriquement et en principe, de déclarer que l'I.C. et les partis communistes ont à soutenir les mouvements bourgeois démocratiques dans les pays arriérés.

Comme résultat, nous en sommes tous venus à cette conclusion unanime que nous n'avons rien à faire avec les mouvements démocratiques bourgeois, et que seuls peuvent nous intéresser les mouvements nationaux-révolutionnaires. Il n'est pas douteux que tout mouvement national dans les pays arriérés, ne peut être qu'un mouvement démocratique bourgeois, car la majorité de la population s'y compose de paysans qui représentent la classe moyenne capitaliste. Ce serait une utopie de supposer que les partis prolétariens, si l'on a quelque chance de les constituer, seront en état de développer une activité communiste, de faire une politique communiste, sans entrer en relations déterminées avec les paysans des pays arriérés et sans leur demander leur aide. On a fait cette objection que si nous parlions d'un mouvement bourgeois démocratique, nous perdriions le sentiment de la différence qui existe entre les mouvements réformistes et les mouvements révolutionnaires, mouvements réformistes qui se sont fait sentir récemment dans les pays arriérés et dans les colonies. La bourgeoisie impérialiste a fait tout ce qui était en son pouvoir pour créer un mouvement réformiste. Il y a eu des ententes conclues entre la bourgeoisie des pays exploités et celle des colonies, de telle sorte que, très souvent, la bourgeoisie des pays opprimés, bien que soutenant le mouvement national, n'en travaille pas moins, de concert avec la bourgeoisie impérialiste, contre tout mouvement révolutionnaire. Cela a été clairement prouvé. Et, afin de mieux marquer cette différence, les mots « bourgeois démocratiques » devront être remplacés dans les thèses par les mots « nationaux-révolutionnaires ». L'idée est que nous, en qualité de communistes, nous devons soutenir les mouvements bourgeois pour l'émancipation des colonies, seulement dans le cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, c'est-à-dire lorsqu'ils ne s'opposeront pas à ce que nous donnions aux paysans une éducation et une organisation révolutionnaires et lorsqu'ils ne nous empêcheront pas de donner aux grandes masses exploitées une préparation révolutionnaire. Lorsque cela est impossible, les communistes sont obligés de combattre la bourgeoisie réformiste de ces pays arriérés tout comme ils combattent les héros de la II^e Internationale. Il existe déjà des partis de ce genre dans les colonies. Ils représentent naturellement la bourgeoisie réformiste, bien qu'ils s'intitulent social-démocrates ou socialistes. »

Nous avons déjà à la vérité dans cette thèse de Lénine la clé de tous les problèmes tactiques de la révolution chinoise. Tirant avantage, dans l'intérêt du prolétariat de tout mouvement opportuniste de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, nous ne soutenons pas, en qualité de communistes, tout mouvement national sans discernement. Nous ne soutenons que le mouvement national qui a un caractère révolutionnaire et dont les représentants ne s'opposent pas à l'édu-

cation et à l'organisation révolutionnaires des paysans et des larges masses exploitées. La bourgeoisie des pays opprimés sait très bien s'entendre avec celle des pays oppresseurs sur les questions les plus importantes. Elle a appris à soutenir d'une main le mouvement national et de l'autre à combattre, unie à la bourgeoisie impérialiste, tous les mouvements révolutionnaires.

Quant à la Chine actuelle, il faudrait dire : Le K.M.T. de droite fut et reste jusqu'à présent le K.M.T. gouvernemental. Il soutient aussi d'une main le mouvement national, tandis que de l'autre, il s'unit aux impérialistes (américains, japonais, anglais) contre les classes révolutionnaires (prolétaires et paysans).

Ces directives essentielles de Lénine, sanctionnées par le deuxième Congrès de l'I.C., nous devons les avoir en vue en abordant le problème de la Révolution chinoise.

3° PERSPECTIVES GÉNÉRALES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

Le développement du capitalisme a fait en Chine au cours de ces deux dernières dizaines d'années d'immenses progrès. On aurait tort de croire que la bourgeoisie indigène ne dispose que d'une faible partie de l'industrie chinoise. Les capitalistes chinois sont propriétaires de 60 % des capitaux de l'industrie houillère, de 20 % de celle du fer, de 67 % de celle du textile, de 70 % de celle des allumettes, de 25 % de celle du sucre, et de 58 % des chemins de fer ainsi que de 26 % des transports maritimes et fluviaux. 27 banques chinoises ont un capital de 250 millions de dollars chinois. En outre le capital commercial de la bourgeoisie chinoise est aussi très important. (Il faut rappeler qu'à la fin du XIX^e siècle, l'industrie russe vivait principalement de capitaux étrangers. 21 % seulement de ces capitaux étaient russes, d'après les données de M. N. Pokrovsky). Le total des capitaux étrangers investis en Russie vers 1917 était évalué à 2 milliards 1/4 de roubles. Les capitaux investis en Chine sont sensiblement plus élevés.

« La conquête de la Chine par le capitalisme ébranlera le capitalisme en Europe et en Amérique », écrivait Engels en 1895.

« Les prochains soulèvements des peuples de l'Europe dépendront sans doute beaucoup plus de ce qui se passera dans le Céleste Empire que de toute autre chose », avait écrit Marx longtemps auparavant.

« On peut dire hardiment que la Révolution chinoise jettera une étincelle dans la mine du système industriel moderne, provoquera l'explosion de la crise générale qui se prépare et qui sera suivie de la Révolution politique sur le Continent. »

De façon générale, Marx considérait (dans la *Lutte des classes en France*), que « les explosions violentes se produisent le plus souvent aux extrémités de l'organisme bourgeois et non en son cœur où le fonctionnement de la société est plus facile à régler qu'ailleurs. »

Et, c'est en ce sens qu'il prêtait une

énorme importance à la Révolution russe et à la Révolution chinoise. La dictature du prolétariat a maintenant vaincu en Russie et la dictature révolutionnaire démocratique guidée par le prolétariat peut vaincre en Chine, et se transformer, commencer à se transformer en dictature socialiste, si le prolétariat et l'avant-garde de la classe ouvrière internationale pratique une tactique juste. La Révolution socialiste fera alors sur le Continent, en Angleterre et dans le monde entier, un grand pas en avant.

Il y a en Chine près de 5 millions d'ouvriers salariés, dont 3 millions d'ouvriers d'industrie : mineurs, cheminots, textile, ouvriers de la soie, métallurgistes.

A ces ouvriers, se joignent en très grand nombre les artisans et les employés, qui dans les circonstances actuelles peuvent suivre et suivront la classe ouvrière.

63 % des paysans sont des paysans pauvres, ne disposant pas de plus de deux hectares, asservis aux propriétaires fonciers et aux koulaks. Et ces 63 % de paysans pauvres ne disposent au total que de 1/4 des terres cultivées. 5 % de paysans riches (koulaks et propriétaires fonciers) sont possesseurs de 30 % des terres cultivées, 10 % de paysans aisés disposent de 20 % des terres, 20 % de paysans moyens possèdent 26 0/0 des terres cultivées.

Les paysans petits et moyens sont accablés d'impôts, accablés par les fermages, par l'arbitraire administratif, etc... Des centaines de millions de paysans peuvent devenir les alliés du prolétariat.

Si l'on ajoute à cela que la bourgeoisie nationale est tout de même relativement faible, que les compradors sont détestés du peuple, que l'usurier, la gentry et le koulak ont déjà à maintes reprises provoqué des soulèvements dans les campagnes, que la petite bourgeoisie nombreuse des villes (des dizaines de millions de pauvres et de petits commerçants ainsi qu'une partie importante des étudiants, des intellectuels) est dans sa majeure partie mécontente, si l'on se souvient des places fortes dont dispose le prolétariat chinois sur des points décisifs tels que Chang-Hai, Hong-Kong, Tien-Tsin, Hang-Kéou, etc..., il devient évident que l'hégémonie du prolétariat dans la Révolution bourgeoise démocratique est chose fort possible.

Où la Révolution chinoise vaincra sous la direction du prolétariat, ou elle ne vaincra pas. Ou le prolétariat la dirigera, ou la bourgeoisie prenant les affaires en mains, s'accordera d'une façon ou d'une autre avec l'impérialisme étranger de tel ou tel pays ou groupe de pays, et conduira pour un certain temps la Chine dans la voie bourgeoise non sans réprimer le mouvement d'avant-garde de la classe ouvrière beaucoup plus cruellement que ne le fit Kemal Pacha.

La perspective d'un développement non-capitaliste (socialiste) de la Chine n'est pas exclue et même a de grandes chances de se réaliser, si l'on suit une politique juste. L'impérialisme n'a pas, dans ces dernières années, développé les

forces productrices de la Chine, et il n'est pas enclin à le faire parce que :

1. L'appareil de production des métropoles n'est pas entièrement utilisé.
2. L'impérialisme a peur de la croissance du prolétariat indigène.
3. L'impérialisme en général manque de sécurité en Chine.

Le développement des forces productives en Chine pourrait à notre époque de Révolution mondiale suivre un chemin non-capitaliste. Avec la dictature du prolétariat maintenue en Russie depuis 10 années, avec l'U.R.S.S. embrassant 1/6 de la surface du globe et exerçant déjà une immense influence sur la Révolution chinoise, avec l'Internationale Communiste groupant dans ses rangs l'avant-garde du prolétariat mondial, avec le développement croissant des mouvements d'émancipation nationale dans le monde entier, avec les graves contradictions qui divisent les impérialistes, avec l'existence d'un prolétariat jeune, plein d'initiative et en voie d'acquiescer promptement une formation révolutionnaire, avec un tel prolétariat fort de plusieurs millions d'hommes, le développement non-capitaliste de la Chine est possible.

« Pouvons-nous, disait Lénine au 2^e Congrès de l'I.C., pouvons-nous reconnaître comme juste l'affirmation que la phase capitaliste du développement économique est inévitable pour tous les peuples arriérés qui se libèrent en ce moment et parmi lesquels on observe un mouvement progressiste ? Nous répondons par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux se livre à une propagande systématique et si les Gouvernements soviétiques leur viennent en aide, alors il est de toute façon erroné de supposer que la phase capitaliste du développement sera inévitable pour les peuples arriérés ».

Le développement non-capitaliste (socialiste) de la Chine est possible si :

a) La classe ouvrière devient vraiment une classe luttant pour elle-même, une force de classe indépendante, si elle forme un vigoureux parti communiste, capable d'entraîner le gros des masses paysannes, si elle ne permet pas à la bourgeoisie grande et moyenne d'absorber la classe ouvrière dans le Bloc National, si en un mot, la classe ouvrière chinoise sait devenir en fait le facteur dirigeant du mouvement révolutionnaire en Chine et prendre en mains la cause de l'unité nationale.

b) Si l'U.R.S.S. soutient de tout son pouvoir la classe ouvrière chinoise;

c) Si des révolutions prolétariennes mûrissent dans les pays capitalistes avancés (Angleterre, France, Japon, Amérique), et si les ouvriers de ces pays savent empêcher leur bourgeoisie d'étouffer dans le sang la Révolution chinoise;

d) Si elle reçoit en Indo-Chine, dans les Indes et dans les autres pays opprimés un accueil favorable.

La lutte victorieuse pour le développement non-capitaliste (socialiste) de la Chine n'est possible que si nous écartons

avant tout, résolument, la formule capitale du menchévisme : la classe ouvrière doit dans la Révolution subordonner sa politique au désir de ne pas écarter du mouvement la bourgeoisie libérale, afin de ne pas affaiblir d'autant la Révolution. Lénine écrivait en 1907 :

« On fait chez nous, de la constatation du caractère bourgeois de la Révolution, la plate déduction que la bourgeoisie sera la force motrice de cette révolution, que le prolétariat n'aura à remplir que des tâches secondaires et ne pourra pas diriger l'ensemble du mouvement ».

Il ne fait aucun doute que la Révolution chinoise est dans sa phase actuelle une révolution bourgeoise démocratique dans un pays semi-colonial. La mener à sa fin, lui donner l'ampleur nécessaire, l'aider à vaincre les impérialistes et à constituer l'unité véritable de la Chine, la mener au point où la Révolution démocratique nationale deviendra socialiste, tout cela ne sera possible que si la classe ouvrière réussit à arracher entièrement la direction du mouvement à la bourgeoisie et à conduire les paysans sous le mot d'ordre de la révolution agraire, ainsi qu'à en traîner la petite bourgeoisie.

En d'autres termes, cela n'est possible que si une différenciation radicale s'effectue entre les classes au sein du mouvement d'émancipation nationale, différenciation qui a déjà commencé et qui s'approfondira de jour en jour. Craindre cette différenciation, défendre l'unité de front avec la bourgeoisie nationale, s'efforcer de ne pas effrayer les chefs de cette bourgeoisie, interpréter le front unique de la Révolution chinoise comme l'union du prolétariat avec la bourgeoisie, louer le K.M.T. comme un Gouvernement du « Bloc des Quatre Classes » (Martinof, *Pravda*, 10 avril 1927), ce serait éteindre l'enthousiasme révolutionnaire des masses, rétrécir le programme de la Révolution, étendre celle-ci sur le lit de Procuste de la bourgeoisie et du menchévisme, renoncer en un mot aux perspectives du développement non-capitaliste, socialiste de la Chine.

Lénine, exposant au 2^e Congrès de l'I.C. la perspective du développement non-capitaliste des pays arriérés, y rattachait le mot d'ordre des Soviets pour l'Orient et la propagande de la création à tout prix d'organisations communistes autonomes dans ces pays. Il disait :

« Non seulement nous devons former des noyaux indépendants de partis, non seulement nous devons procéder à la propagande de l'idée des Conseils paysans et adapter ces Conseils aux conditions particulières du régime pré-capitaliste, mais l'I.C. doit théoriquement déclarer qu'avec l'assistance du prolétariat des pays avancés, les nations arriérées pourront arriver à la forme soviétiste d'organisation, et, en passant par toute une suite de phases, arriver au communisme, en évitant toute période capitaliste. L'idée des Soviets est simple et peut être appliquée, non seulement à la société prolétarienne, mais aussi aux conditions de l'existence féodale et semi-féodale. Les Conseils paysans, les Conseils de ceux

qui sont exploités, peuvent être une source, non seulement dans les pays capitalistes mais aussi dans une société pré-capitaliste. Et c'est le devoir absolu des communistes et de ceux qui se préparent à organiser des partis communistes, de propager l'idée des Conseils de paysans et des Conseils de travailleurs exploités en tous lieux, sans en excepter les pays arriérés et les colonies, ainsi que de faire des tentatives, partout où les circonstances le permettent pour créer des Conseils de paysans ou des Conseils de travailleurs ».

Il est d'ailleurs dit dans les thèses sur la question coloniale et nationale adoptées par le 2^e Congrès de l'I.C. sur rapport de Lénine :

« Il est surtout nécessaire de soutenir dans les pays arriérés le mouvement paysan contre toutes les manifestations et contre tous les vestiges de la féodalité et il faut s'efforcer de donner au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire, en réunissant partout où c'est possible les paysans et tous les exploités en des Soviets, réalisant ainsi l'union la plus étroite du prolétariat communiste de l'Europe occidentale et du mouvement révolutionnaire des paysans de l'Orient, des colonies et des pays arriérés en général ».

Nous souvenant de ces importantes indications données par Lénine au 2^e Congrès de l'I.C., et tenant compte du vaste essor des masses laborieuses en Chine, qui a abouti à la prise de Shang-Hai et à l'extension du pouvoir du Gouvernement national, embrassant un territoire peuplé de 200 millions d'habitants, nous devons formuler dès maintenant pour la Chine le mot d'ordre des Soviets.

La Révolution chinoise arrive en ce moment au niveau où le mot d'ordre devient le mot d'ordre essentiel.

Quiconque parle du développement non-capitaliste de la Chine sans émettre après la prise de Schang-Hai par les ouvriers le mot d'ordre des Soviets, ne prend pas au sérieux ce qu'il dit au sujet du développement non-capitaliste de la Chine.

4^e DE L'INDEPENDANCE DU MOUVEMENT PROLETARIEN DANS LES PAYS ARRIERES.

L'idée de l'indépendance du mouvement prolétarien et avant tout de celle de la formation de partis prolétariens indépendants, dans tous les pays arriérés, dans toutes les colonies et dans tous les pays semi-coloniaux, est une des idées essentielles de l'enseignement de Lénine sur la Révolution mondiale. Elle se rattache très étroitement à l'idée de la possibilité pour ces pays, d'éviter en des conditions favorables, le développement capitaliste. La lutte des pays arriérés, des colonies et des pays semi-coloniaux contre l'impérialisme, lutte qui a naturellement une grande importance dans le bilan d'ensemble des forces révolutionnaires mondiales, crée pour un certain temps la possibilité d'une action commune du prolétariat et des éléments non-prolétariens en des blocs et accords contre l'ennemi impérialiste commun.

Mais c'est justement la raison pour laquelle les communistes doivent souligner avec ténacité la nécessité de l'indépendance complète du mouvement prolétarien ou des éléments prolétariens du mouvement, sans qu'il soit nécessaire de parler de l'indépendance des partis communistes, laquelle ne saurait être mise en question. Il est dit à ce sujet dans les thèses de Lénine approuvées par le 2^e Congrès de l'I.C., et qui ont gardé jusqu'à aujourd'hui toute leur force :

« Une lutte énergique s'impose contre le camouflage des mouvements révolutionnaires d'émancipation des pays arriérés, mouvements non-communistes que l'on pourrait camoufler en mouvements communistes. L'I.C. doit soutenir les mouvements révolutionnaires des colonies et des pays arriérés, mais à seule fin que les éléments des futurs partis prolétariens, partis communistes non seulement par leur appellation, soient groupés et éduqués dans tous les pays arriérés, dans la conscience de leurs tâches particulières, de leurs tâches de lutte contre les mouvements démocratiques, et soient éduqués ainsi au sein de leurs propres organisations. L'I.C. doit conclure des accords temporaires et même des alliances avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais ne pas se confondre avec elle et garder inconditionnellement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire. »

Le fond de la discussion entre bolcheviks et mencheviks se réduisit longtemps en fin de compte à ceci : Fallait-il créer un parti prolétarien tout à fait indépendant dans la Russie arriérée, et la classe ouvrière pouvait-elle avec son parti, assumer le rôle dirigeant dans la Révolution ? La politique des mencheviks le constatait en fait, et c'est ce qui contribua le plus à situer les mencheviks parmi les ennemis de la Révolution prolétarienne.

« Le parti bolchevik, disait Lénine, ne doit pas craindre de combattre l'ennemi commun aux côtés de la démocratie bourgeoise, à condition de ne confondre en aucun cas son organisation avec les autres organisations. Marcher séparément, combattre ensemble. Ne pas dissimuler les divergences d'intérêts, surveiller l'allié autant que l'ennemi. » (T. VI.)

Cette « condition obligatoire », nous n'avons pas le droit de la perdre de vue en Chine, sous peine de quitter le chemin du bolchevisme.

Nous pouvons dire du K.M.T., considéré comme un parti, ce que disaient Marx et Engels du parti démocrate petit-bourgeois d'Allemagne et de l'attitude de la classe ouvrière envers ce parti (en introduisant naturellement dans ces formules les modifications nécessaires) :

« L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire envers la démocratie petite-bourgeoise, la voici :

« 1. Il marche avec la démocratie petite-bourgeoise contre la réaction, le renversement de celle-ci étant son objectif ;

« 2. Il combat la démocratie petite-bourgeoise partout où elle pourrait s'affermir elle-même. » (Karl Marx, *Le Procès de Cologne*.)

« Le parti ouvrier peut très bien utiliser, sous certaines conditions, d'autres partis et fractions de parti, mais il ne doit se subordonner lui-même à aucun parti. » (Karl Marx, *Le Procès de Cologne*.)

« Les ouvriers doivent, à côté des nouveaux gouvernements officiels, établir leur propre gouvernement ouvrier révolutionnaire, que ce soit sous la forme de conseils communaux, de municipalités, de comités ouvriers, de sorte que les gouvernements bourgeois démocratiques, perdant l'appui des ouvriers, se verront ainsi dès le début placés sous le contrôle d'autorités soutenues par toute la masse ouvrière. La défiance doit en un mot se diriger, dès la minute même de la victoire, non vers le parti réactionnaire vaincu, mais vers les alliés d'hier du prolétariat, vers le parti qui voudrait recueillir seul les fruits de la victoire commune... L'armement du prolétariat entier au moyen de fusils, de canons, de munitions, doit s'accomplir sans délai, et il faut combattre le rétablissement de l'ancienne milice anti-ouvrière. Les ouvriers ne doivent pas, en présentant des candidatures à côté des candidatures de la démocratie bourgeoise, se laisser séduire par aucune phrase démocratique, ni impressionner par exemple par l'affirmation que l'on scinde ainsi la démocratie, en procurant du même coup à la réaction une possibilité de victoire. Dans toutes ces phrases, le fond est toujours le même, et c'est qu'à la fin, le prolétariat est toujours roulé... Mais, au contraire, les ouvriers doivent faire davantage eux-mêmes pour leur victoire finale, en s'instruisant sur leurs intérêts de classe, en adoptant aussitôt que possible une attitude indépendante, en ne se laissant pas une minute détourner par les phrases hypocrites de la démocratie petite-bourgeoise de l'organisation de leur parti indépendant. » (Karl Marx, *Le Procès de Cologne*.)

Tels sont les principes généraux dont les communistes doivent s'inspirer pour résoudre les questions les plus importantes de la Révolution chinoise, et plus particulièrement celles des rapports entre le parti communiste et le K.M.T.

5^e LA BOURGEOISIE CHINOISE ET SON RÔLE ACTUEL DANS LA RÉVOLUTION.

Le problème essentiel de la Révolution chinoise, c'est celui-ci : quelle classe entraînera les paysans ?

La bourgeoisie chinoise peut-elle les entraîner ?

La bourgeoisie chinoise n'est pas homogène : c'est surtout une bourgeoisie commerçante renforcée d'usuriers. Diverses causes, et en premier lieu le fait que le capital étranger a dans une large me-

sure entravé le développement de cette bourgeoisie, font que les capitaux accumulés dans le commerce se sont orientés vers l'agriculture, maintenant ainsi les racines féodales de l'exploitation féodale du paysan chinois.

Dans certaines contrées, les commerçants sont propriétaires de 75 0/0 des terres cultivées. Les usuriers prélèvent sur les paysans des intérêts de 120 à 360 0/0 par an. Le capital commercial domine les industries de la campagne, et d'abord celle du tissage à domicile qui joue en Chine un très grand rôle. Le propriétaire foncier, usant de méthodes féodales d'exploitation, se présente à la ville comme un commerçant lié aux autres milieux de la bourgeoisie chinoise. Mais la guerre civile a commencé dans les campagnes. Les paysans forment leurs Unions qui groupent déjà près de 5 millions de membres, forment leurs détachements armés de défense, et déjà combattent parfois, les armes à la main les propriétaires et la gentry, souvent étroitement unis et servis par leurs troupes armées de « Min-iouan ».

Ainsi, la guerre civile dans les campagnes est déjà un fait, et l'on ne peut douter qu'elle ne doive étendre son front dans un avenir rapproché. Et dans cette guerre civile, des couches importantes de la bourgeoisie commerçante des villes, sans parler des propriétaires fonciers, sont déjà de l'autre côté de la barricade, groupés autour du K.M.T. de droite.

La ville est le théâtre d'une lutte chaque jour intensifiée entre le prolétariat et la bourgeoisie industrielle indigène. Cette lutte se traduit par des grèves d'une grande ampleur. Dans les deux premiers mois qui suivirent l'occupation de Ouhan par l'armée nationale révolutionnaire, 200.000 ouvriers y furent en grève, n'obtenant alors que des journées de 13 heures au lieu de 17, et de 10 h. 1/2 au lieu de 11.

Le développement des grèves à Canton en est presque arrivé à la grève générale.

Les syndicats s'organisent de plus en plus fortement sous la pression de la classe ouvrière. La bourgeoisie s'écarte de la Révolution nationale, s'alliant aux propriétaires fonciers et s'acheminant vers un compromis avec l'impérialisme étranger, car elle est tentée de s'allier à lui contre le mouvement ouvrier et paysan.

La grande bourgeoisie chinoise ne peut pas résoudre la question agraire, elle ne peut pas entraîner les paysans derrière elle, car elle est elle-même attachée dans une large mesure à la grande propriété foncière, car elle est politiquement unie à la classe des propriétaires fonciers, ce qui veut dire qu'elle ne peut pas conduire les paysans et mener la Révolution de l'avant. La bourgeoisie chinoise devient, au fur et à mesure que se développe le mouvement ouvrier et paysan, un facteur contre-révolutionnaire.

La crise du Gouvernement et du C.C. du K.M.T. commence à traduire politiquement la guerre civile des campagnes et la lutte de classe des villes. Le Gouvernement national-révolutionnaire ne peut

être que partie belligérante dans cette lutte, c'est-à-dire qu'il doit être ou le Gouvernement de la classe ouvrière et des pauvres gens des villes, et par conséquent un gouvernement anti-impérialiste, ou le Gouvernement des propriétaires, de la bourgeoisie, c'est-à-dire le Gouvernement du compromis avec l'impérialisme étranger.

6. QU'EST-CE QUE LE KUOMINTANG ?

Il faut s'en rendre un compte exact afin d'éviter les plus grandes fautes.

La réorganisation du K.M.T. commence en 1922, à l'époque où les communistes y entrent. Elle s'exprime par le Congrès de réorganisation du K.M.T. qui a lieu en janvier 1924. Dès lors, l'évolution à gauche du K.M.T. s'exprime par une tentative de s'appuyer sur les masses ouvrières, paysannes et sur les pauvres des villes. Et cela provoque le soulèvement de la bourgeoisie cantonnaise : Les Tigres de papier. Vaincue avec l'aide des paysans, cette bourgeoisie voit les travailleurs entrer en masse dans le K.M.T. où les ouvriers et les paysans sont alors en majorité. L'organisation cantonnaise du K.M.T. avait en décembre 1926 150.000 membres, dont 32.000 ouvriers, 30.000 étudiants et 64.000 paysans. Si l'on retranche quelque 25 0/0 de paysans qui sont en réalité des propriétaires et de la gentry, il nous reste encore une majorité absolue d'éléments de gauche. Mais ces éléments ne dirigent pas le K.M.T. Celui-ci est dirigé par la minorité bourgeoise de droite appuyée sur le commandement de l'armée nationale-révolutionnaire, armée grâce à laquelle la droite du K.M.T. gouverne encore sur le territoire occupé par les troupes sudistes. Alors, la bourgeoisie et les propriétaires fonciers vont jusqu'à dissoudre les Comités du K.M.T. dont la politique ne leur donne pas toute satisfaction. C'est le coup de force de Li-Ti-Tsin à Canton. La bourgeoisie et les propriétaires fonciers ne se contentent donc pas de s'emparer de l'appareil gouvernemental. C'est ainsi que le K.M.T. devient sous la direction des éléments de droite une organisation amorphe. Les assemblées du parti ne se réunissent presque jamais et ne discutent ni l'action politique, ni l'organisation de l'Etat. Les membres du K.M.T. n'ont aucun moyen d'influencer la politique des autorités. De sorte que le K.M.T. est dans son ensemble un parti en état d'opposition vis-à-vis de sa droite qui le dirige et détient le pouvoir. Les communistes chinois, s'appuyant dans une large mesure sur cette majorité de gauche et demeurant comme par le passé dans le K.M.T., doivent avec cette majorité renverser les droitiers et les chasser, tant du pouvoir que du K.M.T. Cette épuration dépend de l'armement des ouvriers et des paysans, la droite du K.M.T. appuyée par le commandement de l'armée nationale-révolutionnaire devant sans nul doute s'opposer les armes à la main à toute tentative de prise du pouvoir par la gauche dans l'Etat comme dans le K.M.T. Jusqu'à présent, les piquets ouvriers ne sont pas armés ou sont désarmés par les autorités.

comme à Canton. Et les Unions paysannes ne sont souvent armées que de bambous. Il faut du temps pour armer les travailleurs. Aussi s'impose-t-il de manœuvrer jusqu'au moment où la Révolution sera mieux armée. Ces manœuvres revêtent pour le moment dans les sphères dirigeantes la forme de l'appui donné à Tan-Chen-Tchi contre Chang-Kai-Chek. De telles manœuvres sont inévitables. Mais Tan-Chen-Tchi ne résoudra rien quant à l'évolution à gauche du Gouvernement, car il est un général encore plus réactionnaire que Chang-Kai-Chek, un gros propriétaire foncier attaché à l'impérialisme japonais et venu au K.M.T. en 1926.

La doctrine de Sun-Yat-Sen constitue l'idéologie officielle du K.M.T. Lénine la définissait comme une sorte de populisme chinois (d'une comparaison avec les S.-R. populistes de Russie). En effet, le Sun-Yat-Senisme pur n'est qu'une doctrine populiste adaptée à la Chine et à laquelle s'ajoute le nationalisme. Lénine appelait le parti de Sun-Yat-Sen un parti libéral. Le Sun-Yat-Senisme est la doctrine chinoise du socialisme révolutionnaire, tel qu'il fut en Russie, plus le nationalisme, plus la bourgeoisie constitutionnelle démocrate. A la différence des mencheviks, Lénine ne voyait pas seulement dans le populisme russe sa nature petite bourgeoise et réactionnaire (c'était un socialisme de petit bourgeois russe), mais il voyait aussi son caractère progressif d'idéologie démocrate petite bourgeoise, dans la mesure où il exprimait la révolution agraire en préparation en Russie. Il faut dire la même chose du Sun-Yat-Senisme. Nous ne devons pas seulement voir sa nature petite bourgeoise nationale réactionnaire et « socialiste ». Nous devons aussi reconnaître son caractère démocratique et progressif. Le Sun-Yat-Senisme exprime avant tout la tendance à l'unité nationale de la Chine, puis dans une certaine mesure la tendance à la Révolution paysanne. Ce mouvement national devient de plus en plus un mouvement paysan. Mais les intellectuels jouent un grand rôle dans le Sun-Yat-Senisme, de même qu'ils en jouèrent un dans le populisme russe, et il subsiste dans le K.M.T. une aile influente représentant les intérêts de la bourgeoisie nationale.

Sun-Yat-Sen fonda en 1894 la *Ligue pour la Rénovation de la Chine*. Ce parti fut presque exclusivement bourgeois. Sun-Yat-Sen fonda en 1905 un nouveau parti, le Tou-Men-Fou, qui recherchait déjà dans une certaine mesure l'appui des paysans. En 1911, peu de temps avant la première révolution chinoise, Sun-Yat-Sen jetait les bases du parti national-révolutionnaire, du K.M.T. actuel. Il y faisait entrer la bourgeoisie libérale, les intellectuels, la petite bourgeoisie des villes, les artisans, et il recherchait des appuis dans la classe ouvrière et parmi les paysans.

Démocrate sincère, dévoué aux masses opprimées, Sun-Yat-Sen n'accorda pourtant que peu de place dans son enseignement à la classe ouvrière. Il fut pendant de longues années un admirateur enthousiaste de la démocratie américaine,

voyant son idéal dans le Président Lincoln, et déclarant que l'organisation par l'impérialisme américain des îles Hawaï était à peu près édenique.

La doctrine de Sun-Yat-Sen n'approfondit pas davantage la question paysanne.

Ce n'est que dans les deux dernières années de sa vie que Sun-Yat-Sen, subissant l'influence de la Révolution russe et du développement de la classe ouvrière chinoise, consacra une plus grande attention au mouvement ouvrier et se convainquit que ce mouvement jouerait un grand rôle dans la Révolution chinoise.

Les trois principes fondamentaux du Sun-Yat-Senisme sont comme on le sait : 1. Nationalisme, 2. Démocratie, 3. Socialisme d'Etat. Au total, ils représentent le socialisme brumeux de la petite bourgeoisie.

Il va de soi que cette idéologie petite-bourgeoise ne peut à aucun titre être celle du prolétariat chinois dont l'avant-garde se place déjà sur la plateforme du marxisme-léninisme. On peut et on doit rendre justice à la mémoire de Sun-Yat-Sen, révolutionnaire sincère, qui rendit des services inappréciables au mouvement d'émancipation nationale. On peut et on doit le considérer comme l'allié de la Révolution prolétarienne dans une phase déterminée du mouvement chinois. Mais il faut voir nettement que le Sun-Yat-Senisme ne peut pas être l'idéologie du prolétariat chinois, le marxisme-léninisme devant être cette idéologie. L'alternative est : Marxisme ou Sun-Yat-Senisme ?

Qu'est-ce que le K.M.T. comme organisation politique ? Qu'est-ce que le mouvement national ? Que sont les armées nationales ?

On dit souvent que les armées nationales actuelles sont des armées rouges. Ce n'est pas vrai. Elles ne peuvent être comparées, ni aux gardes rouges de notre révolution, ni à l'armée rouge, car elles ne sont formées ni d'unités prolétariennes telles que les gardes rouges, ni de masses paysannes dirigées par des ouvriers et par le parti prolétarien, comme notre armée rouge. Les armées nationales sont d'une composition très hétérogène. Leur noyau cantonais a été grossi par les formations mal organisées qui s'y sont jointes. Sur 40 corps actuels, 35 sont passés aux sudistes au cours de la lutte. Ces armées sont formées de mercenaires et ne comprennent que peu de volontaires. La situation générale en fait d'excellentes armées paysannes, révolutionnaires et combattives. Le rôle des cadres y est d'une importance exceptionnelle. Et ces cadres ne peuvent inspirer justement que peu de confiance. Le commandement est le plus souvent formé d'hommes appartenant à la bourgeoisie et à la propriété foncière. Beaucoup de chefs étaient encore récemment au service des Nordistes. Les communistes ne sont dans l'armée qu'une poignée. Le commandant en chef, Chang-Kai-Chek est un droitier attaché aux éléments bourgeois du K.M.T., et il s'est maintes

fois manifesté comme un ennemi du mouvement prolétarien, comme un homme capable de trahir la Révolution chinoise.

Sa dernière déclaration, en mars 1927, dans laquelle on a voulu voir la victoire des communistes et de la gauche du K. M.T. n'est qu'une manœuvre diplomatique. Il tient le même langage que tenait Kerensky à de certains moments vis-à-vis du C.C. du parti S.-R., lorsque ce dernier s'efforçait encore de garder une attitude centriste. Mais Chang-Kai-Chek dispose d'une force beaucoup plus réelle que ne l'était à l'époque celle de Kerensky.

(Ce chapitre était écrit avant la trahison de Chang-Kai-Chek.)

Le premier coup de force de Chang-Kai-Chek, celui du 20 mars 1926, ne fut pas une lutte d'amour-propre entre Chang-Kai-Chek et Wan-Tin-Wei, comme se le représentent les petits-bourgeois, mais il fut un aspect de la lutte des classes. La victoire de Chang-Kai-Chek procura la victoire à la réaction dans le Kouan-Toung. Les détachements armés de la contre-révolution, les Minlouan, se mirent à assaillir et à désarmer les paysans. Les anciens fonctionnaires furent réintégrés, les ouvriers furent malmenés.

Le Gouvernement national a été jusqu'aux tout derniers jours l'instrument des généraux. La pression des masses tempère seule ces tendances réactionnaires et y fait entrer des éléments plus ou moins radicaux (le ministre des Affaires étrangères Eugène Chen est une sorte de socialiste labien). Le Gouvernement national prend souvent l'offensive contre le mouvement ouvrier et paysan, réprime les grèves, étouffe parfois le mouvement paysan, l'entrave, dissout les sociétés et les ligues, arrête les militants, s'efforce de confondre le mouvement paysan avec le banditisme, soutient contre les ouvriers les organisations de jaunes, repousse les revendications élémentaires des paysans. N'accordant rien aux paysans, il s'efforce en même temps à les empêcher de devenir une force par eux-mêmes. Jusqu'en 1925, la grande bourgeoisie joue le premier rôle dans le Gouvernement national. Canton fut jusqu'à ces tout derniers temps la principale base du mouvement national. Le Gouvernement national s'y était établi depuis longtemps. Aussi est-il important de connaître son attitude à l'égard du mouvement ouvrier cantonais. Depuis 1917, le salaire réel des ouvriers cantonais a baissé de moitié environ. Il varie en moyenne entre 2 et 10 dollars par mois. Une petite aristocratie ouvrière peu importante par rapport aux 200.000 ouvriers de Canton gagne de 15 à 37 dollars par mois. Cette aristocratie ouvrière est justement formée par le syndicat des mécaniciens qui s'abstient d'adhérer à la Confédération des syndicats de lutte de classe et suit la droite du K.M.T.

Le Gouvernement exige des ouvriers au nom de la paix sociale qu'ils s'abstiennent de faire des grèves à l'arrière des armées nationales révolutionnaires et soumettent tous les conflits économiques à l'arbitrage gouvernemental. Les

ouvriers cantonais y ont volontiers consenti. Mais l'arbitrage a surtout joué en faveur des patrons. Le Bureau gouvernemental du travail faisait traîner en longueur ses décisions d'arbitrage, prenant ainsi les grévistes par la faim, à moins qu'il ne se rangeât délibérément du côté des capitalistes. Le K.M.T. a une section ouvrière et une section commerciale. La bourgeoisie exerce son influence sur celle-ci et réussit habituellement à mettre de son côté les organes officiels du K.M.T.

Il en fut ainsi du temps de Sun-Yat-Sen. Il en est ainsi maintenant à plus forte raison.

Sous prétexte de résister à une prétendue terreur rouge, la bourgeoisie organise des bandes armées. Il s'est même produit tout récemment des cas de lynchage d'ouvriers par les patrons. Sans compter naturellement des cas de licenciement du personnel. Le Gouvernement national de Canton, non content de fermer la plupart du temps les yeux sur ces exploits, a encouragé la formation d'organisations jaunes, créées par d'anciens leaders ouvriers passés au patronat. Le Gouvernement national de Canton s'est opposé à l'armement des ouvriers. Le 6 août 1926, le commandant en chef des armées nationales révolutionnaires Chang-Kai-Chek ordonnait le désarmement des ouvriers ainsi que l'arrestation et la comparution en Conseil de guerre de ceux qui useraient de leurs armes contre les mercenaires des capitalistes. En décembre 1926, après le départ du Gouvernement et du C.C. du K.M.T. pour Ouhau, un édit semblable fut publié et l'on se mit à désarmer énergiquement les ouvriers en mobilisant les troupes pour cette besogne.

Après le départ du Gouvernement de Canton, le général « révolutionnaire » Li-Ti-Tsin dissout le Comité cantonais du K.M.T. au sein duquel la Gauche exerçait une trop forte influence et il désigne en fait un Comité de droite. Les ouvriers en sont partis. Mais il y a encore des communistes dans le Comité. Et le général « révolutionnaire » organise une réception solennelle de la délégation de l'I.C. qui arrive à Canton !

La police du Gouvernement national a très fréquemment défendu les syndicats jaunes contre les vrais syndicats ouvriers. Le patronat, protégé par la police, a maintes fois réprimé les grèves. En octobre 1926, un détachement du 25^e régiment de la 3^e armée faisait de nuit irruption dans les ateliers du chemin de fer et ouvrait le feu sur les ouvriers, couchant sur le carreau des morts et des blessés.

Cet « incident » se rattache à un conflit économique dans lequel la provocation des droitiers du K.M.T. joua un rôle important.

Ce qui se passait à Canton, se passait sur tout le territoire occupé par l'armée nationale. Les Gouvernements provinciaux imitaient le Gouvernement cantonais. En juillet, des communistes sont arrêtés et fusillés à Ou-Tchéou, province de Kouang-Si. On accusait les grévistes de désorganiser l'arrière pendant la cam-

pagne du Nord. Trois ouvriers qui avaient participé à la grève de Hong-Kong furent fusillés.

Les organisations paysannes sont traitées de même. A Toung-Yan-Sen, une formation défensive de paysans est détruite.

Dans la province de Hounan, plusieurs cas de dissolution des organisations paysannes se produisent en octobre et novembre 1926. A Ma-Tchin-Ten, il y a dix tués au cours de la répression d'une manifestation ouvrière et paysanne. A Hounan, l'un des chefs de l'organisation paysanne que l'on est en train de détruire est pendu.

La droite du K.M.T. occupe en fait les fonctions les plus importantes dans le Gouvernement et dans l'armée, et elle en use contre le mouvement ouvrier et paysan. En divers endroits, les chefs de district et les commandants de troupes ont agi de concert contre les ouvriers, avec la tolérance des tribunaux et de la presse du K.M.T.

Le pouvoir exige l'exclusion de la politique du programme des associations paysannes. Les organisations paysannes sont souvent qualifiées de bandes de brigands. On peut lire dans les organes du K.M.T. les déclarations suivantes :

« D'où vient aujourd'hui le malheur ? Nous pensons qu'il vient des organisations paysannes de brigands ou mêlées de brigands... et nous espérons que des mesures énergiques seront prises contre elles. » *Les Droits de l'Homme*, juillet 1926.)

« Les organisations paysannes troublent les esprits et la tranquillité des campagnes et ne font que cela. » (*Gazette républicaine*, 17 juillet 1926. Article de fond.)

La gazette *Gokhoua* attaque aussi les organisations paysannes.

Du vivant de Sun-Yat-Sen, il fut décidé de diminuer de 25 % les fermages. Mais cette mesure n'a pas encore été appliquée, tout l'appareil du Gouvernement national et du K.M.T. étant attaché par des milliers de liens à la bourgeoisie et par son intermédiaire aux propriétaires fonciers.

Au cours de ces derniers temps, le Gouvernement national a poursuivi vis-à-vis des ouvriers une politique inadmissible. Le 5 janvier 1927, le Gouvernement de Canton, agissant avec l'assentiment du K.M.T. publiait une nouvelle loi sur les grèves, interdisant aux ouvriers de participer armés aux manifestations, interdisant partiellement l'usage des piquets ouvriers, et instituant l'arbitrage obligatoire dans presque toutes les industries. Or, les délégués du Gouvernement ont maintes fois prononcé en qualité d'arbitres en faveur de la bourgeoisie contre les ouvriers, ou en faveur des négociants contre les commis. On a vu à Hang-Kéou, une école militaire de Chang-Kai-Chek dissoudre des organisations ouvrières, etc... L'existence même des syndicats ouvriers n'est pas encore nettement reconnue et les organisations ouvrières peuvent être à Canton et ailleurs

considérées comme des organisations légales.

Loin d'assurer à l'ouvrier la journée de huit heures, la Révolution ne lui a pas procuré un seul jour de repos par semaine. Elle ne lui a pas davantage donné de législation sociale. Le maître et le fabricant peuvent encore infliger au coolie des châtiments corporels. Et la situation des ouvriers-d'industrie est à peine meilleure que celle des coolies.

Voilà ce qu'il en est de la question ouvrière.

Le K.M.T. compte formellement jusqu'à 300.000 membres. Les fonctionnaires gouvernementaux appartiennent de droit au K.M.T. L'organisation de ce dernier est tout à fait indéfinie. Nul ne peut dire exactement où elle commence et où elle finit. L'influence des membres sur la politique des dirigeants est très faible. Et les dirigeants disposant d'un pouvoir très étendu ne peuvent inspirer aucune confiance politique.

En réalité, Chang-Kai-Chek et les généraux disposent d'un pouvoir presque illimité.

Peut-être la réorganisation du K.M.T., décidée par le dernier Plénum de son C. C. aura-t-elle pour effet une certaine amélioration. Mais il faut constater que l'on a créé à côté du Bureau politique un Comité spécial pourvu de pouvoirs aussi étendus qu'indéfinis.

Dans les questions sociales, le C.C. du K.M.T. a souvent fait une politique rappelant celle du parti constitutionnel démocrate de l'ancienne Russie. Il n'a procuré aux ouvriers et aux paysans que d'infimes améliorations économiques. La législation politique du K.M.T. est tout aussi avare et pénétrée de principes bourgeois.

Notre presse communiste, et celle de notre parti de l'U.R.S.S. plus particulièrement, ont malheureusement jusqu'à présent dissimulé la nature véritable du K.M.T. On a dit et on dit chez nous que le Gouvernement du K.M.T. est le Gouvernement du « Bloc des Quatre Classes », etc.

Comme si le marxisme était révoqué en Chine, et comme si un Gouvernement situé au-dessus des classes pouvait exister ! Le lecteur de notre presse devait être amené à considérer les membres du K.M.T. comme étant presque des communistes avec lesquels nous n'avons que des divergences secondaires, et ils devaient être amenés à croire que ce qui se passe en Chine est presque une Révolution socialiste. Notre presse de l'U.R.S.S. n'a pas dit un mot du coup d'Etat du 20 mars 1926 perpétré à Canton par Chang-Kai-Chek, qui fit arrêter ce jour-là les communistes russes. Les ouvriers de l'U.R.S.S. ni le prolétariat international n'ont rien su de cet événement. Ce n'est que tout dernièrement, en mars 1927 que la revue du C.E. de l'I.C. a publié un premier article, levant plus ou moins le rideau sur ce qui se passe dans le K.M.T. Nous lisons dans cet éditorial :

« Au sein du Gouvernement national, le pouvoir appartient au Centre et le Centre a le plus souvent penché à droite au

cours de ces derniers temps. Cela est encore plus vrai en ce qui concerne les Gouvernements provinciaux du Sud... Les droitiers du K.M.T. comprennent des hommes d'Etat connus, des représentants de la bourgeoisie, etc... Leur passé, leur présent, leurs relations sociales et politiques, les prédisposent à conclure des marchés avec les impérialistes, et en font des adversaires des grandes réformes sociales, des adversaires du développement du mouvement ouvrier et paysan. » (*L'Internationale Communiste*, n° 11.)

Nous lisons dans le même article que le développement du mouvement ouvrier est pour le Gouvernement national une cause de soucis et que ce Gouvernement édicte des lois dirigées en réalité contre le droit de grève.

Si, après cela, l'éditorial de *L'Internationale Communiste* déclare que la direction du K.M.T. souffre en ce moment de la pénurie du sang ouvrier et paysan, que le parti communiste doit lui procurer ce sang, et qu'alors la situation changera de façon radicale, ce diagnostic original et cette façon singulière de traiter l'anémie attestent seulement l'attitude profondément erronée de la rédaction de notre revue.

Les récentes victoires des troupes nationales ont sensiblement élargi le territoire du K.M.T. en y faisant entrer Hang-Kéou et Chang-Hai, deux centres pourvus d'une population ouvrière nombreuse. Il peut en résulter dans des conditions favorables, un renforcement de la Gauche du K.M.T. Mais on aperçoit dès maintenant un renforcement parallèle de sa droite. Une partie de la bourgeoisie révisé en ce moment, en plein accord avec les impérialistes étrangers, son attitude envers le K.M.T., passe au K.M.T., s'efforce d'y entrer, de s'y mettre en tête, afin justement que le K.M.T. finisse par n'avoir plus de tête.

« La bourgeoisie adhère au K.M.T. auquel adhèrent aussi les cadres des troupes admises dans l'armée révolutionnaire. La droite se fortifie grandement du fait de ces adhésions. Ne pouvant compter sur les masses, la droite est forte de son étroite liaison avec l'appareil de l'Etat et de l'Armée. » (Article de Heiler, représentant de l'I.S.R. en Chine.)

« En ce moment, la gauche du K.M.T. est plus forte que la droite. Mais on ne peut pas perdre de vue que les troupes cantonnaises se sont grossies du fait de leur victoire, de quantité de compagnons de route dont il serait facile de tirer parti contre les masses ouvrières et paysannes, si le parti communiste de la Gauche révolutionnaire du K.M.T. manquaient un instant de vigilance », écrit Raffès. — (Raffès : *La Révolution en Chine*, p. 121.)

Raffès, Raffès lui-même, qui, de même que Martynof, tombe visiblement, pour ce qui est des affaires de Chine, dans le menchévisme.

Comparer le K.M.T. aux Soviets des Ouvriers et des Soldats russes de février 1917, et l'adhésion des communistes chinois au K.M.T., à la participation des communistes russes aux Soviets de 1917, c'est commettre une erreur grossière.

D'abord, le K.M.T. ne compte que 300.000 membres sur une population de 400 millions d'âmes, tandis que des dizaines de millions d'hommes étaient représentés dans les Soviets de 1917. En second lieu, les bolcheviks en entrant dans les Soviets, y maintenaient l'indépendance complète de leur propre parti, ce qui n'est pas le cas en Chine. En troisième lieu, si le K.M.T. c'est la même chose que les Soviets, pourquoi donc alors faire objection au mot d'ordre des Soviets en Chine?

« Le K.M.T. est quelque chose d'intermédiaire entre le Parti et les Soviets », disait Boukharine à l'Assemblée des membres actifs de l'organisation de Moscou, le 4 avril 1927.

« Le K.M.T. est quelque chose comme un Parlement révolutionnaire dont le C. C. serait le Bureau », disait Staline à la même réunion. Et il ajoutait : « Chang-Kai-Chek dépasse d'une tête entière les Tseretelli et les Kerensky, étant contraint par les circonstances à combattre les impérialistes. »

Ces assertions sont erronées. Si le K.M.T. tenait le milieu entre le parti et les Soviets, pourquoi donc alors n'admettrait-il pas le mot d'ordre des Soviets ? Or, les chefs actuels du K.M.T. en seront certainement les adversaires.

Si le K.M.T. est un Parlement révolutionnaire, la lutte des partis y est inévitable et nécessaire. Alors, pourquoi le P.C. ne jouirait-il pas dans ce Parlement révolutionnaire d'une complète indépendance d'organisation ?

Usant de comparaisons russes, nous dirons que le K.M.T. peut plutôt être comparé à l'ancien parti S.R., du temps où ce parti était encore progressiste, à l'ancien parti S.R. auquel s'ajouterait une partie des cadets de gauche.

Mais, le plus juste serait de comparer le K.M.T. actuel au parti kémaliste de 1920. Ce parti se donnait des allures révolutionnaires, presque bolcheviques. Il flirtait avec les ouvriers, adressait des appels aux masses paysannes, admettait la collaboration avec les communistes, appelait son Gouvernement un Conseil des Commissaires du Peuple, etc. Mais, le moment venu, il mit les communistes hors la loi, non sans avoir égorgé quelques-uns de leurs chefs (ex. : l'assassinat de Soubkhi, etc.) Et il forma un Gouvernement national qui fit une politique intérieure conservatrice.

La Turquie et la Chine sont naturellement des pays très différents. La Chine a une classe ouvrière nombreuse, capable de jouer un grand rôle révolutionnaire. Il ne faut pas l'oublier un seul instant. Mais ce rôle, la classe ouvrière ne le jouera que lorsqu'elle sera devenue une force autonome, lorsqu'elle aura cessé d'être une annexe du K.M.T. Les destinées du K.M.T. pourront alors, si nous usons d'une tactique juste, être alors très différentes de celles du parti kémaliste. Les éléments de gauche sont souvent très sincèrement partisans de l'alliance avec le prolétariat et avec les paysans. Avec une juste tactique de notre part, ils rompraient définitivement avec la droite, et ils pourraient ainsi

« constituer une organisation de masse susceptible de jouer un grand rôle révolutionnaire. Mais, l'expérience historique du parti communiste ne doit pas être perdue pour nous.

Les impérialistes se demandent : « La Chine suivra-t-elle l'exemple de la Turquie et de Kemal Pacha, ou celui de Lénine et de la Révolution bolchevique? »

(Le Times de Pékin et de Tien-Tsin, 6 mars 1927.)

Une semblable évolution du K.M.T., c'est-à-dire la victoire de sa droite et l'accord de celle-ci commandée par Chang-Kai-Chek ou quelqu'autre avec l'impérialisme américain ou avec les impérialismes anglais et américains, constituerait un immense danger pour la Révolution mondiale et plus particulièrement pour l'U.R.S.S. Cette issue créerait une situation plus difficile que celle qui existait avant la prise de Shanghai. Les marchés chinois seraient ouverts à la conquête pacifique de l'impérialisme international. Et cela contribuerait à affermir la stabilisation capitaliste. Cela permettrait à l'impérialisme anglais d'avoir les mains plus libres pour hâter le moment de l'agression impérialiste internationale contre l'U.R.S.S.

Il faut voir ce danger.

Aussi, est-il rigoureusement nécessaire de se dire à soi-même et de dire à la classe ouvrière toute la vérité sur le K.M.T., de tenir le prolétariat international bien au courant, et de ne point tenter de donner des solutions diplomatiques à des questions ressortissant en réalité de la lutte des classes. Il faut savoir opposer, dans l'intérêt de la Révolution, un général à l'autre. Mais le jeu des antagonismes et des rivalités entre généraux ne peut pas remplacer la politique des classes. C'est vers les masses que nous devons nous orienter. De même que la lutte entre S.R. de droite et S.R. de gauche eut en son temps une immense importance pour la Révolution russe, de même la lutte entre la droite et la gauche du K.M.T. est un fait capital. Mais, nous avons besoin, dans tous les cas, d'un parti communiste indépendant de la droite comme de la gauche du K.M.T.

7. — LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

C'est, en somme, un parti très jeune. Il ne s'est mis à grandir très rapidement qu'après la grève politique de Shanghai qui dura quatre mois, de juillet à octobre 1925, et après la grève-boycott de Hong-Kong qui, à partir de juin 1925, dura presque un an et demi. Le parti communiste chinois compte, en ce moment, 15.000 membres et l'Union des Jeunesses communistes en compte autant. Mais les syndicats chinois comptent près d'un million et demi d'ouvriers, et le jeune parti communiste chinois exerce sur eux une forte influence. Il exerce aussi une certaine influence sur les Associations paysannes qui se développent rapidement et qui se développeraient encore plus rapidement si les circonstances leur étaient favorables et

si l'on usait, à leur égard, d'une politique juste.

Le P.C.C. adhère au K.M.T. à des conditions tout à fait indéfinies. Il s'engage à ne point critiquer le Sun-Yat-Sénisme, qui n'a rien à voir avec le marxisme.

Un télégramme de Tass du 24 mars 1927, qui n'a pas été publié dans notre presse, nous informe que le Plénum du K.M.T. prenait le 13 mars dernier, la décision suivante :

« Les organes du P.C.C. ne doivent rien publier qui soit contraire à la collaboration du P.C.C. avec le K.M.T. »

C'était, en réalité, l'interdiction faite au P.C.C. de critiquer le K.M.T. Le P.C.C. ne doit pas souscrire à de telles obligations.

À vrai dire, les organisations communistes n'ont pas de contours bien définis. Les communistes partagent, aux yeux du peuple, la responsabilité de toutes les actions du K.M.T., les actions dirigées contre les ouvriers et les paysans, y compris, puisqu'ils s'abstiennent de toute critique sévère du K.M.T. Dans l'agitation parmi les masses, c'est presque toujours au nom du K.M.T., et non pas au nom de leur propre parti que parlent les communistes. De cette manière, le P.C.C., dans son contact avec les masses, perd sa physionomie propre. En dépit de l'immense ampleur des événements, le P.C.C. n'a pas encore d'organe quotidien, ni de presse bolchevique un tant soit peu répandue, bien qu'il ait déjà des ministres au Gouvernement national. Le défaut d'un organe quotidien signifie en réalité le défaut d'un Centre d'organisation. En un mot, le P.C.C. devient en fait une annexe du K.M.T. Cela est si vrai qu'il y a, même dans le P.C.C., « des hommes qui ne croient pas possible le développement dans les campagnes, craignant que la participation des paysans à la Révolution n'ait pour conséquence une rupture du front anti-impérialiste. »

(Staline 7^e Exécutif élargi.)

La dépendance du P.C.C. vis-à-vis du K.M.T. met notre parti dans l'impossibilité de remplir son devoir à l'égard des ouvriers et des paysans.

La politique du P.C.C. représente une courbe des plus sinucuses. Son orientation fondamentale manque de netteté et de fermeté. Le Plénum du C.C. du P.C.C. adoptait par exemple en juin 1926 la résolution suivante :

« Le peuple chinois exige que ses souffrances soient soulagées. Ce n'est pas du bolchevisme. On pourrait dire cependant que c'est du bolchevisme au nom de notre peuple, mais pas au nom du communisme... »

« La bourgeoisie ne comprend pas que le minimum de lutte de classe qui se manifeste par l'organisation des ouvriers et par les grèves, ne diminue nullement la combativité des forces anti-impérialistes et anti-militaristes. Elle ne comprend pas en outre que la prospérité de la bourgeoisie chinoise dépend du succès de sa lutte commune avec le prolétariat con-

tre les impérialistes et les militaristes, et non de la continuation de la lutte de classe du prolétariat. »

Ce point de vue n'a rien de bolchevik. C'est en réalité un point de vue menchévique. Avec un parti communiste faisant une politique semblable, la défaite de la classe ouvrière dans la Révolution chinoise est assurée. Mais à côté de cette tendance d'extrême-droite, nous voyons chez les communistes chinois des tendances d'extrême-gauche. Il y a des déclarations telles que celles-ci :

« Le K.M.T. est mort le 20 mars 1926, il pourrit à partir du 15 mai. Pourquoi garder entre nos mains les restes de ce cadavre ? »

(Internationale Communiste, n° 11.)

Les déclarations de ce genre sont évidemment erronées. Le K.M.T. ne pouvait pas mourir en tant qu'organisation communiste, n'ayant jamais été une organisation communiste. Organisation de la petite bourgeoisie autour d'un noyau bourgeois, il n'est nullement mort. De tels états d'esprit d'extrême-gauche ne se comprennent que comme réaction contre une politique d'extrême-droite erronée et à peu près menchévique. Il faut obtenir avant tout que le parti communiste chinois applique dans leur intégrité les thèses de Lénine, adoptées par le 2^e Congrès de l'I.C., et qui seules déterminent une orientation juste assurant la victoire.

La légalisation du P.C.C. sur les territoires occupés par l'armée nationale s'impose. Dans la plupart des cas, le P.C.C. est illégal même sur ce territoire, les chefs de l'armée nationale guettant l'occasion de détruire ses organisations. La création d'une presse communiste de masse s'impose. Les communistes doivent parler aux masses en leur propre nom.

3. — Le P.C.C. et le K.M.T.

L'adhésion du P.C.C. au K.M.T. à tout prix est radicalement contraire aux thèses de Lénine adoptées par le 2^e Congrès de l'I.C. Les partisans de cette adhésion à tout prix du P.C.C. au K.M.T. semblent se représenter ainsi le cours des choses : nous pousserons d'abord à fond les victoires des armées nationales, réalisant par là-même l'unité de la Chine, après quoi nous nous mettrons à séparer le P.C.C. du K.M.T. En d'autres termes, faisons d'abord avec la bourgeoisie la révolution bourgeoise, après quoi le prolétariat agira comme classe indépendante par le moyen de son propre parti, etc... C'est une conception profondément menchévique. Il y a fagot et fagot.

On sait qu'après la Révolution de 1911, Yuan-Chi-Kai réalisa l'unité de la Chine. Puis, Ou-Pei-Fou, l'allié actuel de Tchan-Tso-Lin, la réalisa à son tour. Et l'on se souvient que l'unité réalisée par Sun-Yat-Sen au début de 1921 fut plus chèrement encore, car il n'y avait pas de classe capable de l'assurer.

C'est au cours même de la lutte pour l'unité nationale que le prolétariat chinois doit conquérir son hégémonie. Car

si l'unité de la Chine se réalise sous la direction de la bourgeoisie, même la plus démocrate, les conditions de la lutte ultérieure du prolétariat seront bien moins favorables. La bourgeoisie nationale affermie peut imposer au prolétariat des conditions sensiblement plus défavorables que les conditions actuelles.

Le prolétariat doit servir la cause de l'unité nationale de la Chine, telle est la formule de la bourgeoisie chinoise. L'unité nationale de la Chine doit servir la cause du prolétariat chinois et la cause du prolétariat international, telle doit être la formule de la classe ouvrière. Car le prolétariat ne peut se libérer sans libérer l'univers.

Il n'y a pas de muraille chinoise, même en Chine, entre la Révolution bourgeoise et la Révolution socialiste. Mais la révolution bourgeoise ne peut devenir socialiste que si le prolétariat conquiert dans le sein même de cette révolution bourgeoise, un rôle de plus en plus dirigeant. Lénine insistait sur ce point. Il disait :

« L'Internationale Communiste doit conclure des ententes temporaires, voire même des alliances, avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais il ne doit pas fusionner avec cette démocratie et il doit maintenir conditionnellement l'indépendance du mouvement prolétarien, même dans ses formes les plus embryonnaires. »

Le mouvement prolétarien ne se présente déjà plus en Chine sous une forme embryonnaire. Comme dans toutes les révolutions, les contradictions sociales grandissent rapidement en Chine.

Les communistes peuvent et doivent soutenir les armées nationales et le Gouvernement national. Ils peuvent et doivent entrer, sous certaines conditions, dans le Gouvernement national. Lénine était partisan de l'entrée des bolcheviks dans un Gouvernement provisoire révolutionnaire, mais il était, cela va de soi, opposé à la participation à un gouvernement tel que ceux du prince Lvov ou de Kérénsky.

Les communistes chinois peuvent entrer dans le Gouvernement national aux conditions suivantes :

1° Indépendance complète du P.C.C. en matière de politique et d'organisation. Possibilité entière pour notre parti de se livrer à son agitation, à sa propagande, à son travail d'organisation, et de poursuivre l'armement des ouvriers, etc...

2° Possibilité entière laissée aux communistes de critiquer devant les masses les demi-mesures et les erreurs du K.M.T.

3° Contrôle rigoureux du P.C.C. et de l'I.C. sur leurs représentants au Gouvernement National.

4° Possibilité entière pour les communistes chinois de formuler le mot d'ordre des Soviets et de défendre ce mot d'ordre devant les masses, au moment où le parti le jugera opportun.

5° Plate-forme gouvernementale ne contenant rien qui soit contraire à l'éducation et à l'organisation des paysans et des

larges masses exploitées, dans un esprit révolutionnaire. » (Lénine).

La participation des communistes au Gouvernement national, ces conditions n'étant pas remplies, présenterait un immense danger et pourrait casser les reins au jeune parti communiste chinois.

Le fait que le jeune parti communiste chinois a plusieurs ministres dans le Gouvernement du K. M. T., mais n'a pas un seul journal quotidien, exprime une situation extrêmement dangereuse et nous oblige à douter que les ministres communistes puissent s'acquitter de leur lourde tâche responsable. On peut dire sans risquer de se tromper, que si le P.C.C. reste dans sa situation d'annexe du K.M.T., la participation des ministres communistes au Gouvernement national compromettra le parti.

Notre parti communiste de l'U.R.S.S. n'a appris que par l'éditorial du n° II de l'*Internationale Communiste*, en mars 1927, que le Plénum du C.C. du P.C.C. décidait en juin 1926 à l'égard du K.M.T.:

« 1. De passer de l'affiliation à la politique de cartels.

« 2. D'avoir sa politique propre, indépendante et nette, et de travailler à ce que la démocratie petite bourgeoise des villes soit à la base du K.M.T.

« 3. De considérer que le K.M.T. doit avoir la structure, non d'un parti centralisé, mais d'un parti de clubs locaux. »

« Le P.C.C., est-il même dit plus loin, considère de même comme indispensable l'organisation d'une fraction de gauche au sein du K.M.T. »

L'éditorial de l'*Internationale Communiste* est d'avis que « toutes ces décisions doivent être revues ». Or, leur tendance fondamentale est indéniablement juste. Ce qu'il faut revoir, c'est la politique qui consiste à laisser le P.C.C. dans le K. M. T. en qualité d'annexe de ce dernier.

L'affiliation d'un parti communiste à une organisation non-communiste est-elle, d'une façon générale, admissible ? Elle l'est parfois, et des circonstances particulières peuvent même la rendre nécessaire. Cela est arrivé à l'égard du Labour Party anglais. Le 2^e Congrès de l'I.C. décida que les communistes anglais devaient entrer dans le L.P.

Cette nécessité, Lénine l'expliquait par une situation particulière :

« Il faut, disait-il, tenir compte que le L.P. anglais est placé dans des conditions spéciales : c'est un parti d'une structure très originale, ou mieux, ce n'est nullement un parti au sens ordinaire de ce mot. Il est formé des membres de tous les syndicats, et ces syndicats ou Trade-Unions comptent aujourd'hui près de 4 millions d'affiliés, et il donne à tous ses adhérents une liberté politique suffisante.

« Les communistes anglais, disait encore Lénine, sont assez libres pour écrire que tels ou tels chefs du L.P. sont des traîtres, défendant les intérêts de la bourgeoisie, et qu'ils sont les agents de cette dernière au sein de la classe ouvrière... Quand les communistes jouissent d'une semblable liberté, ils doivent

adhérer au L.P... N'y point entrer dans ces conditions serait commettre une erreur. »

(Lénine T. VII, p. 303.)

Encore faut-il absolument que ces conditions soient données.

On ne peut pas, d'autre part, perdre de vue ce qui suit : Lénine se prononçait pour l'entrée du P.C. anglais dans le L.P. à une époque relativement paisible de la vie anglaise, et non en période de révolution. L'exemple de la récente grève générale anglaise a démontré que, aussitôt que s'aggrave la lutte des classes, la situation se tend entre le L.P. et les communistes.

Or, la Chine traverse une période d'essor révolutionnaire. Le mouvement grandit et les contradictions entre la classe ouvrière et la partie bourgeoise du K.M.T. grandissent aussi.

On ne peut naturellement pas comparer simplement le K.M.T. et le L.P. anglais. D'une part, ce dernier est composé surtout d'ouvriers. Il s'agit en Angleterre de la tactique du Front unique avec des gens de notre classe, bien qu'il ne faille pas oublier ce que disait Lénine, également au sujet du L.P. Lénine disait :

« Le L.P. est certes constitué en majeure partie par des ouvriers, mais il n'en résulte pas que tout parti composé d'ouvriers soit en politique un parti ouvrier. Cela dépend des éléments qui le dirigent, ainsi que du contenu de son activité et de sa politique. Ces derniers facteurs nous disent s'ils si nous sommes bien en présence du parti politique du prolétariat. De ce seul point de vue, le L.P. est au contraire un parti profondément bourgeois, bien qu'il soit constitué par des ouvriers, car il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, et dans l'esprit de la bourgeoisie. »

(Lénine, T. XVII, p. 301.)

Les chefs du L.P. anglais sont des auxiliaires de l'impérialisme, et sont souvent eux-mêmes des « ouvriers impérialistes ».

D'autre part, la gauche du K.M.T., dans la mesure où elle collabore avec les communistes, joue, dans la période actuelle, le rôle d'un facteur anti-impérialiste. Il y a là une très grande différence, mais on ne peut pas oublier non plus, que les éléments non ouvriers l'emportent dans le K.M.T. On ne peut pas oublier, en outre, que les éléments bourgeois susceptibles de se révéler demain sous une forme ou sous une autre comme les alliés ou les auxiliaires de l'impérialisme, jouent dans la direction du K.M.T. un grand rôle. Et les chefs du K.M.T. sont dès à présent les alliés de l'impérialisme.

On doit se rappeler que le K.M.T., dans son ensemble, ne combat l'impérialisme que jusqu'à un certain point. Le K.M.T. exige l'annulation des traités inégaux imposés à la Chine, l'abolition des formes les plus grossières de la dépendance douanière, et rien de plus. On doit se rappeler que pour ce qui est de la dépendance douanière, l'Angleterre a cru pouvoir satisfaire les désirs de l'Inde et réussir ainsi

à désarmer une partie de la bourgeoisie nationaliste hindoue. Il convient de voir nettement que le centre et la droite du K.M.T. aspirent ardemment au compromis avec l'Amérique, le Japon, et même avec l'Angleterre, et qu'ils s'efforceront d'en obtenir des emprunts, etc... Il est fort possible que la lutte actuelle du noyau dirigeant du K.M.T. contre l'impérialisme soit bientôt appelée à faire place à un accord avec l'impérialisme.

On ne peut se faire aucune illusion sur les chefs de gauche du K.M.T., et en particulier sur Wan-Tin-Wei. Ils peuvent très bien se révéler à la minute décisive, semblables aux chefs de la gauche du Conseil général des Trade-Unions anglaises. Mais il faut faire le possible pour mener la gauche du K.M.T. dans la voie révolutionnaire sans se mettre à sa remorque, puisqu'elle est elle-même à la remorque de la droite.

En principe, la question se présente ainsi : Les communistes chinois peuvent et doivent adhérer au K.M.T., mais aux conditions auxquelles Lénine admettait l'affiliation du P.C. anglais au L.P. Et ces conditions n'ont justement pas été remplies jusqu'à présent.

Le P.C.C. peut et doit dans la situation politique et militaire actuelle, demeurer dans le K.M.T., mais seulement afin de rassembler ses forces, afin d'appeler les masses sous ses drapeaux, afin de combattre impitoyablement la droite et d'en obtenir l'exclusion, l'anéantissement. Notre mot d'ordre n'est pas en ce moment de sortir du K.M.T., mais c'est de proclamer et de réaliser sans délai et sans conditions l'indépendance d'organisation du P.C.C. vis-à-vis du K.M.T.

Le P.C.C. doit déclarer hautement qu'il ne prend plus d'engagements le liant en matière de politique et d'organisation, et qu'il annule tous les engagements de cette sorte qu'il peut avoir pris auparavant. Le P.C.C. doit expliquer au peuple dans un manifeste et dans diverses publications les raisons de cette attitude. Le P.C.C. doit créer sans délai sa presse quotidienne.

La politique qui consiste à maintenir à tout prix le P.C.C. dans le K.M.T., amène aux éloges dépourvues de sens critique du K.M.T., amène à dissimuler la lutte des classes dans le K.M.T., à faire des faits aussi révoltants que des fusillades d'ouvriers et de paysans et que l'aggravation de la situation matérielle des ouvriers, amène, enfin, à désorienter tous les partis de l'I.C., y compris le P.C.C.

Un meeting convoqué à Paris par les communistes français le 23 mars 1927, et dans lequel les leaders du P.C.F. : Semard, Cachin, Monmousseau, etc., prirent la parole, a envoyé au K.M.T. un télégramme disant :

« Les ouvriers parisiens saluent l'entrée des troupes révolutionnaires chinoises à Shanghai 56 ans après la Commune de Paris, et 10 ans après la Commune russe, la Commune chinoise marque une nouvelle étape dans le développement de la Révolution mondiale. »

Il semble donc que l'on dise aux ou-

vièrs français que le K.M.T. actuel représente la Commune chinoise !

L'organe des communistes allemands, *La Rote Fahne*, publiée, le 17 mars 1927, un portrait de Chang-Hai-Chek, présenté comme le chef des ouvriers révolutionnaires chinois et s'abstient de dire aux ouvriers allemands ce qu'est, en réalité, ce général.

La Rote Fahne du 18 mars 1927, dit « que 3 millions d'ouvriers chinois adhèrent à l'I.S.R. »

L'un des journaux les plus importants de notre parti russe, *l'Ouvrier de Bakou*, conseille au Gouvernement national chinois « de faire temporairement, dans le domaine international, la politique de Brest-Litovsk. » (*L'Ouvrier de Bakou*, 5 avril 1927).

Ce journal oublie que la politique de Brest était juste après la prise du pouvoir par le prolétariat, après la fondation de la République des Soviets. Mais notre parti ne pouvait en aucun cas proposer la politique de Brest au gouvernement de Kerensky, pas plus qu'au gouvernement de Scheidemann en 1918. Le gouvernement de Scheidemann et de Haasfit, lui aussi, après la chute de Guillaume II une politique de Brest, mais cette politique n'amena pas la victoire de la révolution prolétarienne, mais tout au contraire, la victoire de la bourgeoisie. La politique de Brest faite par les socialistes démocrates, c'est la politique du traité de Versailles, c'est la politique de la victoire de la bourgeoisie sur la révolution prolétarienne. Faite par Chang-Kai-Chek, cette politique équivaudrait à l'alliance avec les impérialismes anglais et américain. *L'Ouvrier de Bakou* ne commet qu'une légère erreur : il assimile le gouvernement du K.M.T. à un gouvernement prolétarien. Il va de soi que si l'on admet cette petite erreur, il faut autoriser le K.M.T. à réprimer les grèves, et alors on peut aussi le qualifier de Commune chinoise. Mais, s'entendre avec les impérialismes anglais et américains, les droitiers et les modérés du K.M.T. sauront très bien le faire sans les communistes.

Mais, le comble de l'erreur est atteint par le secrétaire du P.C.C., Chen-Dou-Siou, quand il signe le manifeste commun du K.M.T. et du P.C.C. daté du 5 avril 1927.

Ce manifeste dit :

« Bien que nos opinions essentielles ne soient pas en tous points semblables, nous devons être unis. Il apparaît que le P.C.C. n'a de désaccords avec le K.M.T. que sur des questions de détail. »

Ainsi, la répression des grèves, le désarmement des ouvriers, les fusillades d'ouvriers et de paysans, ne sont que des questions de détail !

Ce document dément les rumeurs selon lesquelles le P.C.C. se préparerait à organiser un gouvernement ouvrier, à s'emparer par la force des concessions étrangères et à renverser le pouvoir du K.M.T. Comme si la prise des concessions impérialistes par les ouvriers était la même chose que le renversement du pouvoir du K.M.T. C'est absolument

faux. Les ouvriers ont pris à Hang-Kéou la concession anglaise et n'ont pas renversé le pouvoir du K.M.T. Au lieu d'éclairer les éléments révolutionnaires du K.M.T. sur la politique de l'avant-garde de la classe ouvrière, le P.C.C. tombe dans ce document au niveau des idées des chefs du K.M.T. Une telle façon de poser la question est grosse de dangers. Le même document émet l'idée que la forme actuelle de collaboration: l'adhésion du P.C.C. au K.M.T. peut être remplacée, par l'alliance des deux partis. Sans doute certains communistes insisteraient-ils sur ce point.

Nous ne pensons nullement à faire du K.M.T. un parti ouvrier et paysan destiné à absorber et à remplacer le P.C. L'idée qu'il faille en Orient, non des partis ouvriers, mais des partis ouvriers et paysans, est entièrement contraire à Marx et à Lénine. Il n'y a pas de parti ouvrier et paysan capable de servir la cause des ouvriers. L'idéal d'un parti ouvrier et paysan fut réalisé en Géorgie par Noé Jordania. Mais on sait quel fut le rôle du menchévisme géorgien. Une situation particulière autorise notre adhésion au K.M.T. pourvu que notre indépendance en matière de politique et d'organisation soit intégralement assurée. Mais si les dirigeants du K.M.T. obtenaient dans ces conditions l'exclusion des communistes, cette mesure ne devrait pas faire reculer nos camarades. Exclut, ils feraient une politique de bloc à l'égard du K.M.T. dans la mesure où celui-ci combattrait les impérialistes. L'indépendance complète du parti ouvrier dans les domaines de la politique et de l'organisation est, dans la phase actuelle de la Révolution chinoise, une chose de laquelle on ne peut pas reculer d'un seul pas.

Mais il est fort possible qu'en présence d'une tactique juste de l'H.C. et du P.C.C. la gauche du K.M.T. soit assez forte pour créer des conditions qui permettraient aux communistes de demeurer aux conditions précitées dans le K.M.T. Si, par contre, les communistes ne posent pas tout de suite la question de leur complète indépendance en matière de politique et d'organisation, s'ils renoncent à aider le K.M.T. de gauche à se constituer en fraction contre la droite, la victoire de la droite du K.M.T. n'est pas exclue. Et cette victoire comportera pour la Révolution chinoise les conséquences les plus néfastes en même temps qu'elle fera le plus grand tort à la Révolution mondiale.

* A la question : Le prolétariat peut-il exercer un rôle dirigeant dans la Révolution russe, nous répondons : Oui, si la petite bourgeoisie penche à gauche dans les moments décisifs. Et notre propagande l'y pousse ainsi que divers facteurs objectifs économiques, financiers (les charges de guerre), militaires, politiques, etc.

Ainsi écrivait Lénine en 1915. (*Contre le courant*, p. 304.)

On ne peut aider la bourgeoisie chinoise à pencher à gauche vers le prolétariat, que si le P.C.C. fait une juste politique de classe, une politique indépendante.

9. — LE MOT D'ORDRE DES SOVIETS

En ce moment, après la prise de Shanghai, le Gouvernement national disposant d'un territoire peuplé de 200 millions d'hommes et comptant plusieurs grands centres ouvriers, après que les grandes grèves ont réveillé le mouvement paysan, on peut et on doit formuler le mot d'ordre d'organisation des Soviets, soviets de députés ouvriers, soviets de paysans, soviets dans lesquels les soldats de l'armée nationale doivent être spécialement représentés, soviets dans lesquels la bourgeoisie ne doit pas être admise. Le 2^e Congrès de H.C. affirme la nécessité de la propagande de l'idée des soviets en Orient, et la nécessité de former des soviets dans les pays orientaux à la première possibilité. L'heure est venue en Chine. Seule la création des soviets signifiera la création d'un véritable centre du mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes. Seule la formation et l'affermissement des soviets peut garantir la Révolution contre une évolution kémaliste du mouvement national.

Seule la formation des soviets peut préparer et entretenir le développement non-capitaliste de la Chine. Seule la formation des soviets donnera l'ampleur voulue au mouvement national en lui conférant un caractère social. Seule la formation des soviets peut donner une bonne forme de direction ouvrière au mouvement d'émancipation nationale. Seuls, les soviets peuvent démolir l'ancienne machine gouvernementale, bourgeoise et bureaucratique (car les anciens bureaucrates continuent à administrer) et commencer à créer un nouvel appareil de gouvernement.

La plate-forme actuelle des Soviets pourrait être approximativement la suivante :

1. Nationalisation du sol (cette revendication figurait dans les premiers programmes de Sun-Yat-Sen. Il s'agit de l'interpréter de façon véritablement bolchevique).

2. — Révolution agraire (et non réforme) avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire affranchissement complet des paysans pauvres et moyens de tout fermage, annulation des dettes, abolition de tous les vestiges de la féodalité, etc.

N. B. — Le programme du K.M.T. dans ces derniers temps, manque tout à fait de netteté. Il dit :

a) Détermination d'un taux fixe des impôts.

b) Abolition des impôts spéciaux.

c) Réorganisation de l'administration rurale.

d) Amélioration de la situation des paysans.

e) Licenciement des bandes armées formées contre les paysans.

f) Interdiction de l'usure.

g) Fixation d'un loyer maximum des terres.

Ce n'est pas là, en tout cas, le programme d'une révolution agraire.

3. Nationalisation des chemins de fer.

4. Journée de 8 heures, pour les ouvriers et en général législation ouvrière.

5. Annulation des traités inégaux, la question des emprunts étrangers étant posée.

6. Confiscation des fabriques et des usines chinoises grandes et moyennes. Nationalisation des banques chinoises quand leurs propriétaires combattent la révolution nationale.

7. A titre de perspective : confiscation des fabriques et usines étrangères, des concessions et aussi des plantations et autres propriétés agricoles, etc..., le rachat pouvant être admis à l'égard des étrangers disposés à un accord, et la confiscation pure et simple étant appliquée à ceux qui participent à l'intervention.

8. Création d'une véritable armée rouge, c'est-à-dire d'une armée ouvrière et paysanne dirigée par des ouvriers et non par des officiers de carrière, ces derniers devant être utilisés comme ils l'ont été en Russie dans les premières années de la Révolution.

9. Armement des ouvriers.

10. Emancipation de la femme.

Il va de soi que les soviets en Chine doivent être adaptés aux conditions locales, c'est-à-dire, comme disait Lénine, aux conditions pré-capitalistes. La grande majorité de la population, et en premier lieu les paysans, doit y avoir accès. Dans la phase actuelle, les soviets ne peuvent pas être l'organe de la dictature du prolétariat, mais doivent être l'organe de la dictature du prolétariat, des paysans et des pauvres dans les villes.

Pour les paysans, nous devons formuler les mots d'ordre suivants :

1. Abolition des loyers ou tout au moins diminution de 50 %.

2. Suppression des impôts illégaux et des redevances.

3. A bas la Gentry !

4° Désarmement des Min-Touan.

5° Armement des paysans.

Il est nécessaire de transformer l'armement de la Révolution, d'en confier les armes à d'autres mains, et de créer une armée vraiment révolutionnaire sous un commandement révolutionnaire.

Il faut aussi transformer l'armement de la Révolution sur le terrain de l'organisation et cela par la création de soviets, centre authentiques de la Révolution et qui peuvent être un champ d'activité pour les communistes et pour le K.M.T. Les masses populaires sympathisantes au K.M.T. soutiendront, si nous faisons une politique juste, la formation des Soviets. Partout où l'on réussira à s'emparer des municipalités, les communistes feront sur l'heure tout le possible pour armer les ouvriers et transformer les organes municipaux en point d'appui pour le mouvement révolutionnaire. Ils devront approfondir le mouvement contre la bourgeoisie et contre les propriétaires.

Il va de soi qu'en cas de victoire des Soviets en Chine, une sorte de Nep s'im-

posera avec des concessions plus grandes encore au début à la petite bourgeoisie.

Le P.C.C. doit commencer ouvertement et largement la propagande en faveur de l'idée des Soviets et du programme précité sans admettre en aucun cas que le K.M.T. lui lie les mains. Ce serait pour la gauche du K.M.T. une sérieuse épreuve. Ce serait la conquête par le P.C.C. de son indépendance en matière de politique et d'organisation. Le mouvement ouvrier et paysan en serait élargi et approfondi. Une force réelle se dresserait contre les impérialistes et nous aurions une garantie sérieuse que la lutte actuelle ne se transformera pas finalement en une lutte entre nordistes et sudistes, dépourvue d'un profond contenu social.

On n'arrêtera pas les cruelles mesures de rigueur des impérialistes anglais et américains en renonçant à élever le mouvement à une étape plus haute. Les impérialistes ne peuvent être satisfaits qu'en voyant le K.M.T. de droite, c'est-à-dire la bourgeoisie, devenir demain une agence de l'impérialisme devenu pleinement maître de la situation.

On ne peut empêcher l'offensive de l'impérialisme international qu'en déployant la force des masses ouvrières et paysannes, en les armant, en créant des Soviets qui sauront organiser la résistance de dizaines et de centaines de millions d'hommes contre l'impérialisme sous la devise : La Victoire ou la Mort !

10 — LA SITUATION INTERIEURE ET EXTERIEURE DE LA REVOLUTION CHINOISE.

La révolution chinoise devient le point de convergence des forces de l'impérialisme international. Celles-ci s'y sont concentrées internationalement, en miniature pour le moment. On commence à voir se dessiner la possibilité d'un front unique des impérialismes des plus grands pays, bien que l'on soit encore loin, très loin de la réalisation solide de ce front. Le massacre de Nankin a montré à quel degré de cruauté l'impérialisme international en est arrivé à la vue des grandes victoires de la Révolution chinoise.

La victoire de celle-ci menacerait les impérialistes :

1° De leur faire perdre des milliards (concessions, etc...).

2° De leur faire perdre des marchés, à l'époque où le problème des marchés devient décisif.

3° D'étendre la contagion révolutionnaire à l'Inde, à l'Indo-Chine.

Ainsi s'explique que l'impérialisme américain, qui masque le mieux jusqu'à présent son hostilité envers la Révolution chinoise, semble en ce moment sortir de sa réserve.

La présence des forces importantes de l'impérialisme international dans les ports de la Chine, dans les concessions de Shanghai, etc..., crée pour la Révolution chinoise une situation extrêmement difficile. Mais on ne peut douter que si cette révolution fait une politique juste et hardie, les excès des impérialistes ne feront que déchaîner en Chine des forces

encore plus grandes, amèneront la démocratisation des bonnes troupes impérialistes, et provoqueront une explosion d'indignation parmi les ouvriers d'Europe et d'Amérique. C'est seulement de cette manière que l'on peut empêcher la formation du front unique impérialiste. En tout cas, la direction du mouvement par la classe ouvrière peut seule, dans cette atmosphère chargée, assurer le succès du mouvement.

Lénine écrivait en avril 1922 :

« La Chine et l'Inde sont en effervescence. Plus de 700 millions d'hommes vivent là-bas. En y ajoutant les pays voisins et semblables d'Asie, c'est plus de la moitié de la population du globe. Une révolution semblable à la Révolution russe de 1905 vient là-bas irrésistiblement de plus en plus vite, mais avec cette différence, que la Révolution russe de 1905 pouvait encore, tout au moins à son début être isolée, c'est-à-dire ne pas entraîner de révolution dans d'autres pays, tandis que la révolution qui grandit aux Indes et en Chine, entre déjà comme partie composante dans la révolution mondiale, en fait déjà partie.

(Lénine T. XVIII, 2^e partie, p. 74).

Que dirait Lénine en 1927 ?

La Révolution chinoise ne peut vaincre qu'en faisant entrer dans le mouvement révolutionnaire d'autres pays, en devenant partie intégrante de la révolution mondiale.

Ce n'est qu'en passant à la lutte pour les Soviets, que la Révolution chinoise peut obtenir le maximum de sympathie et d'appui de la part du prolétariat international. « Pour les Soviets Chinois », ce mot d'ordre sera beaucoup mieux accueilli, compris et appuyé par le prolétariat international que le mot d'ordre : « Pour le K.M.T. ».

Les hésitations, les tentatives de se servir des droitiers du K.M.T. comme de gens plus propres à satisfaire les impérialistes internationaux, comme d'intermédiaires possibles, etc..., ne peuvent que nuire désastreusement.

Toute la campagne du Nord fut conçue par Chang-Kai-Chek, non comme une campagne révolutionnaire contre la contre-révolution, mais bien davantage comme une action stratégique destinée à améliorer la situation de Canton, alors isolé. Le mouvement puissant des ouvriers et des paysans transforma partiellement cette campagne en une bataille livrée à la contre-révolution. Ce n'est pas là le mérite de Chang-Hai-Chek. Les masses : des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans, donnèrent elles-mêmes un contenu social révolutionnaire à la lutte nationale, malgré les chefs du K.M.T. et, en tout cas, malgré ses chefs de droite. Les événements qui ont accompagné l'offensive du Nord, l'élan des masses, leur effervescence, tout cela montre combien de matières inflammables se sont accumulées en Chine, quel réservoir inépuisable de forces est celui de la révolution chinoise, et combien sont grandes les possibilités de l'élargir,

de l'approfondir et de lui donner une immense ampleur.

La situation intérieure et la situation extérieure de la révolution chinoise se tiennent étroitement.

Les impérialistes orientent en ce moment leur tactique sur deux fronts.

D'une part, ils préparent la guerre contre le mouvement national-révolutionnaire, et ils ont même commencé les hostilités. Leur flotte se concentre dans tous les ports de la Chine. Les points stratégiques sont occupés. D'autres renforts sont sans cesse envoyés. Le bombardement de Nankin n'a pas été un épisode fortuit. Il peut très bien être le début d'une effroyable aventure. Les préparatifs militaires sont fiévreusement poussés dans les concessions étrangères, non seulement de Shanghai, mais aussi de Canton. Les masques peuvent très bien tomber prochainement. Et l'impérialisme étranger peut très bien commencer une expédition de représailles qui tentera d'introniser ouvertement dans le pays Tchang-Tso-Lin et les autres agents les plus manifestes des étrangers.

D'autre part, les impérialistes seraient désireux de s'entendre avec les éléments modérés, et pas seulement avec les droitiers du K.M.T. Aussi, usent-ils à la fois de la corruption, des avances et des méthodes d'intimidation. L'Amérique, le Japon et la France, préféreraient sans nul doute l'entente avec les modérés, la scission du mouvement national et le compromis, bref, une modification de forme et non de fond de l'exploitation de la Chine. Les milieux les plus compétents de l'impérialisme anglais préféreraient sans doute aussi cette solution. Les troupes impérialistes envoyées à Chang-Hai sont arrivées trop tard pour venir en aide à Sun-Tchun-Fang, mais elles peuvent très bien, au moment opportun, devenir les alliés de la droite du K.M.T.

La Révolution chinoise doit voir ces deux dangers. Il n'y a qu'un chemin pour les vaincre toutes les deux : mettre sur pied tous les ouvriers et, avec eux, des dizaines et des centaines de millions de paysans, sans donner au mouvement national un caractère social, ne pas craindre d'effrayer la bourgeoisie, s'engager résolument dans la voie de la création des Soviets, pousser de l'avant, sans délai, la Révolution agraire, instituer sans délai la journée de 8 heures pour les ouvriers, donner sans délai appui aux pauvres gens des villes et des campagnes, au détriment des riches et des cossus, donner au mouvement la plus grande ampleur et commencer à en briser les limites bourgeoises. Ainsi, seulement, pourra être repoussée l'offensive impérialiste. C'est seulement ainsi qu'il sera possible de réduire à l'impuissance de nuire les traîtres droitiers et modérés du K.M.T. Ainsi seulement pourra être sauvée la Révolution chinoise. Seule cette avalanche pourra arrêter les impérialistes étrangers. Chercher à agir, de manière à ne pas effrayer la bourgeoisie chinoise, à ne pas repousser les chefs droitiers et modérés du K.M.T., à ne pas irriter la bourgeoisie étrangère, c'est tout

perdre. Sitôt que les impérialistes se seront rendu compte que l'on fait ainsi, leur arrogance en sera décuplée. Et les milieux bourgeois du K.M.T. iront alors loin dans la trahison.

En même temps que nous faisons tout pour la mobilisation du prolétariat international, contre la guerre, nous devons aussi aider la révolution chinoise à aller hardiment de l'avant et à monter plus haut, sans crainte de repousser la bourgeoisie chinoise dans le camp de la réaction.

L'argument selon lequel la bourgeoisie chinoise ne peut pas trahir et ne trahira pas les ouvriers chinois - dont elle a besoin contre les impérialistes étrangers - est un argument menchévique. Les menchéviks ont toujours dit que la bourgeoisie russe voudrait bien trahir les ouvriers, mais qu'elle ne le pouvait pas, parce qu'elle avait besoin d'eux contre le tzarisme. Martinov, entré dans le parti bolchevik, ne fait maintenant que répéter, à l'égard de la révolution chinoise, les truismes qu'il prêchait à l'égard de la révolution russe, quand il était parmi les menchéviks. A la vérité, la bourgeoisie chinoise a déjà commencé à trahir le mouvement national-révolutionnaire, dès qu'elle s'est rendu compte que la classe ouvrière, ne se contentant pas d'être une arme entre ses mains, voulait poursuivre elle-même ses propres fins. La Révolution chinoise ne peut vaincre que sous l'hégémonie du prolétariat.

Une politique révolutionnaire, mais révolutionnaire à fond, à l'égard de l'impérialisme étranger, requiert une politique révolutionnaire à l'égard des chefs de la bourgeoisie national-chinoise, c'est-à-dire à l'égard de la droite du K.M.T., et réciproquement.

Tant que le commandement suprême reste entre les mains de Chang-Kai-Chek, tant que les fonctions gouvernementales les plus importantes restent entre les mains des droitiers du K.M.T., tant que ces derniers sont forts au C.C. du K.M.T., la révolution est en danger à toute heure. La trahison à l'intérieur ouverte ou dissimulée, lente ou rapide, est en ce moment beaucoup plus dangereuse pour la révolution chinoise que le bombardement de Nankin et que la présence à Shanghai des troupes d'occupation. Tchan-Su-Min, ancien compagnon d'armes de Sun-Yat-Sen, passait naguère à la contre-révolution. Pourquoi Chang-Kai-Chek, qui s'est déjà révélé l'ennemi des ouvriers et des paysans, sur qui toute la presse impérialiste fonde des espérances, et dont tous ses officieux disent qu'il négocie secrètement avec Tchang-Tso-Lin, pourquoi n'en ferait-il pas autant ? Laisser le commandement en chef à ce personnage, même en exerçant sur lui un certain contrôle, c'est faire preuve d'une indécision qui dénote les plus grands périls intérieurs. Accepter la moindre responsabilité politique pour un tel fait, c'est pour les communistes s'engager dans une voie glissante, dont ils doivent sortir, sans attendre un instant.

II. - LA SITUATION INTERNATIONALE

Les événements n'ont pas cessé de confirmer le caractère relatif de la stabilisation du capitalisme international. La situation en Chine est aussi tendue que possible. Quel que soit le cours des choses, l'équilibre mondial deviendra de plus en plus précaire. La perspective de guerres nouvelles se rapproche. Les matières explosives s'accumulent dans la politique mondiale.

L'encerclement de l'U.R.S.S. se précise. La note récente de Chamberlain à l'U.R.S.S. n'est pas un pamphlet ou une concession faite à l'extrême droite des conservateurs. Il ne faut d'ailleurs pas s'exagérer les divergences de vue existant entre les conservateurs anglais. Cette note, c'est certainement la préparation diplomatique d'une action plus énergique. Cette note doit permettre à la diplomatie anglaise d'agir plus vigoureusement quand elle le jugera bon. Et cette note fait partie d'un ensemble politique.

La réalisation de l'unité de front entre les impérialismes anglais et américains en Chine peut devenir, dans de certaines conditions, la source de grandes difficultés en Europe. L'affermissement de la stabilisation partielle du capitalisme en Allemagne entraîne, au sein de la bourgeoisie, un regain de sympathie pour les pays d'Occident. Il devient évident que le moment se rapproche où la diplomatie allemande qui louvoie aujourd'hui, pourra se joindre à la coalition anti-soviétique.

Le fascisme italien est entré dans l'orbite de la diplomatie anglaise. C'est pourquoi celle-ci fait pression pour la reconnaissance par l'Italie de l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie.

Le coup d'Etat fasciste effectué en Lithuanie l'a été avec l'approbation incontestable de l'Angleterre. Les contradictions sociales s'aggravent en Pologne, ce qui peut hâter les desseins aventuriers de Pilsudsky.

Les traités de non-agression conclus avec la Lettonie, ou en voie de négociations avec la Pologne ne peuvent, dans ces conditions, procurer à l'U.R.S.S. aucune garantie sérieuse, sans toutefois, pour cela, leur refuser toute valeur positive.

Les agressions commises contre les représentations de l'U.R.S.S. à Pékin et dans d'autres grandes villes chinoises, ont certainement été organisées par l'Angleterre, et appuyées dans une certaine mesure par l'Amérique. Elles font partie de la série des provocations préparées contre nous, et qui, bien entendu, ne réussiront pas à obliger l'U.R.S.S. à se départir de la politique qu'elle s'est tracée. Le coup de Pékin était destiné à entraîner de la part de l'U.R.S.S. une riposte en Mandchourie, et à faire ainsi entrer le Japon dans la guerre contre l'U.R.S.S., l'Amérique et l'Angleterre, ayant ainsi les mains déliées. Le coup de Pékin visait aussi à faciliter la tâche des éléments de droite du K. M. T. et à intimider les plus modérés d'entre les leaders de ce parti. Il n'est pas impossible que Chamberlain ne

cherche à tirer avantage des prétendus documents, en réalité falsifiés, qu'on dira avoir trouvés chez nous au cours des perquisitions, afin d'entreprendre dans la presse bourgeoise du monde entier une violente campagne et même de provoquer la rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S.

La tâche de Chamberlain sera d'autant plus facile que le Conseil général des Prédétournés se prête à tout cela avec complaisance. Au lendemain des délibérations amicales de Berlin dans le Comité anglo-russe, le Conseil général et le C.C. du L.P. déploieraient que le drapeau britannique ait été insulté en Chine et proposaient de soumettre le conflit sino-anglais à la S.D.N., c'est-à-dire à Chamberlain lui-même.

Nous devons faire à l'action des impérialistes anglais à Pékin une double réponse :

1° Ne pas donner dans le panneau. Répondre à la provocation avec calme, avec retenue, par une politique de paix;

2° Faire tout en Chine pour approfondir le mouvement des masses, pour appeler à la lutte contre les impérialistes, contre leurs agents nordistes et contre la droite du K.M.T. de plus larges masses de travailleurs.

De façon générale, la situation internationale devient plus tendue qu'elle ne le fut depuis longtemps.

La question chinoise devient la question essentielle des prochaines destinées de la Révolution mondiale. Elle peut exercer une influence directe sur les destinées de l'U.R.S.S. Le moment prévu par Lénine dans son testament politique se rapproche. Lénine écrivait :

« Il faut, pour assurer notre existence jusqu'à la prochaine conflagration entre l'Occident impérialiste et l'Orient révolutionnaire et nationaliste, entre les Etats les plus civilisés du monde et les Etats arriérés à l'Orientale, qui sont la majorité, il faut que cette majorité ait le

temps de se civiliser. Nous aussi, nous manquons de civilisation pour passer en ligne droite au socialisme, bien que la possibilité politique nous en soit donnée ». Lénine, T. XVIII, P. 137.)

« Réussirons-nous à obtenir une seconde trêve ? » (Lénine, même endroit).

La nouvelle campagne contre l'U.R.S.S. échouera-t-elle comme « elle » a échoué à la suite des contradictions qui se sont manifestées entre les contre-révolutionnaires de l'Occident et de l'Orient, entre les exploités de l'Occident et les exploités de l'Orient, entre le Japon et l'Amérique ? » telle est la question à laquelle Lénine attachait une importance décisive.

Et c'est celle qui impose en ce moment à notre parti et à l'I.C. les plus grandes responsabilités.

Le problème tactique de l'heure actuelle consiste essentiellement en ceci :

1. Prêter à la Révolution chinoise le concours le plus large et faire en même temps l'impossible pour ne tolérer aucune extension de l'intervention ouverte des impérialistes internationaux contre les sudistes.

2. Continuer en U.R.S.S. la politique de paix, en appelant les travailleurs de tous les pays au secours de la paix menacée.

3. Faire le possible pour pousser la révolution chinoise de l'avant, de toutes nos forces, en nous employant à lui donner un caractère non point simplement national, mais un caractère profondément social.

4. S'efforcer à cette fin de créer en Chine des centres authentiques du mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, c'est-à-dire des Soviets.

5. Aider le P.C.C. à conquérir à tout prix sa complète indépendance en matière de politique et d'organisation, et détruire sur l'heure tout ce qui limite et paralyse la liberté d'action du P.C.C.

La Révolution Chinoise

et les thèses du Camarade Staline

Les thèses du camarade Staline intitulées « Problèmes de la Révolution chinoise » ont été publiées dans la *Pravda* du 21 avril 1927, quelques jours après la clôture du Plénum du C.C., auquel elles n'ont pas été présentées et qui ne les a pas examinées (quoique tous les membres du Plénum fussent présents à Moscou.) (1).

Or, ces thèses sont à un tel point erronées, elles renversent tellement toutes choses, elles sont si pénétrées de l'esprit de « suivisme », elles risquent tellement de perpétuer les fautes déjà commises, que ce serait un crime de garder plus longtemps le silence.

IL FAUT TIRER LA LEÇON DES EVENEMENTS DE CHINE

I. — En interdisant l'examen public des problèmes théoriques et tactiques de la Révolution chinoise, on invoquait, ces derniers temps, le motif que ce serait faire le jeu des ennemis de l'U.R.S.S. Il va de soi qu'il serait absolument inadmissible de livrer à la publicité des faits dont pourraient profiter nos ennemis, qui n'hésitent pas d'ailleurs à inventer de toutes pièces « faits » et « documents ». Mais il n'est nullement besoin d'une discussion de ce genre. Il s'agit seulement de définir les forces motrices de la Révolution chinoise et d'apprécier les grandes lignes de sa direction politique. En d'autres termes, il s'agit d'examiner ces questions elles-mêmes auxquelles sont consacrées les thèses du camarade Staline. Si ces thèses ont pu être publiées, pourquoi ne pourrait-on pas en publier la critique ?

C'est une erreur inouïe d'affirmer que l'examen des problèmes de la Révolution chinoise pourrait nuire à nos intérêts gouvernementaux. S'il en était ainsi, ce n'est pas seulement le P.C. de l'U.R.S.S., mais tous les partis de l'I.C., et parmi

(1) Les thèses du camarade Staline sont publiées au nom du C.C. Cela ne change rien au fait qu'elles n'ont pas été examinées par le Plénum. Le B.P. a chargé trois de ses membres : les camarades Staline, Boukharine et Molotov, de les étudier, et en cas d'accord, de les publier au nom du C.C. Evidemment, il ne s'agit pas ici du côté formel, que personne ne met en discussion. Mais il est clair qu'une manière aussi « simplifiée » de décider sur des problèmes d'une importance mondiale, après les erreurs commises et les durs échecs subis, ne répond nullement à l'intérêt du parti et de la Révolution chinoise.

eux le parti chinois, qui devraient s'abstenir de cet examen. Pourtant, l'intérêt de la Révolution chinoise, de même que l'éducation de tous les partis communistes du monde, exigent la mise en discussion publique, décidée et complète, de tous les problèmes de cette Révolution, et principalement des points litigieux. Il est faux que l'intérêt de l'I.C. contrarie l'intérêt gouvernemental de l'U.R.S.S. Le refus d'examiner les erreurs n'est pas dicté par l'intérêt de l'Etat ouvrier, mais par une manière bureaucratique d'envisager et la Révolution chinoise et l'intérêt de l'U.R.S.S.

II. — La défaite subie par la Révolution chinoise en avril, n'est pas seulement l'échec d'une tactique opportuniste, c'est aussi l'échec de méthodes bureaucratiques de direction, plaçant le parti devant chaque décision comme devant un fait accompli. La décision est déclarée hors de critique jusqu'à ce que les faits aient manifesté son inconsistance ; après quoi, non moins automatiquement, c'est-à-dire sans l'aveu du parti, elle est remplacée par une nouvelle décision, souvent encore plus erronée, comme les présentes thèses de Staline. Cette méthode, qui est incompatible avec tout le développement d'un parti révolutionnaire, devient un obstacle particulièrement menaçant pour les partis jeunes, qui peuvent et doivent puiser eux-mêmes un enseignement dans l'expérience des fautes et des défaites.

Les thèses du camarade Staline sont publiées. Du moins, dans le cadre ainsi tracé, les problèmes de la Révolution chinoise peuvent et doivent être examinés publiquement et sous tous leurs aspects.

LE JOUJ DE L'IMPERIALISME ET LA LUTTE DES CLASSES

III. — L'originalité de la Révolution chinoise, comparée par exemple à notre révolution de 1905, consiste avant tout dans le caractère semi-colonial de la Chine. Une politique qui ignorerait la puissante pression exercée par l'impérialisme sur la vie intérieure de la Chine serait radicalement fautive. Mais non moins fautive serait une politique qui partirait d'une conception abstraite de l'oppression nationale, sans connaître sa réfraction dans les diverses classes. La source essentielle des erreurs contenues dans les thèses de Staline, comme de toute la tactique suivie jusqu'ici en général, consiste dans une fautive compréhension du rôle de l'impérialisme et de son influence sur les relations sociales en Chine.

Le joug de l'impérialisme doit servir de justification à la politique du « Bloc des Quatre classes ». Le joug de l'impérialisme a, dit-on, pour résultat, que « toutes (!) les classes de Chine reconnaissent également (!) le Gouvernement de Canton comme le Gouvernement national de toute la Chine. » (Discours de Kalinine, *Spesstia*, 6 mars). C'est là, au fond, la position de Dai-Tchi-Tao, de la droite du K.M.T., qui prétend qu'à cause de l'oppression impérialiste, les lois de la lutte des classes n'existent pas pour la Chine.

La Chine est un pays opprimé, semi-colonial. Le développement des forces productrices de la Chine, s'effectuant sous la forme capitaliste, exige le renversement du joug impérialiste. La guerre d'indépendance nationale est, en Chine, une guerre progressive, à la fois parce qu'elle découle des exigences du progrès économique et moral du pays, et parce qu'elle facilite le développement de la révolution prolétarienne anglaise et universelle.

Mais cela ne signifie pas que le joug impérialiste soit un joug mécanique, pesant « également » de l'extérieur sur « toutes » les classes de la Chine. Le rôle énorme que joue le capital étranger dans la vie de ce pays, est cause que des catégories très importantes de la bourgeoisie, de la bureaucratie et de la caste militaire, ont lié leurs destinées à celle de l'impérialisme. Sans cela, on ne pourrait comprendre le rôle colossal des militaristes dans la Chine moderne.

Ce serait aussi une profonde naïveté de croire qu'entre la bourgeoisie des « compadors », c'est-à-dire des agents économiques et politiques du capital étranger, en Chine, et la bourgeoisie nationale, il y ait abîme. Au contraire, les deux catégories sont incomparablement plus près l'une de l'autre que la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes. La bourgeoisie a participé à la guerre nationale comme un frein intérieur, en jetant continuellement un œil hostile sur les ouvriers et les paysans, prête continuellement à passer un compromis avec l'impérialisme.

Installée dans le K.M.T. et à sa direction, la bourgeoisie nationale a été, au fond, un instrument des compadors et des impérialistes. Elle ne peut rester dans le camp de la guerre nationale qu'à cause de la faiblesse du mouvement ouvrier et paysan, du peu de développement de la lutte des classes, du manque d'importance du parti communiste chinois et de la docilité du K.M.T. entre les mains de la bourgeoisie.

C'est une erreur grossière de penser que l'impérialisme crée mécaniquement, de l'extérieur, une cohésion entre toutes les classes de la Chine. C'est là la position du cadet chinois Dai-Tchi-Tao, et nullement la nôtre. La lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, loin d'affaiblir la différenciation politique entre les classes, la renforce. L'impérialisme est, en Chine, dans toutes les relations intérieures, une force de première puissance. La source de cette force ne se trouve pas dans les navires de guerre du Yang-Tsé-

Kiang (ce ne sont là que des moyens auxiliaires), mais dans la liaison politique et économique du capital étranger avec la bourgeoisie indigène. La lutte contre l'impérialisme, précisément à cause de la puissance économique et militaire de celui-ci, exige de la part du peuple chinois, dans toute sa masse, un effort colossal. Pour soulever véritablement contre l'impérialisme les ouvriers et les paysans ; il faut rattacher leurs intérêts vitaux les plus essentiels et les plus profonds à la cause de la libération nationale. Une grève, petite ou grande, une émeute paysanne, une insurrection du peuple opprimé des villes et des campagnes contre les usuriers, contre la bureaucratie, contre les satrapes locaux, en un mot, tout ce qui éveille la foule, la groupe, l'éduque, la trempe, est un progrès réel dans la voie de l'affranchissement révolutionnaire et social du peuple chinois. Faute de cela, les succès militaires et les échecs des généraux de droite, de demi-droite ou de demi-gauche, resteront à l'écume sur la surface de l'Océan. Mais, tout ce qui relève la foule opprimée et écrasée des travailleurs, pousse fatalement la bourgeoisie nationale à l'alliance déclarée avec l'impérialisme. La lutte des classes entre la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes, loin d'être affaiblie par l'oppression impérialiste, est au contraire exaspérée à chaque conflit sérieux, jusqu'à se changer en guerre civile sanglante. La bourgeoisie chinoise a toujours derrière elle un arrière solide en la personne de l'impérialisme, toujours disposé à l'aider contre les ouvriers et les paysans chinois de son argent, de ses marchandises et de ses obus.

Pour penser qu'on puisse arriver à l'affranchissement national de la Chine, en calmant la lutte des classes, en freinant les grèves, les mouvements agraires, en renonçant à l'armement des masses, il faut être de ces misérables philistins ou sycophantes qui espèrent dans leur cœur obtenir la liberté de la Chine comme une aumône de l'impérialisme, en récompense de la bonne conduite du peuple chinois. Quand le camarade Martinov propose de substituer aux grèves et à la lutte agraire l'arbitrage gouvernemental, il ne se distingue en rien de Dai-Tchi-Tao, l'inspirateur philosophique de la politique de Chang-Kai-Chek.

**REVOLUTION DEMOCRATIQUE
OU REVOLUTION SOCIALISTE ?**

4. On attribue à l'opposition cette affirmation insensée que la Chine serait, dès aujourd'hui, à la veille d'une dictature socialiste du prolétariat. Dans cette « critique », il n'y a rien d'original. Déjà, à la veille de 1905, et plus tard, les menchéviks ont proclamé à maintes reprises que la tactique de Lénine serait légitime si la Russie était directement à la veille d'une révolution socialiste. Lénine leur expliquait que sa tactique était le seul moyen d'arriver à la victoire radicale de la révolution démocratique qui, dans des circonstances favorables, se

transformerait peu à peu en révolution socialiste.

La question du développement « non-capitaliste » de la Chine a été soulevée indirectement par Lénine : Pour lui comme pour nous, c'était une vérité élémentaire que la Révolution chinoise, laissée à ses propres forces, c'est-à-dire sans l'aide du prolétariat victorieux de l'U.R.S.S. et de la classe ouvrière de tous les pays d'avant-garde, ne peut se terminer que par la conquête de plus larges possibilités d'évolution capitaliste avec des conditions plus avantageuses pour le mouvement ouvrier.

5. Il n'en est pas moins faux que ces questions : Le prolétariat chinois a-t-il besoin d'un parti de classe qui lui soit propre ? Ce parti a-t-il besoin de faire bloc avec le K.M.T. ou de lui être subordonné ? Faut-il des Soviets ? etc., doivent être résolues différemment selon l'idée que nous nous faisons de la marche et de la vitesse des étapes suivantes de la Révolution chinoise. Il est fort possible que la Chine ait à traverser une phase relativement prolongée de parlementarisme, en commençant par une assemblée constituante. Cette dernière revendication est inscrite sur le drapeau du parti communiste. Si la révolution démocratique bourgeoise ne se transforme pas prochainement en révolution socialiste, les Soviets de députés ouvriers et paysans céderont très probablement la place à un certain moment à un régime bourgeois, lequel, à son tour, dans un stade nouveau et en rapport avec les progrès de la Révolution mondiale, cédera la place à la dictature du prolétariat.

6. Mais, d'abord, la fatalité de l'évolution capitaliste est loin d'être démontrée ; ensuite, argument qui pour nous est en ce moment beaucoup plus actuel, les objectifs bourgeois peuvent être résolus de bien des façons. La formule d'une Assemblée constituante n'est qu'une abstraction vide de sens et souvent charlatanesque, si on ne dit pas qui la convoquera et sur quel programme. Dès demain, Chang-Kai-Chek peut lancer le mot d'ordre de l'Assemblée constituante contre nous, comme il a lancé aujourd'hui son « programme ouvrier et paysan ». Nous voulons une Assemblée constituante convoquée non point par Chang-Kai-Chek, mais par un Comité exécutif des Soviets Ouvriers et Paysans. Voilà la seule voie sérieuse et sûre.

7. C'est une tentative bien inconsistante de la part de Boukharine de justifier la tactique opportuniste de conciliation en invoquant le rôle qu'on prétend dominant dans l'économie chinoise des « survivances de la féodalité ». Si même cette appréciation de l'économie chinoise était fondée sur une analyse économique, et non sur des définitions scholastiques, les « survivances de la féodalité » ne justifieraient en rien la politique qui a si manifestement facilité le coup d'Etat d'avril.

La Révolution chinoise a un caractère national bourgeois, surtout pour cette raison que le développement des forces productrices du capitalisme s'est heurté

à la dépendance douanière de la Chine par rapport aux pays impérialistes.

Les obstacles mis aux progrès de l'industrie chinoise et du marché intérieur entraînent la conservation ou la renaissance des formes économiques les plus retardataires dans l'agriculture, des formes d'exploitation les plus parasitaires, des formes d'oppression et de violence les plus barbares, une surpopulation croissante ainsi que la persistance et l'aggravation du paupérisme et de toutes sortes d'assujettissements.

Quelle que soit l'importance relative des éléments spécifiquement « féodaux », ils ne peuvent être balayés que par la voie révolutionnaire, par conséquent par la lutte contre la bourgeoisie, et non pas en alliance avec elle.

Plus grande et compliquée est la complexité des relations féodales et capitalistes, moins la révolution agraire peut être résolue par une législation venant d'en haut, plus est indispensable l'initiative révolutionnaire des masses paysannes en union étroite avec les ouvriers et la population pauvre des villes, plus est fautive une politique qui s'accroche convulsivement à l'alliance avec les bourgeois et les grands propriétaires fonciers, subordonnant à cette alliance son action dans les masses. La politique du « bloc des quatre classes » n'a pas seulement préparé le bloc de la bourgeoisie avec l'impérialisme, elle a entraîné la conservation de toutes les survivances de barbarie dans l'administration et dans l'économie.

Invoquer en particulier contre les soviets le caractère bourgeois de la Révolution chinoise, c'est purement et simplement renier les leçons de nos révolutions bourgeoises de 1905 et de février 1917. L'objectif essentiel et immédiat de ces révolutions était l'abolition du régime autocratique et féodal. Cet objectif, loin d'exclure, a réclamé l'armement des ouvriers et la formation des soviets.

Voici en quels termes Lénine traitait ce sujet après la Révolution de février :

« Pour combattre effectivement la monarchie tsariste, pour garantir effectivement la liberté (non pas verbalement, non pas dans la bouche des beaux parleurs du libéralisme), ce ne sont pas les ouvriers qui doivent soutenir le nouveau Gouvernement, mais ce Gouvernement qui doit « soutenir » les ouvriers. Car l'unique garantie de la liberté et de l'abolition complète du tsarisme est l'armement du prolétariat, la consolidation, l'extension, le développement du rôle, de l'importance et de la force des soviets de députés ouvriers et soldats. Tout le reste n'est que phrases et mensonges de politiciens libéraux et radicaux qui se trompent eux-mêmes. Aidez à l'armement des ouvriers ou du moins ne l'entravez pas, et la liberté en Russie sera invincible, la monarchie impossible à restaurer, la république assurée. Autrement le peuple sera trompé. Les promesses ne coûtent pas cher. Elles ne coûtent rien. Tous les politiciens bourgeois de toutes les révolutions bourgeoises ont nourri le peuple de promesses et ont bourré le crâne aux ouvriers. Notre révolution est pour

geoise, et c'est pourquoi les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, disent les mauvais politiciens du camp liquidateur. Notre révolution est bourgeoise, disons-nous, nous autres marxistes, et c'est pourquoi les ouvriers doivent ouvrir les yeux du peuple sur les mensonges des politiciens bourgeois, et lui apprendre à ne pas croire sur parole, à se confier seulement à ses propres forces, à sa propre organisation, à sa cohésion, à son armement. »

(Lénine, T. XIV, première partie, p. 10 et 11. — *Pravda*, 21 mars 1917.)

Le révolutionnaire chinois qui, chassant de son cerveau les résolutions et les commentaires trop habiles sur le bloc des quatre classes, pénétrera le sens de ces simples paroles de Lénine, sera sûr de ne pas se tromper et arrivera au but.

L'ÉCOLE DE MARTINOV DANS LA QUESTION CHINOISE

8. La direction officielle de la Révolution chinoise s'est toujours orientée sur « le front unique national » ou sur « le bloc des quatre classes » (rapports de Boukharine, article de tête de *L'International Communiste* n° 2, discours non publié de Staline aux militants actifs de Moscou, le 5 avril 1927, article de Martinov dans *La Pravda* du 10 avril, éditorial de *La Pravda* du 16 mars, discours de Kalinine dans *les Ivestia* du 6 mars, discours de Roudzouk dans *La Pravda* du 9 mars, etc., etc.). Les choses sont allées si loin sur cette voie qu'à la veille même du coup d'État de Chang-Kai-Chek, *La Pravda* proclamait, contre l'opposition, que la Chine révolutionnaire était gouvernée, non par un pouvoir bourgeois, mais par un « Gouvernement du bloc des quatre classes ».

La philosophie de Martinov, qui a le triste courage de pousser toutes les erreurs de Staline et de Boukharine en matière de politique chinoise jusqu'à leur terme logique, ne rencontre pas l'ombre d'une objection. Et pourtant, elle revient à fouler aux pieds les principes fondamentaux du marxisme. Elle reproduit les traits les plus grossiers du menchevisme russe et international appliqué à la Révolution chinoise. Dan, le leader des mencheviks, écrit dans le dernier numéro du *Messenger Socialiste* :

« En principe, les bolcheviks aussi étaient pour la conservation du « front unique » dans la Révolution chinoise jusqu'à l'accomplissement de l'objectif de libération nationale. Le 10 avril, dans *La Pravda*, Martinov prouvait très sagement, et malgré les injures obligées à l'égard de la social-démocratie, selon la bonne méthode menchevique, contre l'oppositionnel de gauche Fadek, la justesse de la position officielle, insistant pour la conservation du « bloc des quatre classes » et demandant que l'on ne se hâte pas de renverser un gouvernement de coalition où les ouvriers siègent côte à côte avec la grosse bourgeoisie, et qu'on ne lui impose pas prématurément des objectifs socialistes. »

(N° 8, 23 avril 1927, p. 4.)

Tout homme connaissant l'histoire de la lutte du bolchevisme contre le menche-

visme, et en particulier dans la question de la bourgeoisie libérale, est obligé de reconnaître que l'approbation accordée par Dan aux « sages principes » de l'école de Martinov n'est pas accidentelle, mais au contraire parfaitement logique. Ce qu'il y a de contre-nature, c'est seulement que cette école élève impunément la voix dans les rangs de l'Internationale Communiste.

La vieille tactique menchevique de 1905-17, balayée par le cours des événements, est aujourd'hui transportée en Chine par l'école de Martinov, tout comme le commerce capitaliste écoule dans les colonies ses marchandises de mauvaise qualité, qui ne trouvent pas acheteur dans la métropole. La marchandise n'est même pas rafraîchie. Les arguments sont les mêmes, lettre pour lettre, qu'il y a vingt ans. Seulement, là où il y avait *autocratie*, on écrit *impérialisme*. Evidemment l'impérialisme britannique se distingue de l'autocratie, mais les raisonnements mencheviks qui s'y réfèrent ne se distinguent en rien de ceux qui se réfèrent à l'autocratie. La lutte contre l'impérialisme étranger, comme la lutte contre l'autocratie est une lutte de classes. Elle ne se laisse pas capter par l'idée du front unique national : les événements sanglants d'avril, conséquence directe de la politique du bloc des quatre classes, en témoignent éloquemment.

COMMENT LA LIGNE A ÉTÉ MISE EN PRATIQUE

9° Sur la période écoulée, terminée par le coup d'État d'avril, les thèses de Staline disent :

« La ligne adoptée était la seule ligne juste. »

Qu'a-t-elle donné en pratique ? Une réponse éloquente est fournie par Tam-Pin-San, le ministre communiste de l'Agriculture, dans son rapport au 7^e plénum du C.E. de l'I.C. en décembre 1926. (1).

« Depuis l'installation en juillet dernier, du Gouvernement national de Canton qui est nominalelement le Gouvernement de l'aile gauche, le pouvoir est pratiquement entre les mains de la droite... Le mouvement des ouvriers et des paysans ne peut prendre toute son envergure par suite de toutes sortes d'obstacles. Après l'affaire de mars, il s'est établi une dictature militaire au Centre (c'est-à-dire de Chang-Kai-Chek), le pouvoir politique demeurant entre les

(1) Imprimé en brochure avec préface de Raskolnikof F., sous le titre : *Voies de développement de la Révolution chinoise*. Il donne un exposé consciencieux et par suite accablant pour la « ligne ». Les conclusions de l'auteur sont fuyantes et contradictoires, reflétant d'une part la pression de la lutte des classes en Chine, et de l'autre « la seule ligne juste », en contradiction criante avec les faits. La préface est remarquable uniquement par son incompréhension totale de ce qui a été, de ce qui est et de ce qui sera.

main à la droite. Toute l'autorité qui au fond aurait dû appartenir à la gauche est définitivement perdue.

Ainsi, la gauche « aurait dû » détenir le pouvoir, mais elle l'a définitivement perdu ; le pouvoir appartenait à la droite; l'autorité militaire, de beaucoup plus puissante, s'est trouvée entièrement entre les mains de Chang-Kai-Chek et du « Centre », qui est devenu en effet le centre du complot. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi « le mouvement des ouvriers et des paysans » n'a pas pu se développer comme il le fallait.

Tam-Pin-San définit encore mieux les résultats pratiques de la « seule ligne juste » :

«... Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans... Après de longs pourparlers avec nous, le Gouvernement n'a même pas promulgué une loi sur les syndicats... Le Gouvernement n'a pas accepté les revendications paysannes que nous lui présentions au nom de diverses organisations publiques. Dans les conflits éclatant entre gros propriétaires et paysans pauvres, le Gouvernement a toujours pris le parti des premiers.»

Comment tout cela a-t-il pu arriver ? Tam-Pin-San en indique prudemment deux raisons :

a) Les leaders de la gauche ne sont pas capables d'affermir et d'élargir leur influence au moyen du pouvoir politique...

b) L'aile droite « en partie à cause de notre tactique erronée, a toute possibilité d'action ».

10° Telle est la situation politique qui a reçu le nom pompeux de « bloc des quatre classes ». De blocs de ce genre, non seulement l'histoire révolutionnaire, mais aussi l'histoire parlementaire des pays bourgeois est pleine : la grosse bourgeoisie traîne à sa remorque les démocrates petits-bourgeois, les phraseurs du front unique national, et ces derniers, tournant la tête aux ouvriers, les inféodent à la bourgeoisie. Quand la « queue » prolétarienne, en dépit des efforts des phraseurs petit-bourgeois, commence à s'agiter trop violemment, la bourgeoisie ordonne à ses généraux de taper dessus. Alors, les opportunistes constatent d'un air profond que la bourgeoisie « a trahi » la cause nationale.

11° Mais la bourgeoisie chinoise n'a-t-elle pas « quand même » combattu l'impérialisme ? Cet argument, lui aussi, n'est qu'un lieu commun sans substance. Les opportunistes de tous pays, dans les cas analogues, ont toujours assuré les ouvriers que la bourgeoisie libérale combat la réaction. La bourgeoisie chinoise a profité de l'aide de la démocratie petite-bourgeoise, uniquement pour conclure avec l'impérialisme une alliance contre les ouvriers. La campagne contre le Nord, a servi seulement à rendre la bourgeoisie plus forte, les ouvriers plus faibles. La tactique qui a préparé un pareil résultat est une tactique fautive.

« Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans », dit Tam-Pin-San. Pourquoi ? Pour soutenir le bloc des quatre classes. Résultat ? Un gros succès de la Contre-Révolution bourgeoise, la consolidation de l'impérialisme ébranlé, l'affaiblissement de l'U.R.S.S. Cette politique est criminelle. Avant de l'avoir condamnée impitoyablement, impossible de faire un pas en avant.

LES THESEES JUSTIFIENT LA « LIGNE » QUE RIEN NE PEUT JUSTIFIER

12° Les thèses tentent encore aujourd'hui de justifier la politique qui a lié le parti du prolétariat à la grosse bourgeoisie à l'intérieur d'une seule et même organisation, le K.M.T., en laissant toute la direction à la bourgeoisie. Les thèses disent : « c'était une ligne... tendant à utiliser la droite, ses liaisons et son expérience, pour autant qu'elle se soumet (?) à la discipline du K.M.T. » « Nous savons maintenant comment la bourgeoisie s'est soumise « à la discipline » et comment le prolétariat a utilisé la droite, c'est-à-dire les gros et moyens bourgeois, ses liaisons (avec les impérialistes) et son expérience (dans l'étranglement des ouvriers). Cette « utilisation » est écrite en lettres de sang dans le livre de la Révolution chinoise. Mais cela n'empêche pas les thèses de déclarer : « Les événements qui ont suivi ont entièrement confirmé la justesse de cette ligne. » On ne saurait aller plus loin. D'un immense coup d'Etat contre-révolutionnaire, les thèses de Staline tirent cette conclusion véritablement pitoyable que la politique « d'isolement de la droite » à l'intérieur du K.M.T. unifiée doit être « remplacée » par une politique de « lutte déclarée » contre la droite. Tout cela après que les « camarades » de la droite du parti ont fait parler les mitrailleuses.

13° Les thèses invoquent, il est vrai, de précédentes « prédictions » sur le détachement fatal de la bourgeoisie. Mais est-ce que de pareilles prédictions sont suffisantes pour faire une politique bolchevique ? Prédire que la bourgeoisie se détachera de la Révolution, c'est prononcer un lieu commun, à moins qu'on en tire des conséquences politiques déterminées. Dans l'article déjà cité, approuvant la ligne officieuse de Martinov, Dan écrit : « Dans un mouvement qui embrasse des classes antagonistes, le front unique ne saurait naturellement être éternel ». (Mensager Socialiste, 28 avril 1927, p. 3.) Dan admet donc « le détachement fatal de la bourgeoisie ». En pratique, la politique du menchévisme dans la révolution consiste à conserver le front unique à tout prix, aussi longtemps que possible, quitte à adapter sa politique à celle de la bourgeoisie, quitte à rogner les mots d'ordre et l'activité des masses, et même, comme en Chine à soumettre organiquement le parti ouvrier à l'appareil politique de la bourgeoisie. La méthode bolchevique, au contraire, consiste à se désolidariser absolument, en politique comme dans l'organisation, de la bourgeoisie, à

démâsquer impitoyablement cette dernière dès les premiers pas de la Révolution, à détruire toutes les illusions petite-bourgeoises sur l'unité de front avec la bourgeoisie, à combattre sans relâche pour enlever à la bourgeoisie la direction des masses, à expulser sans pitié du parti communiste tous ceux qui sèment de vaines espérances dans la bourgeoisie ou qui l'idéalisent.

DEUX VOIES DE DEVELOPPEMENT ET LES ERREURS DU PASSE

14. Les thèses du camarade Staline tentent, il est vrai, d'opposer l'une à l'autre deux voies de développement de la Révolution chinoise : l'une sous la direction de la bourgeoisie, écrasant le prolétariat et faisant nécessairement alliance avec l'impérialisme étranger ; l'autre sous la direction du prolétariat, contre la bourgeoisie.

Mais pour que cette seconde perspective de révolution démocratique bourgeoise ne reste pas un vain mot, il faut dire franchement que toute la direction de la Révolution chinoise s'est trouvée jusqu'ici en complète contradiction avec elle. L'opposition a été et est en butte à des critiques acharnées, précisément parce que dès le début, elle a défendu le point de vue de Lénine, c'est-à-dire la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pour la direction des masses opprimées des villes et des campagnes dans le cadre et sur le terrain de la révolution démocratique nationale.

15. Il découle des thèses de Staline que le prolétariat ne pourrait se séparer de la bourgeoisie qu'après que cette dernière l'aurait déjà rejeté, désarmé, décapité et foulé aux pieds. Mais, c'est précisément ainsi que s'est déroulée la Révolution avortée de 1848 : on a vu alors le prolétariat, sans drapeau à lui, suivre la démocratie petite-bourgeoise, qui, à son tour se traînait derrière la bourgeoisie libérale, et sacrifia les ouvriers au sabre de Cavaignac. Si grande que soit l'originalité de la situation chinoise, le caractère essentiel de l'évolution suivie par la Révolution de 1848 se retrouve dans la Révolution chinoise avec une précision si accablante qu'on disait perdues les leçons de 1848, de 1871, de 1905, de 1917, du parti communiste de l'U.R.S.S. et de l'I.C.

C'est désormais un lieu commun que Chang-Kai-Chek a joué le rôle d'un Cavaignac républicain libéral. Les thèses de Staline, après l'opposition, reconnaissent cette analogie. Mais cette analogie a besoin d'être complétée. Cavaignac aurait été impossible sans les Ledru-Rollin, les Louis Blanc et autres phraseurs du front national. Qui donc a joué ce rôle en Chine ? Ce n'est pas seulement Wan-Tin-Wey, ce sont aussi les dirigeants du parti communiste et surtout leurs inspirateurs du C.E. de l'I.C. Si on ne le dit pas franchement, si on ne fait pas la lumière, la philosophie des deux voies de développement servira seulement à masquer l'opportunistisme à la Louis Blanc et à la Martinov, c'est-à-dire à préparer la répétition de la tragédie d'avril dans une nouvelle étape de la Révolution chinoise.

LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

16. Pour avoir le droit de parler, de défendre la méthode bolchevique de révolution démocratique, il faut avoir en mains l'arme essentielle de la politique prolétarienne : un parti prolétarien indépendant combattant sous son étendard à lui et ne laissant jamais sa politique et son organisation se fondre dans celle des autres classes. Si l'indépendance théorique, politique et organique absolue du parti communiste n'est pas assurée, parler des « deux voies de développement », c'est se moquer du bolchevisme. Or, le parti communiste chinois a toujours été, non pas l'allié de la fraction petite-bourgeoise révolutionnaire du K.M.T., mais le subordonné de tout le K.M.T., qui se laisse en réalité conduire par la grosse bourgeoisie, détentrice de l'armée et du pouvoir. Le parti communiste s'est soumis à la discipline politique de Chang-Kai-Chek. Il s'est engagé à ne pas critiquer le programme de Sun-Yat-Sen, c'est-à-dire la théorie petite-bourgeoise tournée non seulement contre l'impérialisme, mais aussi contre la lutte des classes. Il a été privé de presse lui appartenant en propre, c'est-à-dire de l'arme principale d'un parti indépendant. Dans ces conditions, parler de la lutte du prolétariat pour l'hégémonie, c'est se tromper soi-même et tromper les autres.

17. Comment explique-t-on la position subordonnée, impersonnelle, politiquement indigne du parti communiste dans le K.M.T. de Chang-Kai-Chek ? Par l'orientation sur l'unité du front national sous la direction effective de la bourgeoisie qui « ne peut pas » se détacher de la Révolution (école de Martinov), c'est-à-dire par la négation pratique de la seconde voie, la voie bolchevique, dont les thèses de Staline ne parlent qu'après coup, à titre de paravent.

Justifier une telle politique par la nécessité de l'alliance ouvrière et paysanne, c'est réduire cette alliance à l'état de phrase, de camouflage du rôle de commandement de la bourgeoisie. La situation dépendante du parti communiste, résultat inévitable du « bloc des quatre classes », a été le principal obstacle qui a entravé le mouvement ouvrier et paysan, et par conséquent aussi la véritable alliance du prolétariat et de la paysannerie, sans laquelle on ne saurait concevoir le triomphe de la Révolution chinoise.

18. Qu'advient-il du parti communiste à l'avenir ?

Les thèses contiennent là-dessus une seule phrase, mais capable de semer le plus grand trouble et de causer d'irréparables dommages : « ... Luttant dans les rangs du K.M.T. révolutionnaire, le parti communiste doit plus que jamais conserver son indépendance. » La conserver ? Mais, jusqu'à ce jour, le parti communiste n'a pas eu d'indépendance. Son absence d'indépendance est même la cause de tous les maux et de toutes les erreurs. Dans cette question fondamentale, les thèses, au lieu d'en finir une fois pour toutes avec la pratique du passé, prétendent la conserver « plus que jamais ». On

veut donc conserver la dépendance idéologique, politique et organique du parti prolétarien par rapport au parti petit-bourgeois, qui est condamné par la force des choses à se transformer en instrument de la grosse bourgeoisie.

Pour justifier une politique fautive, on est obligé de nommer la dépendance « indépendance » et de demander la conservation de ce qui devrait être à jamais enterré.

19. — Le bolchevisme chinois ne peut naître que d'une auto-critique impitoyable de la part des meilleurs éléments du parti communiste. Notre devoir est d'aider ces éléments. En voulant replâtrer les erreurs du passé, après avoir artificiellement empêché leur mise en discussion, on causera de grands maheurs, principalement pour le parti communiste chinois. Si nous ne l'aidons pas à se débarrasser, dans le plus bref délai, du menchévisme et des menchéviks, il entrera dans une phase de crise prolongée, avec des scissions, des désertions, des rivalités acharnées de groupements. En outre, de graves défaites de l'opportunisme peuvent frayer la voie aux influences anarcho-syndicalistes.

Si le parti communiste chinois, malgré le mouvement ouvrier de masses, malgré une puissante croissance des syndicats, malgré le mouvement agraire révolutionnaire des campagnes, doit demeurer partie intégrante d'un parti bourgeois, et entrer, à titre d'appendice, sans autorité, dans un Gouvernement national formé par ce parti bourgeois, alors, il faudra dire franchement : Le temps n'est pas encore venu pour le parti communiste en Chine. Il vaut mieux ne pas constituer de parti communiste que de le discréditer ainsi au moment d'une révolution, c'est-à-dire à une époque où des liens de sang le rattachent aux masses et où naissent de grandes traditions destinées à vivre pendant des dizaines d'années.

QUI S'EST TROMPE SUR LA VITESSE ?

20. — Les thèses de Staline contiennent, comme de juste, une section entière consacrée aux « erreurs de l'opposition ». Au lieu de taper à droite, c'est-à-dire sur les erreurs de Staline lui-même, les thèses s'acharnent à frapper à gauche, redoublant ainsi les erreurs, accumulant la confusion, rendant plus difficile la guérison et poussant la ligne directrice du parti dans l'ornière de l'opportunisme.

21. — Accusation principale : l'opposition « ne comprend pas que la Révolution en Chine ne saurait se développer à grande vitesse ». Les thèses parlent ici de la vitesse de la Révolution d'octobre, qui n'a rien à y voir. Si l'on veut parler de vitesse, il faut la mesurer, non pas d'après l'échelle extérieure de la Révolution d'octobre, mais d'après la situation des classes à l'intérieur même de la Révolution chinoise. La bourgeoisie chinoise, on le sait, n'a pas tenu compte des prescriptions sur la vitesse ralentie. En avril 1927, elle a jugé le moment par-

faitement venu de jeter le masque du front unique, qui lui avait si bien servi pour taper de toutes ses forces sur la Révolution. Le parti communiste, le prolétariat, et avec eux la gauche du K.M.T., se sont trouvés absolument pris à l'improviste. Pourquoi ? Parce que la direction comptait sur une vitesse ralentie, parce qu'elle était irrémédiablement en retard sur les événements, parce qu'elle était infectée de « suivisme ».

Le 20 avril, c'est-à-dire après le coup d'Etat de Chang-Kai-Chek, le C.C. du K.M.T. publia, de concert avec le Gouvernement « gauche » d'Ouhan, un manifeste qui disait :

« Nous ne pouvons aujourd'hui que regretter (!) de n'avoir pas agi quand il en était encore temps. Nous en apportons nos regrets sincères (!) » (Pravda, 28 avril 1927).

Ces aveux pitoyables et larmoyants contiennent, contre la volonté des auteurs, une impitoyable réfutation de la philosophie de Staline sur la « vitesse » de la Révolution chinoise.

22. — Nous avons persisté à soutenir le bloc avec la bourgeoisie, au moment où les masses ouvrières se ruaient dans la lutte indépendante. Nous avons prétendu utiliser l'expérience de la droite, et nous avons été un jouet entre ses mains. Nous avons fait la politique de l'autruche, en taisant dans la presse et en cachant à notre propre parti le premier coup d'Etat de Chang-Kai-Chek en mars 1926, ainsi que les fusillades d'ouvriers et de paysans, et en général tous les faits qui caractérisaient le caractère contre-révolutionnaire de la direction du K.M.T. Nous avons négligé de veiller à l'indépendance de notre propre parti. Nous n'avons pas fondé de journal pour lui. « Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans. » (Tam-Pin-San). Nous n'avons pas fait de démarche sérieuse pour soumettre les soldats à notre influence. Nous avons laissé Chang-Kai-Chek et sa bande installer « la dictature militaire du Centre », c'est-à-dire de la contre-révolution bourgeoise. A la veille encore du coup d'Etat, nous vantions partout Chang-Kai-Chek. Nous affirmions qu'« il était soumis à la discipline » et que nous avions réussi « à prévenir, par une manœuvre habile, le brusque tournant à droite qui menaçait la Révolution chinoise. » (Préface de Raskolnikof à la brochure de Tam-Pin-San). Nous avons été en retard sur les événements sur toute la ligne. A chaque pas, nous avons perdu de la vitesse au profit de la bourgeoisie. Nous avons ainsi créé les conditions les plus avantageuses pour la contre-révolution bourgeoise. La gauche du K.M.T. nous apporte du moins « ses regrets sincères ». Mais les thèses de Staline tirent de toute cette chaîne d'erreurs vraiment sans exemple la conclusion digne de remarque que l'opposition réclame... une vitesse trop accélérée.

23. — De plus en plus souvent, on entend dans nos réunions accuser « l'extrême-gauche » de Chang-Hai et, en gé-

néral, les ouvriers chinois d'avoir, par leurs « excès » provoqué Chang-Kai-Chek. On ne fournit d'ailleurs nul exemple de ces excès. Mais que pourraient-ils prouver ? Aucune révolution vraiment populaire, entraînant dans son tourbillon des millions, ne saurait être exemptée d'« excès ». Une politique qui prétend prescrire à des masses qui viennent de se réveiller, un itinéraire respectueux de l'« ordre bourgeois » est une politique d'incurables philistins. Elle se brisera toujours contre la logique de la guerre civile quand, adressant de tardives malédictions aux Cavaignac et aux Kornilov, elle dénonce en même temps les prétendus excès de la gauche.

La « faute » des ouvriers chinois consiste à avoir été surpris par le moment critique de la Révolution dans un état d'impréparation, d'inorganisation et de désarmement. Mais ce n'est pas leur faute, c'est leur malheur. La responsabilité en retombe entièrement sur une mauvaise direction qui a laissé passer tous les délais.

EXISTE-T-IL DÉJÀ UN NOUVEAU CENTRE RÉVOLUTIONNAIRE, OU BIEN FAUT-IL LE CRÉER ?

21. — Sur l'état actuel de la Révolution chinoise, les thèses proclament : « Le coup d'Etat de Chang-Kai-Chek signifie qu'il y aura désormais, dans le Sud, deux camps, deux Gouvernements, deux armées, deux centres ; un centre de la révolution à Ouhan et un centre de la contre-révolution à Nankin. » Quelle caractéristique inexacte, superficielle, et vulgaire ! Il ne s'agit pas des deux moitiés du K.M.T., mais d'un nouveau groupement des classes. Penser que le Gouvernement d'Ouhan soit un centre déjà tout prêt, qui continuera purement et simplement la Révolution à partir de l'endroit où elle a été arrêtée et culbutée par Chang-Kai-Chek, c'est considérer le coup d'Etat contre-révolutionnaire d'avril comme une équipée personnelle, comme un épisode, c'est en un mot, ne rien comprendre.

Les ouvriers n'ont pas seulement été écrasés. Ils ont été écrasés par ceux-là mêmes qui les conduisaient. Peut-on croire maintenant que les masses suivront la gauche du K.M.T. avec la même confiance qu'elles accordaient hier au K.M.T. dans son ensemble ? Et pourtant, il y a à combattre désormais, non plus seulement les anciens militaristes, liés à l'impérialisme, mais aussi la bourgeoisie « nationale », à qui notre politique foncièrement fautive a permis de s'emparer de l'appareil militaire et d'une fraction importante de l'armée.

Pour mener la lutte dans un stade nouveau et plus élevé de la Révolution, il faut avant tout inspirer confiance aux masses trompées et éveiller les masses encore assoupies. Pour cela, il faut d'abord montrer que la honteuse politique qui « sacrifiait les intérêts des ouvriers et des paysans » (voir Tam-Pin-San) pour soutenir le bloc des quatre classes, est à jamais disparue. Tout individu qui penchera du côté de cette po-

litique doit être immédiatement chassé du parti communiste chinois.

Il faut rejeter bien loin cette misérable idée de dirigeants superficiels, selon laquelle on pourrait encore aujourd'hui, après ces sanglantes preuves, soulever et conduire des millions d'ouvriers et de paysans en déployant seulement le drapeau du K.M.T. Nous ne livrerons à personne le drapeau du K.M.T., s'écrie Boukharine. Non, les masses réclament un programme révolutionnaire et une organisation de combat sortant de leurs propres rangs et offrant la garantie intérieure d'une liaison certaine avec les masses et d'une parfaite fidélité. Pour cela, les dirigeants d'Ouhan ne suffisent pas, il faut des soviets de députés ouvriers, paysans et soldats, des soviets de travailleurs.

LES SOVIETS ET L'ARMEMENT DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

25. Les thèses de Staline, qui repoussent le mot d'ordre vital et indispensable des soviets, déclarent d'une façon quelque peu inattendue que le principal « contrepoison (?) » à opposer à la contre-révolution est l'armement des ouvriers et des paysans. Incalculablement, l'armement des ouvriers et des paysans est une chose très nécessaire. Là-dessus, il n'y aura pas de désaccord entre nous. Mais, comment donc expliquer que pour le bien de la Révolution on ait jusqu'ici jugé utile de n'armer les ouvriers que « dans des proportions minimales » ? que les représentants de l'I.C. se soient pratiquement opposés à l'armement des ouvriers ? (voir la lettre de 4 camarades à la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. à l'I.C.), que, malgré la possibilité qu'ils avaient de s'armer, les ouvriers se soient trouvés sans armes au moment du coup d'Etat ? Tout cela s'explique par le désir de ne pas rompre avec Chang-Kai-Chek, de ne pas chagriner Chang-Kai-Chek, de ne pas le rejeter à droite. Le merveilleux « contrepoison » a manqué précisément le jour où il était le plus nécessaire. Aujourd'hui, même à Ouhan, la masse ouvrière ne s'arme pas, pour « ne pas rejeter » Wan-Tin-Wei.

26. L'armement des ouvriers et des paysans est une chose excellente. Mais il faut être logique. Il y a déjà dans le Sud des paysans armés ; ce sont les armées nationales. Et, cependant, loin d'être « le contrepoison opposé à la contre-révolution », elles en ont été l'instrument. Pourquoi ? Parce que la direction politique, au lieu d'embrasser par l'intermédiaire de soviets de députés soldats, toute la masse de l'armée, s'est bornée à copier extérieurement nos « sections politiques » et nos commissaires. Tout cela, en l'absence d'un parti révolutionnaire indépendant et de soviets de soldats, s'est changé en un simple paravent du militarisme bourgeois.

27. Les thèses de Staline repoussent la formule des soviets, sous prétexte que ce serait « un mot d'ordre de lutte contre l'autorité du K.M.T. révolutionnaire ». Mais, que veulent dire alors ces mots : « le principal contrepoison à opposer à

la « contre-révolution est l'armement des ouvriers et des paysans » ? Contre qui s'armeront les ouvriers et les paysans ? Ne sera-ce point contre l'autorité du K. M. T. révolutionnaire ?

Le mot d'ordre de l'armement des ouvriers et des paysans, s'il n'est pas une phrase, un paravent, mais un appel aux actes, a un caractère non moins aigu que celui des soviets ouvriers et paysans. Peut-on croire que le peuple armé souffrira à côté ou au-dessus de lui l'autorité d'une bureaucratie étrangère et ennemie ? L'armement effectif des ouvriers et des paysans, dans les conditions données, entraîne fatalement la formation des soviets.

28. Qui armera les masses ? Qui dirigera ces hommes armés ? Tant que les armées nationales avançaient et que les armées du Nord cédaient du terrain, l'armement des ouvriers aurait pu s'effectuer relativement sans peine. L'organisation en temps utile de soviets de députés ouvriers, paysans et soldats, aurait été en effet « un contrepoids » opposé à la contre-révolution. Par malheur, le passé est irréparable. Les circonstances sont bien changées. Le peu d'armés qui avaient été saisies spontanément par les ouvriers (n'est-ce pas là les « excès » dont il est question ?), leur ont été arrachées. La marche sur le Nord est arrêtée. Désormais, l'armement des ouvriers et des paysans est chose pénible et difficile. Déclarer que le temps des soviets n'est pas encore venu, et tout à la fois lancer le mot d'ordre de l'armement des ouvriers, c'est semer la confusion. Seuls les soviets peuvent devenir, dans le développement ultérieur de la Révolution, les organes capables de pratiquer réellement l'armement des ouvriers et de diriger ces masses en armes.

POURQUOI SERAIT-IL IMPOSSIBLE DE CONSTITUER DES SOVIETS ?

29. A cela, les thèses répondent : « D'abord, on ne peut pas former des soviets à n'importe quel moment ; ils se forment seulement dans les périodes de grand élan révolutionnaire ». Si ces mots ont un sens, c'est celui-ci : « Nous avons laissé passer le moment favorable en ne conseillant pas de former des soviets dès le début de la dernière période du puissant mouvement révolutionnaire des masses ». Encore une fois, le passé est irréparable. Si on juge que la Révolution chinoise est écrasée pour longtemps, la formule des soviets, naturellement, ne trouvera pas d'écho dans le peuple. Mais alors, celle de l'armement des ouvriers et des paysans se trouve encore davantage dénuée de fondement. Nous ne pensons pourtant pas que les conséquences de la fausse politique suivie soient si graves et si profondes. Il y a beaucoup d'indices de la possibilité et de la vraisemblance d'un nouveau flux révolutionnaire à brève échéance. Un de ces indices, entre autres, consiste dans le fait que Chang-Kai-Chek est obligé de coqueter avec les masses, de promettre aux ouvriers la journée de huit heures,

aux paysans d'autres avantages, etc. Au cas où le mouvement agraire continuera à s'étendre et où la petite bourgeoisie des villes se tournera contre Chang-Kai-Chek, agent déclaré de l'impérialisme, il peut se présenter prochainement des conditions plus favorables dans lesquelles l'avant-garde révolutionnaire, aujourd'hui défaite, regroupera les rangs des travailleurs pour une nouvelle offensive. Cela arrivera-t-il un mois plus tôt ou un mois plus tard, nous l'ignorons, mais nous devons, en tout cas, préparer cette offensive dès maintenant par notre programme, nos mots d'ordre et notre organisation. En d'autres termes, le mot d'ordre des soviets accompagnera désormais toute la marche de la Révolution chinoise et reflètera ses destinées.

30. « En second lieu, disent les thèses, les soviets ne se forment pas pour y bavarder ; ils se forment avant tout comme des instruments de lutte contre le pouvoir existant, et pour la conquête du pouvoir. » Que les Soviets ne soient pas créés à titre de parlotte, voilà, je crois, l'unique vérité contenue dans les thèses. Mais un révolutionnaire ne propose pas non plus l'armement des ouvriers et des paysans, pour bavarder. Dire : Au stade actuel, il ne peut sortir des soviets que du bavardage, et, au contraire, il peut sortir de l'armement des ouvriers et des paysans un résultat sérieux, c'est se moquer de soi-même ou bien des autres.

31. Troisième argument : Comme il y a maintenant à Ouhan une série d'organisations de la gauche du K.M.T. — celles-là qui, dans le manifeste solennel du 23 avril, s'excusent de s'être laissées surprendre par le coup d'Etat de Chang-Kai-Chek, — les thèses tirent de là la conclusion suivante : La formation de soviets équivaudrait à une insurrection contre la gauche du K.M.T. « car, il n'y a aujourd'hui dans cette région, aucune autre autorité que celle du K.M.T. révolutionnaire ».

La conception bureaucratique de l'autorité révolutionnaire transparaît à travers ces mots. L'autorité est entendue, non pas comme l'expression et la fixation de la lutte des classes en voie de développement, mais comme la volonté propre du K.M.T. Les classes viennent et s'en vont, mais la perpétuité de l'autorité du K.M.T. demeure. Il ne suffit pourtant pas de déclarer Ouhan centre de la Révolution, pour qu'il le soit en effet. Le K.M.T. de Chang-Kai-Chek avait dans les provinces une vieille bureaucratie réactionnaire et vénale. Qu'a le K.M.T. de gauche ? Rien pour le moment, ou presque rien. Le mot d'ordre des Soviets est un appel à la constitution de véritables organes d'une autorité nouvelle, en passant par le régime transitoire de deux autorités parallèles.

32. Mais quelle sera l'attitude des soviets envers « le Gouvernement du K. M. T. révolutionnaire », unique autorité, dit-on, « dans cette région ? » Question classique, en vérité ! L'attitude des so-

viels envers le K.M.T. révolutionnaire, répondra à l'attitude du K.M.T. révolutionnaire envers les Soviets. En d'autres termes, à mesure que les soviets se formeront, s'armeront, se consolideront, ils ne souffriront au-dessus d'eux, qu'un Gouvernement qui consentira à s'appuyer sur les ouvriers et les paysans en armes. Ce qui fait la valeur du système des soviets, surtout à une époque directement révolutionnaire, c'est qu'il fournit le meilleur moyen de garantir la concordance entre l'autorité centrale et l'autorité locale.

33. Déjà, en 1925, le camarade Staline appelait le K.M.T. « un parti ouvrier et paysan » (?) (Voir : Problèmes du Léninisme, p. 264). Cette définition n'a rien de commun avec le marxisme. Mais on comprend que, par cette formule inexacte, le camarade Staline a voulu exprimer l'idée que la base du K.M.T. est l'alliance des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie. C'était absolument faux pour la période où cela a été dit : derrière le K.M.T. marchaient en effet les ouvriers et les paysans, mais leur guide était la bourgeoisie, et nous savons où elle les a conduits. Des partis de ce genre s'appellent des partis bourgeois, et non des partis ouvriers et paysans. Aujourd'hui, après le « détachement de la bourgeoisie » (c'est-à-dire après qu'elle a massacré le prolétariat non armé et non préparé), la révolution, d'après Staline, entre dans une nouvelle phase, où elle doit être conduite par le K.M.T. de gauche, c'est-à-dire par un K.M.T. qui, il faut le supposer, réalisera enfin l'idée stalinienne du « parti ouvrier et paysan ». La question se pose : Pourquoi la formation de soviets de députés ouvriers et paysans signifiera-t-elle la guerre à l'autorité du K.M.T. ouvrier et paysan ?

34. Encore un argument : Inviter à former des soviets, « c'est donner aux ennemis du peuple chinois, une nouvelle arme pour combattre la Révolution, pour fabriquer de nouvelles légendes et prétendre qu'il n'y a pas de révolution nationale, mais une transplantation artificielle des soviets moscovites ».

Cet argument stupéfiant signifie que, si nous développons, étendons et approfondissons le mouvement révolutionnaire, les ennemis du peuple chinois redoubleront d'efforts pour le calomnier. Cet argument n'a pas d'autre sens. Donc, il n'a aucun sens.

Peut-être, les thèses ont-elles en vue, non pas les ennemis du peuple chinois, mais la crainte qu'inspire aux masses populaires la soviétisation moscovite ? Sur quoi pareille considération serait-elle fondée ? Toutes les variétés de la bourgeoisie « nationale », droite, centre, gauche, aiment, comme chacun sait, à se décorer des couleurs moscovites : elles ont des commissaires, des directions politiques de l'armée, des Plénum du Comité Central, des Commissions de Contrôle, etc... La bourgeoisie chinoise ne redoute nullement la transplantation des formes moscovites, qu'elle falsifie

soigneusement pour les faire servir à ses objectifs. Pourquoi cela ? Non point par affection pour Moscou, mais parce que les formes moscovites sont populaires parmi les masses. Le paysan chinois sait que les Soviets ont donné la terre au paysan russe. Ceux qui ne le savent pas, doivent l'apprendre. Les ouvriers chinois savent que les Soviets ont assuré la liberté au prolétariat russe. L'expérience de la contre-révolution de Chang-Kai-Chek a dû faire comprendre aux ouvriers conscients que sans une organisation indépendante, embrassant tout le prolétariat et assurant sa collaboration avec les masses opprimées des villes et des campagnes, la Révolution ne peut pas triompher. La formation de soviets, découle, pour la population chinoise, de sa propre expérience. Loin d'être « une transplantation artificielle des soviets moscovites », une politique qui a peur de nommer les choses par leur nom est une fausse politique. Il faut se guider sur les masses révolutionnaires, sur les exigences objectives de la Révolution, et non sur ce que diront les ennemis.

35. On dit : Le Gouvernement de Hang-Kéou est un fait, Feng-Yu-Sian est un fait, Tan-Chen-Si est un fait, et ils ont des forces armées. Ni le Gouvernement de Ouhan (Hang-Kéou), ni Feng-Yu-Sian, ni Tan-Chen-Si ne veulent des soviets. Constituer des soviets, ce serait rompre avec ces alliés. Cet argument, sans être franchement formulé dans les thèses, est décisif pour beaucoup de camarades. Le Gouvernement de Hang-Kéou, nous l'avons entendu nommer par Staline : « le centre de la Révolution », « l'unique pouvoir ». Nous voyons, dans nos assemblées du parti, faire la réclame pour Feng-Yu-Sian, « ancien ouvrier », « fidèle révolutionnaire », « homme sûr », etc... C'est là la répétition des erreurs passées dans des circonstances où ces erreurs peuvent être encore plus funestes. Le Gouvernement de Hang-Kéou et le commandement militaire ne peuvent être contre les soviets que s'ils ne sont pas décidés à un programme agraire radical, s'ils refusent de rompre effectivement avec les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, s'ils nourrissent secrètement l'idée d'un compromis avec la droite. Mais alors, il n'en est que plus essentiel de former des soviets. C'est le seul moyen de pousser vers la gauche les éléments révolutionnaires de Hang-Kéou, et d'obliger les éléments contre-révolutionnaires à se retirer.

36. Mais, même si les soviets ne font pas la guerre à l'« unique » gouvernement de Hang-Kéou, ils apporteront cependant une certaine division du pouvoir ? Sans doute. Celui qui s'oriente vraiment et non pas verbalement sur le pouvoir ouvrier et paysan, doit comprendre que cette orientation comporte une certaine période de division du pouvoir. Combien durera cette période, quelles formes concrètes prendra-t-elle ? Cela dépendra de la conduite qu'observera le Gouvernement d'Hang-Kéou, du degré d'indépendance et d'initiative du parti communiste, de la

rapidité du développement des soviets, etc. Notre tâche consistera en tout cas à renforcer l'élément ouvrier et paysan de cette diarchie, en préparant ainsi le véritable gouvernement ouvrier et paysan avec un programme démocratique intégral.

37. Mais il y a sur le Yang-Tsé-Kiang des dizaines de navires de guerre étrangers qui peuvent balayer Shanghai, Hang-Kéou et le reste ! Dans ces conditions, n'est-ce pas une folie de former des soviets ? Cet argument non plus, n'est pas formulé dans les thèses de Staline, mais il se promène à travers les réunions du parti (Martinov, Iaroslavski et autres). L'école de Martinov voudrait tuer l'idée des soviets par la peur de l'artillerie de marine britannique. Le procédé n'est pas nouveau. En 1917, les S.-R. et les mencheviks voulaient nous faire peur en disant que la prise du pouvoir par les Soviets entraînerait la prise de Cronstadt et de Pétrograd par les alliés. Nous répondions alors : Le seul salut est dans l'approfondissement de la Révolution. L'impérialisme étranger n'acceptera jamais qu'une « révolution » qui, au prix de quelques concessions à la bourgeoisie chinoise, affermirait ses propres positions en Chine. Toute révolution véritablement populaire, sapant les bases coloniales de l'impérialisme, appellera fatalement de sa part une résistance acharnée. Nous avons essayé de nous arrêter à mi-chemin, mais cette « seule ligne juste » n'a pas préservé Nankin des canons de l'impérialisme, ni les ouvriers chinois des mitrailleuses de Chang-Kai-Chek. Seule, l'entrée de la Révolution chinoise dans la phase de l'action véritable des masses, seule la formation des soviets ouvriers, paysans et soldats, seul l'approfondissement du programme social de la Révolution, peuvent, comme en témoigne notre propre expérience, apporter le trouble dans les rangs des armées étrangères, éveiller leurs sympathies pour les soviets, et, par là, protéger effectivement la Révolution contre les coups du dehors.

QUE PROPOSENT LES THESES DE STALINE A LA PLACE DES SOVIETS ?

38. La formation « de Comités de paysans révolutionnaires, de syndicats ouvriers et d'autres organisations de masses, éléments préparatoires des soviets de l'avenir ». Que doivent représenter ces organisations ? Là-dessus, nous ne trouvons rien dans les thèses. La phrase disant que ce sont « les éléments préparatoires des soviets de l'avenir » n'est qu'une phrase, et rien de plus. Que feront ces organisations aujourd'hui ? Elles devront conduire les grèves, les boycottages, briser l'appareil bureaucratique, anéantir les bandes contre-révolutionnaires, chasser les grands propriétaires, désarmer les troupes des usuriers et des koulaks, armer le ouvrier et les paysans, en un mot, résoudre tous les problèmes de la révolution démocratique agraire et s'élever ainsi à la situation d'organes locaux du pouvoir. Mais alors, ce seront des soviets, mais seulement des soviets mal adaptés à leurs fonctions. Les thèses

proposent donc, si on prend cette proposition au sérieux, de constituer, à la place des soviets, des succédanés de soviets.

39. Pendant tous leurs mouvements de masses, les syndicats ont nécessairement rempli des fonctions se rapprochant de celles des soviets (Hong-Kong, Shanghai, etc.). Mais précisément, pour assurer ces fonctions, les syndicats sont apparus comme tout à fait insuffisants. Ils groupent un trop petit nombre d'ouvriers. Ils n'embrassent à aucun degré la petite bourgeoisie des villes, avoisinant le prolétariat. Et pourtant, des fonctions comme la direction des grèves avec le moindre dommage pour la population pauvre des villes, la distribution des vivres, la participation à la politique fiscale, la participation à la formation de forces armées, sans parler de la révolution agraire, ne peuvent être menées à bien avec l'envergure nécessaire, que si l'organisation dirigeante, non seulement embrasse toutes les catégories du prolétariat, mais encore les rattache étroitement, au cours de son action, à la population pauvre des villes et des campagnes. En effet, le coup d'Etat militaire de Chang-Kai-Chek a dû, semblerait-il, faire comprendre à tous les révolutionnaires que les syndicats séparés de l'armée sont une chose, et que des soviets de députés ouvriers et soldats en sont une autre. Des syndicats révolutionnaires et des comités de paysans peuvent aussi bien que les soviets susciter la haine de l'ennemi. Mais bien moins que les soviets, ils peuvent repousser les coups.

Si nous parlons sérieusement de l'alliance du prolétariat avec les masses opprimées des villes et des campagnes — non pas d'une « alliance » à moitié frelatée entre les dirigeants et par l'intermédiaire de représentants douteux, mais d'une alliance de combat effective, formée et trempée dans la lutte des masses contre l'ennemi — il ne saurait y avoir d'autre forme d'organisation que les soviets. Ceux-là seuls peuvent le nier, qui comptent davantage sur les dirigeants opportunistes que sur les masses révolutionnaires.

RUPTURE AVEC LE K.M.T. DE GAUCHE ?

De tout ce qui précède, on voit à quel point sont fondées les craintes qu'on veut faire naître en ce qui concerne une rupture du parti communiste avec le K.M.T. « Cela revient, disent les thèses, à abandonner le champ de bataille et à livrer nos alliés du K.M.T. à la merci des ennemis de la Révolution. » Ces lignes pathétiques sont tout à fait déplacées. Il ne s'agit pas de rupture, il s'agit de préparer un bloc, non sur la base de la subordination, mais sur celle de l'égalité réelle. Le K.M.T. révolutionnaire est encore à naître. Nous sommes d'avis que les communistes militent à l'intérieur du K.M.T. en attirant patiemment de leur côté les ouvriers et les paysans. Mais le parti communiste peut fort bien se faire un allié petit-bourgeois révolutionnaire sans se prosterner devant le K.M.T. à chacune des oscillations de ce dernier, en agissant

au contraire franchement et directement, en son propre nom, sous son propre drapeau, en s'adressant aux ouvriers, en les organisant autour de lui, en montrant au K.M.T., par l'exemple et par les actes, ce que c'est qu'un parti de masses, en soutenant chaque pas en avant du K.M.T., et en démasquant impitoyablement chaque hésitation ou chaque pas en arrière, en créant une véritable base révolutionnaire au bloc avec le K.M.T. sous la forme de soviets de députés ouvriers, paysans et soldats.

40. C'est une sottise d'affirmer que l'opposition réclamerait « l'isolement politique » du parti communiste. Il y a là aussi peu de vérité que dans cette autre affirmation selon laquelle l'opposition réclamerait l'abandon des Trade-Unions en Angleterre. L'une et l'autre accusation n'ont servi qu'à masquer le bloc avec le K.M.T. de droite et avec le Conseil général traître. L'opposition réclame énergiquement le renforcement et le développement du bloc avec les éléments révolutionnaires du K.M.T., l'alliance de combat aussi étroite que possible entre les ouvriers et la population pauvre des villes et des campagnes, l'orientation sur la dictature révolutionnaire des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie des villes.

Il faut :

a) Déclarer funestes les formes de bloc dans lesquelles le parti communiste sacrifie les intérêts des ouvriers et des paysans dans l'intention utopique de garder la bourgeoisie dans le camp de la révolution nationale.

b) Repousser purement et simplement les formes de bloc qui, directement ou indirectement, entravent l'initiative du parti communiste en le soumettant au contrôle d'autres classes.

c) Renoncer catégoriquement à des formes de bloc qui obligent le parti à renfermer son drapeau et à sacrifier le progrès de son influence et de son autorité aux intérêts de son allié.

d) Fonder le bloc sur une communauté d'objectifs nettement formulée, et non sur des malentendus, des manœuvres diplomatiques et des faussetés.

e) Déterminer les conditions et les limites du bloc avec une parfaite exactitude et les faire connaître à tous.

f) Conserver au parti communiste sa pleine liberté de critique, le droit de surveiller son allié avec non moins de vigilance qu'un ennemi, sans oublier un instant qu'un allié s'appuyant sur d'autres classes ou dépendant d'autres classes, n'est qu'un allié temporaire, et peut, en raison des circonstances, se changer en adversaire et en ennemi.

g) Préférer la liaison avec les masses petite-bourgeoises à la liaison avec les dirigeants de leur parti.

h) En fin de compte, ne se fier qu'à soi-même, à son organisation, à ses armes et à sa force.

L'observation de ces conditions rendra seule possible un bloc véritablement ré-

volutionnaire, et non une alliance hésitante, soumise à toutes sortes de péripéties entre dirigeants ; elle seule permettra de s'appuyer sur l'alliance de tous les opprimés des villes et des campagnes sous l'hégémonie politique de l'avant-garde prolétarienne.

LES PROBLEMES DE LA REVOLUTION CHINOISE ET LE COMITE ANGLO-RUSSE.

41. Dans la direction de la Révolution chinoise, nous avons affaire, non point à des erreurs tactiques, mais à une ligne de conduite radicalement fautive. Cela ressort de tout ce qui précède. La chose sera encore plus claire si on compare notre politique en Chine à celle que nous faisons vis-à-vis du Comité anglo-russe. Dans ce dernier cas, l'inconsistance de la ligne opportuniste s'est manifestée moins tragiquement qu'en Chine, mais non moins complètement et non moins évidemment.

42. En Angleterre comme en Chine, on a adopté cette ligne de conduite erronée du rapprochement avec les dirigeants ayant du « poids », des relations personnelles, des combinaisons diplomatiques, en renonçant pratiquement à approfondir l'abîme entre les masses révolutionnaires ou du moins évoluant vers la gauche et les dirigeants traîtres. En voulant nous attacher Chang-Kai-Chek, nous avons poussé les communistes chinois à accepter les conditions dictatoriales que Chang-Kai-Chek faisait au parti communiste chinois. En voulant nous attacher Purcell, Hicks, Citrine et autres, les délégués du Conseil général des Syndicats soviétiques ont adopté en principe la position de neutralité syndicale, ont reconnu le Conseil général des Trade-Unions comme l'unique représentant du prolétariat et se sont engagés en fait à ne pas intervenir dans le mouvement ouvrier britannique.

43. Les décisions de la Conférence du Comité anglo-russe à Berlin, signifient que l'on renonce à soutenir à l'avenir les grévistes contre la volonté des briseurs de grèves avérés. Elles reviennent à condamner et à livrer la minorité syndicale, dont toute l'action est dirigée contre les traîtres que nous reconnaissons comme les seuls interprètes de la classe ouvrière anglaise. Enfin, proclamer solennellement la « non-intervention », c'est capituler en principe devant l'étroitesse nationale et devant les formes les plus retardataires et les plus conservatrices du mouvement ouvrier.

44. Chang-Kai-Chek nous accuse d'intervenir dans les affaires intérieures de la Chine, tout comme Citrine nous accusait d'intervenir dans celles des Trade-Unions. Les deux accusations ne sont qu'une répétition sous une autre forme des accusations portées par l'impérialisme contre l'Etat ouvrier qui ose s'intéresser au sort des opprimés du monde entier. Dans ce cas comme dans les autres, Chang-Kai-Chek et Citrine, dans des conditions différentes et à des postes différents, restent les agents de l'impérialisme, malgré

leurs différends temporaires avec lui. En recherchant la collaboration avec des « chefs » de ce genre, nous sommes obligés de rétrograder, de limiter et de renier de plus en plus nos méthodes de mobilisation révolutionnaire.

45. Par notre fausse politique, non seulement nous avons aidé le Conseil général à conserver ses positions ébranlées depuis sa trahison de la grève, mais nous lui avons fourni les armes nécessaires pour nous imposer d'audacieuses exigences, que nous avons docilement acceptées. Tout en parlant fièrement d'« hégémonie », nous nous sommes conduits dans la Révolution chinoise et dans le mouvement ouvrier anglais, comme des vaincus moralement, et par là, nous avons préparé notre défaite matérielle. Une déviation opportuniste est toujours accompagnée d'une perte de confiance dans sa propre politique.

46. Les affairistes du Conseil général, ayant reçu du Conseil des syndicats de l'U.R.S.S. un engagement de non-intervention, persuadent certainement Chamberlain que leur façon de combattre la propagande bolchevique est beaucoup plus efficace que les ultimata et les menaces. Mais Chamberlain qui préfère la méthode combinée, joignait la diplomatie du Conseil général à la violence de l'impérialisme britannique.

47. Invoquer contre l'opposition le fait que Baldwin ou Chamberlain veulent « eux aussi » la rupture du Comité anglo-russe, c'est ne rien comprendre au mécanisme politique de la bourgeoisie. Baldwin craignait et craint justement l'influence pernicieuse des syndicats soviétiques sur le mouvement ouvrier anglais. A la pression du Conseil des syndicats de l'U.R.S.S. sur les dirigeants traîtres des Trade-Unions, la bourgeoisie anglaise a opposé sa propre pression sur le Conseil général, et elle a triomphé sur toute la ligne. Le Conseil général a refusé d'accepter l'argent des syndicats soviétiques et d'étudier de concert avec eux, l'aide à fournir aux mineurs. En exerçant sa pression sur le Conseil général, la bourgeoisie anglaise a influé, par l'intermédiaire de ce dernier, sur le Conseil des syndicats de l'U.R.S.S. et en a obtenu à la Conférence de Berlin une capitulation inouïe sur les points essentiels touchant à la lutte des classes. Un Comité anglo-russe de cette espèce ne sert que la bourgeoisie anglaise (voir le *Times*): Cela n'empêchera pas cette dernière de continuer à l'avenir sa pression sur le Conseil général et d'exiger sa rupture avec les syndicats russes, car cette politique de pression et de chantage lui fait gagner tout ce que nous perdons par notre conduite insensée et sans principes.

48. Il faut accorder la même valeur aux insinuations d'après lesquelles Chang-Kai-Chek serait « solidaire » de l'opposition, parce qu'il veut chasser les communistes du K.M.T. On fait circuler une phrase de Chang-Kai-Chek, qui aurait dit à un autre général se trouver être d'accord sur ce point avec l'opposi-

tion du P. G. de l'U.R.S.S. Dans le document dont on tire cette « citation », les paroles de Chang-Kai-Chek sont citées, non pas comme l'expression de ses opinions, mais pour montrer qu'il est capable de tromper, de mentir, et même de se déguiser en « communiste de gauche » pour quelques jours, afin de mieux frapper en traître. Bien plus, le document en question n'est qu'un acte d'accusation contre la tactique et l'action des représentants de l'I.C. en Chine. Au lieu d'en détacher des phrases séparées et de leur donner un sens opposé à celui qu'elles ont dans le texte, il faudrait porter tout le document à la connaissance de l'I.C. Mais négligeons ces malencontreuses « citations » controuvées. Il reste cette « coïncidence » que Chang-Kai-Chek a toujours été contre le bloc avec les communistes, et nous contre le bloc avec Chang-Kai-Chek. L'école de Martinov tire de là cette conclusion que la politique de l'opposition « en général » sert la réaction. Cette accusation, elle non plus, n'est pas nouvelle. Le bolchevisme a grandi en Russie continuellement accompagné de l'accusation menchevique de faire le jeu de la réaction, d'aider la monarchie contre les cadets, ou bien les cadets contre les S.-R. et les mencheviks, et ainsi de suite. Renaudel accuse les communistes français de favoriser Poincaré en attaquant le bloc des radicaux et des socialistes. La social-démocratie allemande a prétendu plus d'une fois que notre refus d'entrer dans la S.D.N. faisait le jeu despires impérialistes, etc... etc...

Si la grande bourgeoisie représentée par Chang-Kai-Chek a besoin de rompre avec le prolétariat, et si le prolétariat révolutionnaire a besoin de rompre avec la bourgeoisie, cela ne témoigne pas de leur solidarité, mais au contraire de leur inconciliable antagonisme social. Les incorrigibles opportunistes se tiennent entre la bourgeoisie et le prolétariat, et accusent les deux flancs « extrêmes » de vouloir rompre le front national et de favoriser la réaction. Accuser l'opposition de faire le jeu de Chamberlain, de Thomas ou de Chang-Kai-Chek, c'est montrer l'esprit borné d'un opportuniste et, du même coup, reconnaître involontairement le caractère prolétarien et révolutionnaire de notre ligne politique.

49. — La Conférence de Berlin, coïncidant avec le début de l'intervention anglaise en Chine, n'a pas osé toucher la question des mesures efficaces à prendre contre les actes de brigandage de l'impérialisme britannique en Extrême-Orient. Y a-t-il preuve plus éclatante de cette vérité que le Comité anglo-russe est incapable de bouger même le petit doigt pour prévenir une guerre ? Mais il n'est pas seulement inutile, il cause un tort incroyable au mouvement révolutionnaire, comme naturellement toute illusion et tout mensonge. En invoquant sa collaboration avec les syndicats soviétiques pour l'« œuvre de paix », le Conseil général pourra calmer et rassurer le prolétariat anglais alarmé par le dan-

ger de guerre. Le Conseil général des syndicats soviétiques joue maintenant le rôle aux yeux de la classe ouvrière d'Angleterre et du monde entier, de garant de la politique internationale des traitres du Conseil général. Du même coup se trouve affaiblie et inopérante la critique des éléments révolutionnaires d'Angleterre contre le Conseil général. Grâce à Purcell, à Hicks et Cie, Mac Donald et Thomas obtiennent la possibilité de conduire les masses ouvrières, maintenues dans un état de léthargie, jusqu'au seuil de la guerre, pour les appeler ensuite à la défense de la patrie démocratique. Le camarade Tomski, dans sa dernière interview (*Pravda*, 8 mai), en critiquant Thomas, Havelock, Wilson et autres mercenaires de la finance, ne dit pas un seul mot du travail clandestin, démoralisateur, endormeur et, par suite, infiniment plus nuisible, des Purcell, Hicks et Cie. Ces « alliés » ne sont pas nommés dans l'interview, tout comme s'ils n'existaient pas. Alors, à quoi bon faire bloc avec eux ? Mais ils existent. Sans eux, Thomas n'existe pas politiquement. Sans Thomas, Baldwin, c'est-à-dire le régime capitaliste en Angleterre, n'existe pas. En dépit de nos meilleures intentions, soutenir le bloc avec Purcell, c'est en réalité soutenir tout le régime britannique et favoriser son action en Chine. Après tous les événements, cela est clair pour tout révolutionnaire qui a été à l'école de Lénine. Ainsi, notre collaboration avec Chang-Kai-Chek a endormi la vigilance du prolétariat chinois et facilité par là le coup d'Etat d'avril.

LA THEORIE DES STADES ET LA THEORIE DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS.

50. — La justification de principe de la tactique opportuniste a été cherchée dans la théorie « suiviste » des « stades » ou des « degrés », maintes fois énoncée ces derniers temps par Staline. Réclamer la pleine indépendance organique et politique du parti communiste chinois, ce serait sauter plusieurs degrés. Réclamer l'organisation soviétique pour les ouvriers et les paysans entraînés dans la guerre civile, ce serait sauter à travers plusieurs « stades ». Réclamer la rupture du bloc politique avec les traitres du Conseil général, qui accomplissent actuellement un travail ignoble, ce serait brûler les étapes. Le Gouvernement national, bourgeois et conservateur du K.M.T., le commandement militaire de Chang-Kai-Chek, le Conseil général, en un mot, toute institution fondée par la pression des classes possédantes et dominantes, et constituant un obstacle au mouvement révolutionnaire des masses devient, selon cette théorie, un « degré » de l'histoire, auquel il faut adapter sa politique jusqu'au jour où « les masses elles-mêmes » le bousculeront. Une fois entrée dans cette voie, notre politique, de facteur révolutionnaire, se change fatalement en facteur de conservation. La marche de la Révolution chinoise et le sort du Comité anglo-russe en fournissent un avertissement menaçant.

51. Des faits comme les échecs des grandes grèves du prolétariat anglais l'année dernière et de la Révolution chinoise cette année, ne peuvent être sans conséquences pour le mouvement ouvrier international, de même que ne fut pas sans conséquences la défaite du prolétariat allemand en automne 1923. L'affaiblissement temporaire inévitable des positions révolutionnaires est par lui-même un grand mal. Il peut devenir pour longtemps irréparable, avec une orientation erronée, avec une ligne stratégique faussée. C'est précisément aujourd'hui, pendant le reflux temporaire de la Révolution, qu'il faut combattre plus que jamais toutes les manifestations d'opportunisme et d'étroitesse nationale et défendre l'internationalisme révolutionnaire.

En acceptant le principe de non-intervention, notre délégation, quelles que soient ses intentions, favorise les tendances les plus décadentes et les plus conservatrices de la classe ouvrière. Il n'y a rien d'étonnant à ce que certains groupements ouvriers, plus retardataires ou fatigués, considèrent l'intervention dans la grève anglaise ou dans la Révolution chinoise comme une erreur. Ils raisonnent de plus en plus de la manière suivante : « Ne nous enseigne-t-on pas que nous pouvons construire le socialisme dans notre pays, même sans révolution dans les autres pays, pourvu qu'il n'y ait pas d'intervention ? Il faut donc faire une politique qui ne provoque pas d'intervention. Intervenir en Angleterre et en Chine est une erreur, puisque cette politique, sans donner de résultats positifs, pousse la bourgeoisie sur la voie des interventions militaires et par là menace la construction du socialisme dans notre pays. »

Sans aucun doute, après les nouvelles défaites du mouvement révolutionnaire international, la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, indépendamment de la volonté de ses auteurs, servira de justification, de fondement et de consécration à toutes les tendances qui, aspirant à limiter les objectifs révolutionnaires à l'envergure diminuée de la lutte, à l'étroitesse nationale et conservatrice.

Or, le moindre écart dans la direction de la « non-intervention », couvert ou non par la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, augmente le danger de la menace impérialiste au lieu de le diminuer.

En ce qui concerne la révolution chinoise, il est parfaitement clair et incontestable que, seule, une plus profonde emprise sur les masses, seul un programme social plus radical, seul le mot d'ordre des soviets ouvriers et paysans peuvent constituer une protection sérieuse contre une attaque militaire de l'extérieur. Seule, une révolution sur l'étendard de laquelle les travailleurs et les opprimés inscrivent bien nettement leurs revendications propres, est capable d'intéresser vraiment non seulement le prolétariat international, mais aussi les soldats du capitalisme. Nous le savons par

expérience. Nous l'avons vu et vérifié pendant la guerre civile, sous Archangel, à Odessa et en d'autres lieux. La direction des traîtres opportunistes n'a pas protégé Nankin contre la mise à sac, elle a ouvert l'accès du Yang-Tsé-Kaing aux bâtiments ennemis. Une direction révolutionnaire, en présence d'un puissant mouvement social, rendra les eaux du Yang-Tsé brûlantes pour les flottes de Georges, de Chamberlain et de Mac Donald. En tout cas, c'est là le seul moyen et le seul espoir de défense.

L'élargissement du front soviétique est en même temps la meilleure défense de l'U.R.S.S. C'est une sottise, dans la situation actuelle, de dire que notre position internationale a empiré ou peut empirer par suite d'erreurs « de gauche ». Si elle a empiré, c'est par suite de la défaite est un événement historique et international, indépendamment du fait que nous y soyons mêlés. Si nous n'étions pas intervenus, l'impérialisme intervenant, nous lui aurions seulement facilité la tâche contre la Chine et contre nous-mêmes. Mais, il y a intervention et intervention. La sorte d'intervention la plus fautive et la plus dangereuse est celle qui prétend arrêter à mi-chemin la marche de la Révolution. La paix est au centre de notre politique internationale. Mais même le tenant le plus extrême de l'école de Martinov n'osera jamais dire que notre politique de paix peut contredire le développement de la Révolution chinoise, ou que ce dernier peut contredire notre politique de paix. Les deux se complètent mutuellement. Le meilleur moyen de défendre l'U.R.S.S. sera de surmonter la contre-révolution de Chang-Kai-Chek et de porter le mouvement à un stade plus élevé. Repousser dans de pareilles conditions les soviets en Chine, c'est désarmer la Révolution chinoise. Proclamer le principe de non-intervention à l'égard du prolétariat européen, c'est affaiblir son avant-garde révolutionnaire. L'un et l'autre affaiblissent du même coup la situation de l'U.R.S.S., principale citadelle du prolétariat international.

Nous voyons ainsi les erreurs s'ajouter aux erreurs pour donner dans l'ensemble une ligne qui s'écarte de plus en plus de celle du bolchevisme. Les voix de la critique et des avertissements sont interprétées comme des obstacles. Le déplacement de la ligne officielle vers la droite se complète par des coups contre la gauche. Continuer dans cette voie mettrait en danger extrême, et l'Etat soviétique, et l'I.C. Garder le silence sur ces dangers à la face de l'avant-garde prolétarienne internationale serait trahir le drapeau du communisme.

Nous ne doutons pas un seul instant qu'or puisse réparer les erreurs, redresser les écarts, corriger la ligne adoptée, tout cela sans crise et sans secousses. La voix des faits est trop éloquente, les leçons de l'expérience sont trop évidentes. Il faut seulement que notre parti, le parti communiste de l'U.R.S.S. et celui du

monde entier, obtienne toute possibilité d'apprécier librement et calmement les faits et d'en tirer les conclusions convenables. Nous croyons fermement qu'il les tirera dans un esprit d'unité révolutionnaire.

Le 7 Mai 1927.

L. TROTSKY.

LE DISCOURS DE TCHEN DU HSIU SUR LES TACHES DU P.C. CHINOIS

(Epilogue)

52. A quoi sert le marxisme dans la politique ? A comprendre ce qui est et à prévoir ce qui sera. Il faut prévoir avant d'agir. Nous savons déjà ce qu'il est advenu des prédictions du camarade Staline : une semaine avant le coup d'Etat de Tchang Kai Chek, il défendait celui-ci et faisait de la réclame pour lui en invitant à utiliser les gens de droite, leur expérience, leurs liaisons (discours aux fonctionnaires de Moscou, le 5 avril). Dans les thèses que nous avons analysées, Staline donne un autre modèle de sa clairvoyance qui a été éprouvée aussi par la vie. La question centrale de notre critique des thèses de Staline a été formulée par nous ci-dessus, de la façon suivante : « Existe-t-il déjà un nouveau centre de la révolution ou ne faut-il le créer que maintenant ? » Staline a prétendu qu'en Chine, après le coup d'Etat de Tchang Kai Chek il y a « deux gouvernements, deux armées et deux centres : le centre révolutionnaire à Wouhan et le centre contre-révolutionnaire à Nankin ». Staline a prétendu que l'on ne peut instaurer les soviets, car ce serait le soulèvement contre le centre de Wouhan, contre l'« unique gouvernement » dans la Chine du Sud. Nous avons qualifié cette caractéristique de la situation de « fautive, superficielle, vulgaire », nous avons appelé ce soi-disant gouvernement de Wouhan la « direction de Wouhan » et nous avons prouvé que dans la Chine du Sud, après la brusque volte-face de la guerre civile vers une autre ligne de classe, il n'y a pas encore de gouvernement et que c'est maintenant qu'il faut en créer un.

Dans *La Pravda* du 15 mai, on a reproduit le discours du camarade Tchen Du Hsiu au Congrès du P.C. chinois (29 avril). Ni Staline ni nous, nous n'avons ce discours lorsque Staline a écrit ses thèses et que nous en avons fait la critique. Tchen Du Hsiu ne caractérise pas la situation sur la base d'une analyse générale des circonstances, mais sur la base de ses observations immédiates. Que dit Tchen Du Hsiu du nouveau mouvement révolutionnaire ? Il déclare curieusement que « ce serait une faute » de considérer le gouvernement de Wouhan comme un organe de la dictature démocratique révolutionnaire : « ce n'est pas encore un gouvernement des masses ouvrières et paysannes, mais uniquement un bloc de chefs ». Mais n'est-ce pas mot pour mot ce que nous avons dit contre Staline ?

Staline écrivait : « Il n'y a pas d'autre pouvoir gouvernemental maintenant que le gouvernement du Kuomintang révolutionnaire. » Nous lui avons ré-

pondu : « La position bureaucratique et conforme à l'appareil à l'égard du gouvernement révolutionnaire ne fait que dégager par ces mots son odeur nauséabonde ! Les classes viennent et s'en vont, mais la continuité du gouvernement du Kuomintang demeure (apparemment), mais il ne suffit pas d'appeler Wouhan le centre de la révolution pour qu'il le devienne réellement. » (Voir plus haut.) Ainsi, au lieu de faire voir clairement aux révolutionnaires chinois, et en première ligne aux communistes, que le gouvernement de Wouhan va se briser la tête, qu'il s'imaginera qu'il est déjà lui-même le seul gouvernement en Chine, au lieu de se tourner sans ménagement contre l'hypocrisie décorative des révolutionnaires petits-bourgeois qui a déjà fait périr tant de révolutions, au lieu de crier directement aux oreilles du centre peu sûr, hésitant, vacillant de Wouhan : « Ne vous laissez pas tromper par les apparences extérieures, ne vous laissez pas étourdir par l'éclat de vos propres dénominations et manifestes, commencez à faire le dur travail journalier, mettez debout les masses, édifiez des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, instaurez un pouvoir gouvernemental révolutionnaire. » Au lieu de tout cela, Staline se précipite contre le mot d'ordre des Soviétiques et soutient les pires préjugés bureaucratiques et les opinions superstitieuses de ces révolutionnaires de malheur qui ont peur des soviets populaires mais qui, par conséquent, croient aux taches d'encre noires de la correspondance du Kuomintang.

Le camarade Tchen Du Hsiu caractérise sur la base de ses propres observations la situation, exactement avec les mêmes mots par lesquels nous l'avons caractérisée sur la base de considérations théoriques. Pas de gouvernement révolutionnaire, mais uniquement un bloc des chefs. Or cela ne signifie nullement que le camarade Tchen Du Hsiu tire de justes conclusions des circonstances qu'il a caractérisées justement. Comme il a les pieds et les poings liés par de fausses directives, Tchen Du Hsiu tire des déductions qui contredisent radicalement sa propre analyse. Il dit : « Devant nous se trouve la tâche de commencer à édifier un gouvernement révolutionnaire et démocratique véritable, dès que la situation se sera transformée dans le domaine du gouvernement national et que la menace de l'intervention étrangère et de l'offensive des militaristes aura disparu. »

Il nous faut le dire ici directement et ouvertement : poser ainsi la question, c'est prendre le chemin de la perte le plus sûr et le plus court. La création d'un véritable gouvernement révolutionnaire s'annulant sur les masses du peuple est reléguée au moment où les dangers auront disparu, mais le danger central ne consiste-t-il pas dans le fait qu'au lieu d'un gouvernement révolutionnaire dans la Chine du Sud, il n'y a provisoirement qu'un bloc des chefs. C'est ce mal principal qui décuple tous les autres dangers, y compris aussi le danger militaire. Si l'on veut se préserver dans une mesure aussi grande que possible de la bande

des militaristes étrangers et de sa « propre » bande militariste, il faut devenir fort, s'affermir, s'organiser, s'armer. Il n'y a pas d'autres voies. Il ne faut pas se cacher la tête dans le sable. Les artifices ne servent de rien. Il faut éveiller l'enthousiasme des masses, leur résolution à lutter et à mourir pour leur propre cause. Mais il faut pour cela se saisir aussi profondément que possible des masses, au point de vue politique et de l'organisation. Il faut immédiatement, sans perdre une seule heure, leur donner un programme d'action révolutionnaire et la forme d'organisation des soviets. Il n'y a pas d'autres voies. Si l'on retarde la création d'un gouvernement révolutionnaire jusqu'au moment où n'importe qui aura écarté de n'importe quelle manière les dangers de guerre, on s'engage sur le chemin de la perte le plus sûr et le plus court.

54. En ce qui concerne le mouvement agraire, le camarade Tchen Du Hsiu reconnaît loyalement que le programme agraire du parti (abaissement des fermages) est complètement insuffisant. Le mouvement paysan, dit-il, « se transforme dans la lutte pour la terre. La paysannerie se soulève spontanément et veut régler elle-même la question de la terre ». Plus loin Tchen Du Hsiu déclare ouvertement : « Nous avons suivi une politique trop pacifique. Maintenant il est nécessaire de confisquer la grande propriété... » Si l'on développe de façon marxiste le contenu de ces paroles, elles complètent la condamnation la plus dure de toute la ligne passée du parti communiste chinois, ainsi que de l'I.C., dans la question agraire de la révolution chinoise. Au lieu de dire à l'avance le cours du mouvement agraire, de fixer à temps les mots d'ordre et de les jeter par le moyen des ouvriers, des soldats révolutionnaires et des paysans avancés dans les masses paysannes, le parti communiste chinois est resté énormément en arrière du mouvement agraire spontané. Peut-il y avoir une forme plus dégoûtante de « suivisme » ? « Nous avons suivi une politique trop pacifiste. » Mais que signifie la politique pacifique d'un parti révolutionnaire à l'époque d'une révolution agraire spontanée ? Elle signifie la faute historique la plus lourde qu'un parti du prolétariat puisse jamais commettre. Politique pacifique (abaissement des fermages), alors que le paysan lutte déjà spontanément pour la terre, ce n'est pas une politique de compromission mencheviste, mais une politique de compromission libérale. Seul un philistin, gâté par une soi-disant sagesse d'Etat, ne le comprend pas, mais en aucun cas un révolutionnaire ne saurait s'y tromper.

55. Mais de sa caractéristique juste, et par conséquent mortelle des rapports du parti avec le mouvement agraire, le camarade Tchen Du Hsiu ne tire pas seulement des conclusions fausses, mais aussi directement néfastes : « Il est nécessaire maintenant de confisquer la grande propriété terrienne, mais en même temps de faire des concessions aux petits propriétaires terriens avec lesquels il faut que

l'on compte. — En principe, l'on ne peut attaquer une telle façon de poser la question. Il faut déterminer clairement qui passe pour petit propriétaire terrien, et dans quelle partie de la Chine, comment et dans quelles limites il faut compter avec eux. Or Tchen Du Hsiu dit ici :

« Cependant il est nécessaire d'attendre aussi pour confisquer la grande propriété terrienne le développement ultérieur des actions militaires, la seule décision juste est dans le moment présent le principe de l'approfondissement de la révolution et seulement après son élargissement. »

Cette voie est la plus sûre, la plus déterminée, c'est le chemin le plus court de la perte. Le paysan s'est déjà soulevé pour s'emparer des terres des grands propriétaires fonciers. Notre parti, dans une contradiction monstrueuse avec son programme, avec son nom, mène une politique agraire pacifique-libérale. Tchen Du Hsiu lui-même déclare qu'« il est maintenant (?) nécessaire de confisquer la grande propriété terrienne », mais aussitôt il réfléchit que l'on « ne doit pas tomber dans un extrémisme de gauche » (ce sont les propres paroles de Tchen Du Shiu) et il ajoute que l'on doit, jusqu'à la confiscation de la grande propriété terrienne « attendre le développement ultérieur des actions militaires » que l'on doit d'abord élargir la révolution et que l'on ne doit l'approfondir que plus tard.

Mais tout ceci n'est-il pas une répétition aveugle de l'ancienne formule, depuis longtemps connue et périmée, de la duperie nationale-libérale des masses : d'abord la victoire, ensuite la réforme. Nous allons d'abord « élargir » le sol — pour qui ? Pour les grands propriétaires terriens — et ensuite après la victoire nous nous occuperons en toute tranquillité de l'« approfondissement ». Tout paysan chinois intelligent et de raison moyenne répondra au camarade Tchen Du Hsiu : « Si le gouvernement de Wouhan au moment actuel où il se trouve environné d'ennemis et pour qui l'aide paysanne est une question de vie ou de mort, si ce gouvernement n'ose pas maintenant nous donner les terres des grands propriétaires fonciers ou s'il ne le veut pas, une fois qu'il sera sorti du cercle qui l'enserme, une fois qu'il aura vaincu ses ennemis avec notre aide, il nous donnera exactement autant de terre que Tchang Kai Cheik en a donné aux ouvriers de Changai ». Il faut dire en pleine clarté : la formule agraire du camarade Tchen Du Shiu qui a pieds et poings liés par la fausse direction des représentants de l'I.C. n'est objectivement rien d'autre que la formule de désolidarisation du P.C. chinois de ce mouvement agraire réel qui se produit maintenant en Chine et qui apporte une nouvelle vague de la révolution chinoise.

Pour renforcer et approfondir cette vague on a besoin de conseils paysans avec le drapeau déployé de la révolution agraire non après la victoire, mais immédiatement, afin d'assurer la victoire.

Si l'on ne veut pas permettre que la vague paysanne se brise et se disperse en écume, il faut unir les conseils paysans aux conseils ouvriers dans les villes et les

centres industriels et ajouter encore aux conseils ouvriers, des conseils de la population pauvre pris dans les secteurs citadins du commerce et de l'artisanat.

Si l'on ne veut pas permettre que la bourgeoisie enfonce un coin entre les masses révolutionnaires de l'armée il faut intégrer les conseils de soldats dans la chaîne révolutionnaire.

Il faut aussi vite que possible, aussi hardiment que possible, aussi énergiquement que possible approfondir la révolution, non après la victoire, mais immédiatement, sinon il n'y aura pas de victoire.

L'approfondissement de la révolution agraire, la prise de possession immédiate du sol par les paysans affaibliront sur-le-champ Tchang Kai Cheik, porteront le trouble dans les rangs de ses soldats et dresseront l'hinterland paysan. Il n'y a pas d'autre chemin pour la victoire et il ne peut y en avoir d'autre.

Avons-nous réellement, en l'espace de vingt ans, fait trois révolutions pour oublier l'A. B. C. de la première d'entre elles ? Celui qui pendant la révolution agraire fait une politique pacifique, celui-là est perdu. Celui qui renvoie les choses, qui vacille, qui attend, qui perd du temps, celui-là est perdu. La formule de Tchen Du Hsiu est la voie la plus assurée pour conduire la révolution à sa perte.

Il se trouvera des calomnieurs pour dire que nos paroles sont dictées par la haine contre le P.C. chinois et ses chefs. N'a-t-on pas dit en son temps que notre position dans le Comité anglo-russe signifiait une position hostile au P.C. britannique ? Les événements ont confirmé que c'est précisément nous qui avons agi à l'égard des communistes britanniques comme de fidèles révolutionnaires et non comme des flagorneurs bureaucratiques. Les événements confirmeront — ils le confirment chaque jour — que notre critique des communistes chinois était dictée par une position révolutionnaire plus sérieuse, plus marxiste, à l'égard de la révolution chinoise, que ne l'était la position des flagorneurs bureaucratiques qui approuvent tout après coup pourvu qu'ils n'aient rien à prévoir pour l'avenir.

Le fait que le discours du camarade Tchen Du Hsiu est reproduit dans la *Pravda* sans un seul mot de commentaire, qu'à ce discours aucun article n'est consacré démasquant son cours néfaste, ce fait doit remplir chaque révolutionnaire du plus grand souci, car ne s'agit-il pas de l'organe central du parti de Lénine ?

Que les endormeurs ne viennent pas nous parler des « fautes inévitables d'un jeune parti communiste ». Il ne s'agit pas de fautes isolées. Il s'agit de la faute, des fautes. Il s'agit de la fausse ligne fondamentale dont les thèses du camarade Staline sont l'expression achevée.

L'ACCORD FINAL NECESSAIRE

Dans le numéro du *Messenger Socialiste* du 9 mai, on lit dans l'article qui accompagne les thèses du camarade Staline :

« Si l'on fait abstraction des paroles qui enveloppent obligatoirement les thèses d'un chef communiste, on ne peut ob-

jecter beaucoup à l'essentiel de la ligne qui y est tracée. Autant que possible ne pas sortir du Kuomintang et se cramponner jusqu'à la dernière extrémité à son aile gauche et au gouvernement de Wouhan, « éviter un combat décisif dans des conditions défavorables » ; ne pas lancer le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » afin de ne pas mettre dans les mains des ennemis du peuple chinois de nouvelles armes pour lutter contre la révolution et pour forger à nouveau la légende qu'en Chine ce n'est pas une révolution nationale qui a lieu, mais une transplantation artificielle de la soviétisation moscovite — que peut-il y avoir en effet de plus sage pour les bolcheviks après que le « front unique » est visiblement et irrémédiablement détruit et que dans les « circonstances tout à fait défavorables » on a brisé tant de porcelaine ? » (*Message Socialiste* n° 9 (151), page 1.)

Donc après que le *Message Socialiste* a reconnu dans son numéro du 23 avril tâches de la révolution chinoise « de façon Martinov analyse dans la *Pravda* les son très impressionnante » et « tout à fait à la manière menchevique », l'éditorial de l'organe central des mencheviks déclare dans son dernier numéro que l'on peut objecter « à peine quelque chose à l'essentiel de la ligne » qui est tracée dans les thèses du camarade Staline. Cette coïncidence des lignes politiques dispense d'explications particulières.

Mais il y a plus encore, le même article du *Message Socialiste* dit plus loin sur un ton méprisant — nous citons littéralement — « La ligne de Radek qui, couverte par des mots d'ordre tout à fait « de gauche » (sortie du Kuomintang, « propagande du système des soviets », etc.) exige en réalité « qu'on se retire simplement et qu'on laisse faire le jeu... » (*Message Socialiste* n° 9 (151), page 2). La ligne de Radek est caractérisée ici par des phrases d'éditoriaux et de feuillets de la *Pravda*. Il ne peut d'ailleurs pas en

être autrement : Radek ne peut rien dire ouvertement de sa ligne dans la presse, sinon le parti apprendrait que la ligne de Radek est confirmée par tous les événements. La rédaction du *Message Socialiste* représente « la ligne de Radek » non seulement avec les phrases de la *Pravda*, mais elle les apprécie aussi en pleine communauté de vues avec les articles de la *Pravda*. D'après Dan, la ligne de l'opposition donne la possibilité, « couverte par des mots d'ordre tout à fait « de gauche » en réalité de « laisser faire le jeu ». Nous avons déjà lu dans des articles de la *Pravda* qu'« il faut dire une messe mortuaire » pour la révolution chinoise, qu'il faut que les communistes chinois « rentrent en eux-mêmes », qu'ils renoncent aux « grandes actions et aux grands plans » et que tout ceci est le « sermon de la liquidation de la révolution chinoise », si l'on accepte la ligne de l'opposition. Cela a été dit littéralement, par exemple dans l'éditorial de la *Pravda* du 16 mai 1927. Nous voyons que c'est mot pour mot ce que dit Dan, ou plus exactement Dan dit de l'opposition, mot pour mot, ce que la *Pravda* en a dit dans une série de ses articles. Dan approuve les thèses de Staline et se moque du « liquidateur » Radek qui couvre son liquidationnisme de phrases tout à fait de gauche. Maintenant tout est clair : le liquidationnisme de Radek est le même liquidationnisme jugé comme liquidationnisme par le fameux révolutionnaire Dan. Tel est ce que l'éditorial du *Message Socialiste* présente comme enseignement à ceux qui sont encore incapables d'apprendre quelque chose.

Il est vraiment d'une grande importance que l'article cité du *Message Socialiste* soit arrivé à Moscou la veille de l'ouverture de la séance du C. E. de l'I. C. qui doit largement délibérer sur le problème de la révolution chinoise.

17 mai 1927.

La lutte pour la Paix et le Comité Anglo-Russe

Toute la situation internationale et toutes les tendances de son développement font de la lutte contre la guerre et de la défense de l'U.R.S.S. comme premier Etat prolétarien, la tâche centrale du prolétariat international. Mais précisément, cette situation tendue exige la clarté, une ligne politique exacte et la ferme correction des erreurs commises. En 1920, Lénine écrivait :

« L'attitude politique du parti envers ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs du sérieux du parti et de l'accomplissement réel de ses obligations envers sa classe et envers les masses travailleuses. Reconnaître ouvertement ses erreurs, en découvrir les lacunes, analyser les circonstances qui les ont engendrées, examiner attentivement les moyens de corriger les erreurs, voilà le signe auquel se reconnaît un parti sérieux, voilà ce qu'est l'accomplissement de ses obligations, voilà ce qui constitue l'éducation et l'enseignement de la classe et ensuite des masses. » (Lénine, t. XVII, p. 147, édition russe.)

Que voyons-nous, cependant, aujourd'hui ?

Les allégations relatives à la « situation tendue d'aujourd'hui » servent à justifier et à couvrir des fautes de toutes sortes, les confusions, les déviations les plus grossières hors du bolchevisme, les capitulations les plus révoltantes. Mais l'opportunisme ne peut nullement se justifier par la situation présente, car il rend celle-ci cent fois plus dangereuse. Dans des conditions difficiles, une direction juste est tout particulièrement nécessaire. Se taire sur les erreurs de la direction, en face des dangers menaçants serait le plus grand crime envers le parti et envers la Révolution. Seuls, de pitoyables fonctionnaires ne se souvenant pas du passé et sans souci du lendemain, peuvent repousser la critique des erreurs comme constituant « une spéculation sur les difficultés ». Avec des tendances de cette nature, nous n'avons absolument rien de commun. Plus est grand le danger, plus énergiquement nous désasquons les erreurs et plus nous posons dans toute leur acuité les questions essentielles.

1. La guerre est la continuation de la politique, par d'autres moyens. La lutte contre la guerre est la continuation de la politique révolutionnaire contre le régime capitaliste.

Comprendre le sens de cette pensée, c'est trouver la clé de toutes les erreurs opportunistes dans les questions relatives à la guerre. L'impérialisme est, non un facteur extérieur se suffisant à lui-même, mais l'expression la plus haute des tendances fondamentales du capita-

lisme. La guerre est le moyen le plus haut de la politique de l'impérialisme. La lutte contre la guerre impérialiste peut et doit être la plus haute expression de la politique internationale du prolétariat.

L'opportunisme ou le radicalisme qui passe dans le camp de l'opportunisme, incline toujours à considérer la guerre comme un phénomène tellement *exceptionnel*, qu'il exige des infractions aux principes essentiels de la politique révolutionnaire. Le centrisme transige avec les méthodes révolutionnaires, mais sans y croire. C'est pourquoi, à la minute critique, en invoquant la situation *originale* et les circonstances *exceptionnelles*, il est toujours porté à échanger les méthodes révolutionnaires contre les méthodes opportunistes. Un tel changement brusque dans la politique du centrisme ou du soi-disant radicalisme provoque naturellement et d'une manière particulièrement aigüe le danger de guerre. Aussi, sur cette pierre de touche, nous devons, avec la plus grande intransigeance, vérifier les tendances fondamentales de l'Internationale communiste.

2. A l'heure actuelle, il est maintenant clair pour tout le monde que le Comité anglo-russe doit être considéré, non comme une organisation syndicale, dans laquelle les communistes entrent afin de lutter en vue de conquérir l'influence sur les masses, mais comme un bloc politique « original » s'assignant des buts définis, et dirigeant en premier lieu son activité contre les dangers de guerre. C'est pourquoi, en se basant sur l'expérience et sur l'exemple du Comité anglo-russe, il est nécessaire de vérifier, avec une attention décaplée, les méthodes de lutte contre la guerre afin de dire ouvertement au prolétariat, et d'une manière précise, *ce qu'il ne faut pas faire*, si nous ne voulons pas détruire l'Internationale communiste et faciliter le sanglant travail de l'impérialisme contre le prolétariat international et contre l'U.R.S.S.

3. Le camarade Boukharine a donné au Præsidium du C.E. de l'I.C. du 11 mai une nouvelle interprétation de notre capitulation de Berlin devant le Conseil général. Il a déclaré nécessaire de considérer cette capitulation, non sur le plan de la lutte révolutionnaire internationale du prolétariat, mais sur le plan de la réaction « diplomatique » s'opposant à l'offensive de l'impérialisme contre l'U.R.S.S.

Nous disposons de divers moyens pour notre action internationale : le Parti, l'Internationale communiste, les syndicats, la diplomatie, la presse, etc... Notre activité dans le domaine syndical nous est dictée par les tâches de la lutte des classes. Mais ceci n'est qu'« une règle

générale. Il nous arrive, dans quelques cas, à titre d'exception — selon Boukharine — d'utiliser les organisations du mouvement syndical comme des moyens pour l'action diplomatique. Tel fut précisément le cas en ce qui concerne le Comité anglo-russe. Nous avons capitulé devant le Conseil général, considéré non comme Conseil général, mais comme agence du gouvernement anglais. Nous avons pris l'engagement de ne pas intervenir, non pas conformément à la ligne politique du parti, mais conformément à la ligne nécessitée par les intérêts de l'Etat. Telle est, en substance, la nouvelle interprétation de la capitulation de Berlin qui, ainsi que nous le montrerons, rend celle-ci encore plus dangereuse.

4. La transaction de Berlin du Conseil Central de la C.G.T. soviétique avec le Conseil général fut examinée lors du récent Plenum d'avril au Comité Central de notre parti. Pour défendre la décision de la Conférence de Berlin sont intervenus non les diplomates, mais les camarades Tomski, Andreïef, Melnitchansky, c'est-à-dire les camarades les plus en vue parmi nos militants syndicaux. Tous ces camarades, en défendant la capitulation de Berlin, ont accusé l'opposition de ne pas comprendre le rôle et les méthodes du mouvement syndical, et ont affirmé qu'il n'est pas possible d'agir sur la masse syndicale en rompant avec l'appareil, qu'il n'est pas possible d'agir sur l'appareil en rompant avec ses couches supérieures, et que ce sont précisément ces considérations qui ont dicté l'attitude de nos militants syndicaux à Berlin.

Maintenant, le camarade Boukharine explique que les décisions de la Conférence de Berlin se présentent, au contraire, comme une exception, comme une infraction aux méthodes bolchéviques employées en principe pour agir sur les syndicats, infraction commise au nom de tâches diplomatiques passagères, mais impérieuses. Pourquoi le camarade Boukharine et, de concert avec lui, le camarade Tomski, ne nous ont-ils pas expliqué cela au dernier Plenum de notre Comité Central ? Est-ce que, comme il faut l'espérer, les sténogrammes du Plenum d'avril seront communiqués au parti, à titre de matériel tout à fait instructif ? La nouvelle théorie du camarade Boukharine sera, il faut le supposer, mise à la disposition au moins des cadres du parti. Par suite, nous posséderons deux explications également officielles et faisant également autorité. Selon l'une d'elles, notre politique de Berlin est notre politique bolchévique de principe dans les syndicats. Selon l'autre, notre politique de Berlin est une infraction aux principes de la politique bolchévique.

5. D'où vient une si monstrueuse contradiction, au cours de quelques semaines ? Elle vient de l'impossibilité de se maintenir, ne serait-ce qu'un mois, sur la position d'avril. Quand notre délégation partit à Berlin, elle n'était pas en possession de l'explication donnée ensuite par Boukharine, de l'attitude qu'elle allait prendre. Est-ce que le camarade Boukharine lui-même était alors en pos-

session de cette explication ? En tout cas, elle ne s'était nulle part exprimée par quoi que ce soit. Au Plenum d'avril, le camarade Boukharine s'est tu. L'opposition, malgré la brièveté du temps qui lui fut attribué, réussit à montrer la totale incompatibilité de notre politique de Berlin avec les principes élémentaires du bolchevisme. Le camarade Tomski, rapporteur, ne tenta même pas dans son discours de clôture de répondre à nos arguments. Le sténogramme du Plenum d'avril n'a pas encore réussi à sortir de l'imprimerie (nous espérons qu'il finira par être publié) que déjà nous sommes en possession d'une nouvelle et épineuse explication de notre capitulation d'avril. Il est absolument clair que cette explication a été imaginée après coup.

6. La chose est encore plus claire si nous remontons en arrière, c'est-à-dire à l'origine de la question. Après que le Conseil général, où les éléments de gauche rivalisèrent avec ceux de droite, eut brisé la grève générale de la manière la plus abjecte, l'opposition du P.C.U. exigea la rupture immédiate avec le Conseil général, afin de faciliter et d'accélérer la libération de l'avant-garde prolétarienne de l'influence des traîtres. La majorité du C. C. nous opposa ce point de vue que, malgré la politique contre-révolutionnaire du Conseil général, lors de la grève, l'intérêt de notre action révolutionnaire sur le prolétariat anglais exigeait, paraît-il, le maintien du Comité anglo-russe. C'est précisément alors que le camarade Staline exprima la théorie des stades par-dessus lesquels il est impossible de sauter. Sous le nom de « stades », il faut entendre, dans le cas donné, non pas le niveau politique des masses, — différent dans les diverses couches — mais le niveau des couches supérieures conservatrices, reflétant la pression de la bourgeoisie sur le prolétariat et menant une lutte implacable contre les couches avancées du prolétariat.

Prenant le contrepied de cela, l'opposition souligna que le maintien du Comité anglo-russe, après sa trahison ouverte et claire, terminant la précédente période d'« évolution à gauche », aboutirait, par voie de conséquences inéluctables, à une atténuation inadmissible de notre critique, des leaders du Conseil général, et tout au moins de leur aile « gauche ». On nous répliqua — le camarade Boukharine tout le premier — que c'était là une calomnie révoltante, que la liaison organique ne limite pas le moins du monde notre critique révolutionnaire, que nous ne consentirions aucune concession sur les principes, que le Comité anglo-russe serait seulement pour nous un pont organique vers les masses. A personne il n'est alors venu à l'esprit de justifier le maintien du Comité anglo-russe en faisant appel à des considérations d'ordre diplomatique, nécessitant temporairement un écart à la ligne révolutionnaire. Bien mieux, si qui que ce soit parmi l'opposition avait envisagé une telle éventualité, il eût été soumis à cette méthode de critique, grossière et empoisonnée, qui, toujours davantage, fut de mode pendant la période qui vient de s'écouler, méthode

de critique remplaçant le bagage idéologique perdu.

7. L'opposition a prédit par écrit que le maintien du Comité anglo-russe renforcerait toujours davantage la position politique du Conseil général et que celui-ci, d'accusé, se changerait inéluctablement en accusateur. On a déclaré que cette prédiction était le fruit de notre « ultra-gauchisme ». Une théorie particulière, et absolument risible, il faut le dire en passant, fut créée, selon laquelle exiger la rupture du Comité anglo-russe équivaudrait à exiger des ouvriers la sortie des syndicats. Par cela même, la politique du maintien du Comité anglo-russe devait revêtir le caractère d'une question de principe exceptionnellement importante.

8. Mais, bien vite déjà, il s'est avéré qu'il faut choisir entre le maintien de la liaison organique avec le Conseil général et le droit de nommer les traîtres par leur nom. La majorité du B. P. a penché toujours davantage en faveur du maintien à tout prix du Comité anglo-russe. Pour atteindre ce but, cela va de soi, on n'est pas obligé de « sauter par-dessus les stades » mais on est obligé, politiquement, de descendre degré par degré. Cela se voit de la manière la plus claire possible par les trois conférences du Comité anglo-russe : A Paris, en juillet 1926, à Berlin, en août 1926 et, de nouveau à Berlin, en avril 1927. A chaque fois, notre critique du Conseil général est devenue de plus en plus prudente, évitant par ses détours de toucher aux éléments de « gauche », c'est-à-dire aux traîtres les plus dangereux pour la classe ouvrière.

9. En se livrant à une série de pressions successives, le Conseil général sentit qu'il tenait solidement en main les représentants du Conseil Central des Syndicats soviétiques. D'accusé, il se transforma en accusateur. Il comprit que si les bolcheviks n'avaient pas rompu sur la question de la grève générale, question d'une exceptionnelle importance internationale, ils ne rompraient pas ultérieurement, quelles que soient les exigences qu'on leur formule. Nous voyons comment le Conseil général, sous la pression de la bourgeoisie anglaise, a, d'une manière toujours plus énergique, mené l'offensive contre le Conseil Central des Syndicats soviétiques. Celui-ci a battu en retraite, a cédé. On a expliqué cette retraite par des considérations de stratégie révolutionnaire relatives au mouvement syndical, mais nullement par des considérations diplomatiques. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le rapport des camarades Tomski, Andréief et autres, ainsi que les discussions au Plenum de notre Comité Central et de notre Bureau Politique. Nous ne parlerons pas de certaines d'articles parus dans notre presse communiste internationale et relatifs à notre « ultra-gauchisme » dans la question du Comité anglo-russe. Il faudrait, sous forme de morceaux choisis, éditer les passages tirés de ces discours et articles en les disposant dans l'ordre chronologique. Naturellement et inéluctablement, la ligne suivie par notre Bureau Politique a trouvé son achèvement au dé-

but d'avoir à la Conférence du Comité anglo-russe. La capitulation du Conseil Central des Syndicats soviétiques sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier international ne fut donc ni un écart inattendu, ni une manœuvre ardue. Elle fut le couronnement inéluctable, et depuis longtemps prédit par nous, de toute la ligne politique suivie dans cette question. De cela seul, il résulte clairement que les allégations relatives aux nécessités de la manœuvre diplomatique sont des arguments tirés par les cheveux et invoqués après coup.

Au début du mois de juin de l'année dernière, le camarade Boukharine fut, comme on l'a dit, le créateur de cette théorie, en vertu de laquelle la nécessité de travailler dans les syndicats réactionnaires mènerait, à ce qu'il paraît, à maintenir en toutes circonstances le Comité anglo-russe. Contre toute évidence, Boukharine alors, nia bel et bien que le Comité anglo-russe est un bloc politique et affirma qu'il est une « organisation syndicale ».

Aujourd'hui, Boukharine crée une nouvelle théorie, en vertu de laquelle notre séjour dans le Comité anglo-russe, acheté au prix d'une capitulation absolument sans principe, répond non pas aux exigences de « l'organisation syndicale », mais à la nécessité de maintenir précisément le bloc politique avec le Conseil général au nom de nos buts diplomatiques.

La théorie actuelle de Boukharine se présente en contradiction directe avec sa théorie d'hier. Ces théories ont seulement entre elles ceci de commun qu'elles sont toutes les deux fausses à 100 % et qu'elles ont été toutes deux tirées par les cheveux pour justifier, après coup, dans deux étapes différentes, le glissement de la ligne du bolchevisme vers la ligne de la collaboration.

11. Que la droite trahisse en cas de guerre, cela est reconnu sans conteste même par Boukharine. En ce qui concerne les éléments de « gauche », ceux-ci trahiront « vraisemblablement ». Mais s'ils trahissent ce sera, selon les paroles même de Boukharine, « à leur manière », en ne nous soutenant pas, en jouant le rôle de ballast par rapport au gouvernement anglais. Si lamentables que soient ces considérations, il est nécessaire cependant de les démolir.

Admettons pour une minute qu'il en soit réellement ainsi. Si donc, les éléments de gauche nous trahissent « à leur manière », c'est-à-dire moins activement, d'une manière plus voilée que les éléments de droite, ce ne sera pas pour les beaux yeux de la délégation du Conseil Central des Syndicats soviétiques, mais à cause des ouvriers anglais. Telle est la ligne générale de la politique des éléments de « gauche » dans toutes les questions intérieures comme extérieures : trahir, mais « à leur manière ». Cette politique leur est avantageuse, pour eux-mêmes. Alors pourquoi sommes-nous donc obligés de payer les éléments de « gauche » au prix d'une infraction à notre politique pour qu'ils fassent leur politique à eux, politique qu'ils sont de

toute manière obligés de mener dans leur propre intérêt ?

12. Mais en quel sens les éléments de « gauche » seront-ils un ballast pour le Gouvernement ? Evidemment, dans le même sens qu'ils furent un « ballast » lors de la guerre impérialiste ou qu'ils en sont un aujourd'hui, lorsque l'Angleterre fait la guerre contre la Révolution chinoise et lorsque les conservateurs même leur campagne contre les Trade-Unions. Les éléments de « gauche » critiquent le Gouvernement en se tenant dans des limites telles qu'ils ne l'empêchent pas de remplir son rôle d'exploiteur et de spoliateur. Dans ces limites, les éléments de « gauche » expriment leur mécontentement des masses, afin de réfreiner l'activité révolutionnaire de celles-ci.

Au cas où le mécontentement des masses se ferait jour, hors de ces limites, les éléments de « gauche » s'efforceraient de le maîtriser et de le réduire à néant. Si les éléments de « gauche » ne critiquaient pas, ne dénonçaient pas, n'attaquaient pas la bourgeoisie, ils ne pourraient pas la servir « à leur manière ».

Si donc on reconnaît que les éléments de « gauche » sont un ballast, on reconnaît par là même qu'ils sont ce ballast utile, opportun, nécessaire, sauveur, sans lequel le navire de l'impérialisme britannique aurait sombré depuis longtemps déjà.

Il est vrai que les Die Hards fulminent contre les éléments de « gauche ». Mais c'est afin de les maintenir dans la crainte de Dieu, afin de ne pas leur permettre de franchir les limites prescrites, afin de ne pas faire pour leur « ballast », de dépenses superflues. Dans le mécanisme impérialiste, les Die Hards sont un rouage aussi nécessaire que les éléments de « gauche ».

Mais, est-ce que, sous la pression des masses, les éléments de « gauche » peuvent franchir les limites qui leur sont assignées par le régime bourgeois ? Cet argument inattendu est aussi mis en circulation.

Que la pression révolutionnaire des masses puisse réduire le jeu de Chamberlain, Thomas, Purcell, cela est incontestable. Mais, toutefois, la discussion ne consiste pas à se demander si le mouvement révolutionnaire international du prolétariat est avantageux pour l'Etat ouvrier, mais à se demander si, par notre politique, nous l'aidons ou le gênons.

La pression des masses, toutes choses égales d'ailleurs, sera d'autant plus forte que les masses seront davantage alarmées par la perspective de la guerre, qu'elles s'en rapporteront moins au Conseil général, qu'elles se fieront moins aux traitres de « gauche » (traitres « à leur manière »). En signant « à l'unanimité », avec la délégation, la déclaration relative à la guerre, déclaration fautive, mensongère, lamentable, nous tranquillisons par cela même les masses, nous apaisons ses angoisses, nous l'endormons, et, par suite, nous diminuons sa pression sur les éléments de « gauche ».

11. La capitulation de Berlin peut être justifiée par « les intérêts internationaux

de l'U.R.S.S. ». Ici, l'erreur de Boukharine devient particulièrement criante. Ce sont précisément les intérêts de l'U.R.S.S. qui souffrent le plus et le plus immédiatement de la politique erronée du Bureau Politique envers le Conseil général. Rien n'est plus susceptible de nous causer autant de dommages que les erreurs et les fautes dans le camp révolutionnaire du prolétariat. Nos ennemis, les impérialistes expérimentés et clairvoyants, nous ne les trompons pas. Aux pacifistes chancelants, l'erreur aide à chanceler davantage. Quant à nos amis les plus sûrs, les ouvriers révolutionnaires, la politique des illusions et des fautes ne peut que les tromper et les affaiblir.

C'est précisément pourquoi Lénine écrivait dans les directives pour notre délégation au Congrès pacifiste de La Haye, où il nous arriva d'avoir affaire avec ces mêmes trade-unionistes, coopérateurs, etc... :

« Il me semble que si nous disposons à La Haye de quelques hommes capables de prononcer un discours contre la guerre, dans une langue ou une autre, le plus important sera de réfuter l'opinion selon laquelle les membres de la Conférence seraient des adversaires de la guerre, l'opinion selon laquelle ils comprendraient comment la guerre peut et doit fondre sur eux au moment le plus inattendu, l'opinion selon laquelle ils auraient, si peu que ce soit, conscience des moyens de lutte à employer contre la guerre, l'opinion selon laquelle, ils seraient, en quelque mesure que ce soit, en état d'entreprendre une démarche sensée, et atteignant au but, en ce qui concerne la lutte contre la guerre. »

Tome XX. 2^e partie, page 530, édition russe.)

Quel intérêt Lénine avait-il en vue en écrivant ces mots : « les intérêts internationaux de l'U.R.S.S. ou les intérêts révolutionnaires du prolétariat international » ? Dans une question si essentielle, Lénine ne les opposait pas et ne pouvait les opposer les uns aux autres. Lénine estimait que la moindre tolérance de notre part vis-à-vis des illusions pacifistes des trades-unionistes aggraverait les difficultés de la lutte réelle contre la guerre et porterait également dommage et au prolétariat international et à l'U.R.S.S. Par là, Lénine avait en vue les pacifistes consciencieux et non les briseurs de grève tarés, voués, après Mai 1926, par toute leur attitude, à une chaîne de trahisons ultérieures.

15. Là-dessus, Boukharine réplique : « Les décisions de Berlin seraient inadmissibles si nous n'avions pas agi par l'intermédiaire des syndicats. Mais est-ce que, par les moyens du Parti, nous ne pouvons pas compléter ou améliorer ce qui a été fait à Berlin ? Vovez : N'avons-nous pas critiqué le Conseil général dans les articles de la *Pravda*, dans les discours des communistes anglais, etc. »

Cet argument est un véritable poison pour la conscience révolutionnaire. Ce mot de Boukharine signifie seulement que nous soutenons le Conseil général « à notre manière » au moment même

où ce dernier soutient « à sa manière » l'Etat impérialiste. Le fait que nous « critiquons » le Conseil général est, dans ce cas, la couverture nécessaire de notre soutien du Conseil général, de notre bloc avec lui.

Les articles de la *Pravda* (qui bégayent au plus haut point dans la question de Purcell et Co), les travailleurs anglais ne les lisent pas. Tandis que les décisions de la Conférence de Berlin ont été publiées dans la presse du monde entier. Quant aux articles des communistes anglais, seule une petite minorité du prolétariat anglais les connaît. Mais tout ouvrier anglais sait qu'entre Purcell et Tomski il y a des « rapports cordiaux », une « compréhension mutuelle » et un « accord unanime ». La conduite de la délégation du Conseil Central des Syndicats soviétiques, représentant le prolétariat victorieux de l'Union soviétique, pèse d'un poids beaucoup plus lourd que les discours des communistes anglais et, par là même, désavoue leur critique qui, du reste, est tout à fait insuffisante, limitée qu'elle est par le Comité anglo-russe.

En un mot, la capitulation du Conseil Central des Syndicats soviétiques, consentie au nom du bloc avec Purcell, est le fait essentiel du mouvement ouvrier international, dans le moment présent. Les articles « de critique » de la *Pravda*, les nouvelles et toujours nouvelles « théories » de Boukharine ne sont que l'ornement de ce fait.

16. De quelle manière la transaction, pseudo-pacifiste et pourrie d'un bout à l'autre, avec les traitres que, d'un commun accord, nous avons déjà déclaré être « les uniques représentants » du prolétariat anglais, de quelle manière une telle transaction peut-elle renforcer nos transactions internationales ? Est-ce que la conférence de Berlin n'a pas eu lieu dans la période d'ouverture des hostilités de la part du gouvernement anglais contre la Chine et dans la période des préparatifs de semblables hostilités dirigées contre nous ? Les intérêts de notre situation internationale exigeaient, avant tout, que l'on nommât ouvertement les choses par leur nom. Au lieu de cela, nous les avons tués : Chamberlain connaît ces faits et a besoin de les cacher. Les masses anglaises ne connaissent pas exactement ces faits et ont besoin que nous les leur apprenions. Les ouvriers pacifistes, honnêtes, en face de ces faits, peuvent se transporter sur une ligne révolutionnaire. Les abjects mercantils du pacifisme qui forment le Conseil général ne peuvent parler à haute voix de ces faits qui, dans le meilleur des cas et sans aucun doute possible, dévoileraient aux yeux de tous le complot silencieux tramé d'accord avec Chamberlain contre les ouvriers anglais, contre la Chine, contre l'U.R.S.S. et contre le prolétariat international.

Qu'avons-nous donc fait à Berlin ? Usant de toute l'autorité de l'Etat ouvrier, nous avons aidé les laquais « pacifistes » de l'impérialisme à garder leur secret de voleur. Pire que cela, nous avons pris sur nous la responsabilité de

ce secret. Nous avons proclamé devant le monde entier que dans la lutte contre la guerre, nous sommes « en accord unanime » avec les agents de Chamberlain dans le Conseil général. Ainsi, nous avons affaibli la force de réaction du prolétariat anglais contre la guerre. Ainsi, nous avons augmenté la liberté d'action de Chamberlain. Ainsi, nous avons fait tort à la situation internationale de l'U.R.S.S.

Plus concrètement, il faut dire : la capitulation de Berlin du Conseil Central des Syndicats soviétiques, devant le Conseil général a, d'une manière extraordinaire, facilité à Chamberlain l'agression contre les institutions soviétiques de Londres, avec toutes les conséquences possibles que comporte cet acte.

17. Il ne faut pas oublier que, en partie, grâce à la situation insulaire de l'Angleterre et à l'absence de dangers immédiats à ses frontières, les réformistes anglais, lors de la dernière guerre, se sont permis certaines « libertés » de paroles, plus grandes que leurs confrères continentaux en trahison. Mais, en général, ils ont rempli le même rôle. Maintenant, avec leur expérience de la guerre impérialiste, les réformistes et, en particulier, ceux de « gauche », s'efforceront, en cas de nouvelle guerre, de jeter encore plus de poudre aux yeux des travailleurs qu'en 1914 et 1918.

Très vraisemblablement, à l'occasion de l'agression contre les institutions soviétiques à Londres, agression qu'ils ont préparée par toute leur politique, les éléments « de gauche » feront entendre leur protestation deux tons plus haut que les libéraux. Mais si le Comité anglo-russe était, en quelque mesure que ce soit, capable, d'aider non pas Chamberlain, mais nous-mêmes, est-ce que les deux parties contractantes n'auraient pas dû déjà se concerter au cours des premières 24 heures, sonner l'alarme et s'adresser aux masses en leur parlant le langage répondant au sérieux de la situation. Mais il n'en fut pas, il n'en sera pas ainsi. Le Comité anglo-russe n'a pas existé lors de la grève générale, quand le Conseil général se refusait à recevoir « l'argent maudit » du Conseil Central des Syndicats soviétiques ; le Comité anglo-russe n'a pas existé lors de la grève des mineurs ; le Comité anglo-russe n'a pas existé lors du bombardement de Nankin, et le Comité anglo-russe ne pourra pas exister en cas de rupture des relations diplomatiques entre l'Angleterre et l'U.R.S.S. Cette rude vérité, il faut la dire aux ouvriers. Il faut les en prévenir honnêtement. C'est cela qui renforcera l'U.R.S.S.

18. On peut répliquer : mais est-ce que de notre part des concessions à la bourgeoisie ne sont pas admissibles ? Et si l'on considère le Conseil général actuel comme une agence de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier pour-quoi donc ne serait-il pas possible de faire des concessions au Conseil général en vertu des mêmes considérations selon lesquelles nous faisons des concessions au capitalisme ? Quelques camarades

commencent à se tourner vers cette formule qui se présente comme un modèle classique de défiguration du léninisme dans des buts de politique opportuniste.

Lorsque nous sommes contraints de faire des concessions à nos ennemis de classe, nous les faisons au patron lui-même et non à ses commis menchévistes. Nous ne masquons jamais, n'enjolivons jamais nos concessions. Lorsque nous avons accepté l'ultimatum de Curzon, nous avons expliqué aux ouvriers anglais qu'eux et nous ensemble nous n'étions pas encore assez forts pour relever immédiatement le défi de Curzon. Nous avons payé rançon pour l'ultimatum de Curzon, pour éviter la rupture diplomatique : nous avons mis à nu, en posant clairement la question, les rapports réels de classe et par là nous avons affaibli les réformistes, nous avons renforcé notre situation internationale comme celle du prolétariat international.

Mais à Berlin, nous n'avons absolument rien reçu de Chamberlain. Les concessions que nous avons faites aux intérêts du capitalisme anglais (nouveau couronnement du Conseil général, principes de non-intervention, etc.), nous les avons faites sans obtenir en retour quelque concession que ce soit (ne pas rompre les relations, pas de guerre). Et simultanément, nous avons tout masqué, dépeignant nos concessions aux capitalistes comme le triomphe de l'unité de la classe ouvrière. Chamberlain a reçu beaucoup gratis. Les traitres du Conseil général ont reçu beaucoup. Nous, nous avons reçu une compromission. Le prolétariat international a reçu trouble et confusion. L'impérialisme anglais est sorti renforcé de la conférence de Berlin. Nous en sommes sortis affaiblis. Mais on dit : la rupture avec le Conseil général, en un moment aussi tendu, aurait signifié que nous ne pouvons vivre en paix même avec les travailleurs organisés d'Angleterre. Cela aurait donné un atout aux impérialistes, etc., etc... Cet argument est faux dans sa racine même. Il aurait été, cela va de soi, infiniment plus avantageux de rompre avec le Conseil général comme le voulait l'opposition, aussitôt après qu'il eut trahi la grève générale. La présente année aurait été employée non en lamentables galanteries avec les traitres, mais en les dénonçant impitoyablement. Pendant l'année écoulée, les occasions n'ont pas manqué pour cela. Une telle politique aurait obligé les capitulaires de gauche du Conseil général à lutter pour garder le reste de leur réputation, à se délimiter à droite, à dévoiler à demi Chamberlain, en un mot à démontrer aux ouvriers que les « gauches » ne sont, après tout, pas si mauvais que les moscovites le disent. Cela eut approfondi la scission au sein du Conseil général. Et quand les gredins du réformisme se disputent entre eux, beaucoup de choses secrètes surgissent en pleine clarté et les ouvriers ne peuvent qu'y gagner. Une lutte de cette nature contre le Conseil général eut été, au sein du mouvement ouvrier, une forme de lutte beaucoup plus claire contre la politique de Chamberlain. Dans cette lutte, les cadres

ouvriers révolutionnaires d'Angleterre auraient appris pendant une année à pourchasser avec beaucoup d'adresse les gredins du Conseil général et à dévoiler la politique de Chamberlain. L'impérialisme anglais rencontrerait aujourd'hui de bien plus grandes difficultés. En d'autres termes, si en juin dernier on avait adopté la politique proposée par l'opposition, la situation internationale de l'U.R.S.S. serait maintenant plus forte. Venant en retard, la rupture aurait dû survenir au moins lors de la grève des mineurs, ce qui aurait été pleinement compréhensible et pour le million de mineurs et pour quelques millions d'ouvriers trompés qui avaient participé à la grève générale. Cependant, nos propositions furent écartées comme incompatibles avec les intérêts du mouvement syndical international. Les conséquences de ceci sont connues. Elles ont été fixées à Berlin. Affirmer aujourd'hui qu'une ligne erronée dans sa racine même, ayant cause déjà de si grands dommages, doit être maintenue désormais en considération des difficultés de la situation internationale, cela signifierait essentiellement sacrifier la situation internationale de l'U.R.S.S. afin de couvrir des erreurs de direction. Toutes les nouvelles théories de Boukharine n'ont pas d'autre sens.

20. La correction des erreurs, actuellement, et avec un retard d'une année, ne peut donner que des avantages sans aucun inconvénient. Chamberlain dira que les bolchéviks ne sont pas capables de rester longtemps avec ses trade-unionistes, mais les ouvriers honnêtes, un tant soit peu conscients diront : les bolchéviks russes, extrêmement patients, qui n'ont pas rompu avec le Conseil général, même lors de nos grèves, n'ont pas pu rester amis plus longtemps avec lui, alors qu'il s'est refusé à lutter contre la destruction de la Révolution chinoise et contre la nouvelle guerre que trame Chamberlain. La décoration pourrie du Comité anglo-russe de Berlin sera rejetée. Les ouvriers verront les faits réels, les rapports réels. Qui donc perdra à cela ? L'impérialisme qui a besoin de décorations pourries ! L'U.R.S.S. et le prolétariat international y gagneront.

21. Revenons-en cependant encore une fois à la nouvelle théorie de Boukharine. En contrepois à Tomski, Boukharine, comme nous le savons, dit que la résolution de Berlin est non la politique du front unique, mais une infraction à cette politique, provoquée par des circonstances exceptionnelles. En quoi consistent donc ces circonstances ? Elles consistent dans le danger de guerre, c'est-à-dire la question la plus importante de la politique de l'impérialisme et de la politique du prolétariat mondial. Ce fait, à lui seul, doit déjà obliger tout révolutionnaire à dresser l'oreille. De cela, il résulte que la politique révolutionnaire vaut pour les circonstances plus ou moins « normales ». Mais lorsque devant nous se dresse une question de vie ou de mort, il faut substituer à la politique révolutionnaire une politique de collaboration.

Lorsque Kautsky a justifié la faillite de la II^e Internationale, en 1914, il imagine

Après coup, la théorie selon laquelle l'Internationale est l'instrument de la paix et non de la guerre. En d'autres termes, Kautsky proclama que la lutte contre l'Etat bourgeois est normale en temps de paix, mais que dans les « circonstances exceptionnelles » de la guerre, on est obligé de faire des exceptions et de faire bloc avec l'Etat bourgeois, tout en continuant à « critiquer » celui-ci dans la presse.

Aujourd'hui, pour le prolétariat international, il s'agit non seulement de lutter contre l'Etat bourgeois, comme en 1914, mais de défendre immédiatement l'Etat prolétarien. Mais, précisément, l'intérêt de cette défense exige de la part du prolétariat international, en cas de danger de guerre, non pas une atténuation, mais une plus grande acuité dans la lutte contre l'Etat bourgeois. Seul le danger réel pour la bourgeoisie de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, peut détourner ou conjurer le danger que présente la guerre pour le prolétariat. En d'autres termes, le danger de guerre requiert non pas le passage de la politique révolutionnaire à la politique de la collaboration, mais au contraire, une conduite plus énergique, plus intransigeante de cette politique révolutionnaire. La guerre pose toujours toutes les questions avec plus de vigueur. Elle admet infiniment moins encore que l'état de paix les biais et les demi-mesures. Si, en temps de paix, le bloc avec les Purcell, traîtres à la grève générale, a été une entrave, alors, au moment où menacent les dangers de guerre, ce bloc est un intolérable fardeau pour notre classe ouvrière.

Admettre cette pensée que s'écarter du bolchevisme pour aller vers l'opportunisme serait justifié par les circonstances desquelles dépend la vie ou la mort de notre Etat, signifierait une capitulation de principes devant l'opportunisme : car que vaut cette politique révolutionnaire dont on est obligé de s'écarter dans les circonstances les plus critiques ?

22. Est-il en général possible d'utiliser une fois les syndicaux dans l'intérêt de la politique internationale de classe et une autre fois, en vue de buts diplomatiques qui auraient quelque chose de particulier ? Est-ce qu'on peut fonder un ordre de choses tel que les mêmes représentants du P.C.U., de l'I.C. et de la C.G.T. soviétique, en parlant du Conseil général, diraient dans un cas que ce sont des traîtres et des gredins et dans un autre que ce sont des amis et des gens en plein accord avec nous. Suffit-il ensuite d'expliquer en secret qu'il faut comprendre la première affirmation dans un sens révolutionnaire de classe et la seconde dans un sens diplomatique ? Est-ce qu'on peut parler avec sérieux d'une telle politique ?

Après la Conférence de Berlin, le mot de « traître » par rapport aux agents menchéviks de la bourgeoisie, a perdu terriblement de sa valeur. Mais des expressions telles que « rapports cordiaux », « compréhension mutuelle » et « accord unanime » ont aussi perdu de leur valeur ? (ce sont les expressions de

Trotsky). Qui bénéficie de cette combinaison de moyens, combinaison astucieuse d'une manière inaccoutumée ? Elle ne trompe pas une minute nos ennemis. Elle sème seulement la confusion parmi nos amis et affaiblit le poids de nos paroles et de nos actes.

23. La nouvelle théorie de Boukharine n'est pas un domaine isolé. D'une part, on nous dit que la transaction sans principe avec le Conseil Général, sciemment traître, renforce, paraît-il, la défense de l'U.R.S.S. Est-ce que cela ne signifie pas mettre sans dessus dessous les bases mêmes de la politique bolchevique ? Les soviets ouvriers paysans en Chine signifieraient un prolongement grandiose du front soviétique et le renforcement de nos positions mondiales. La transaction passée avec le Conseil Général signifie au contraire l'atténuation des contradictions intérieures en Angleterre et de plus grandes facilités pour Chamberlain dans son œuvre de brigandage contre la Chine et contre nous.

Si l'on admet que les soviets chinois nuisent à notre situation internationale, et que le Conseil Général lui est utile ; alors, il faut reconnaître le principe de « non-intervention » comme juste dans son essence même, mais alors il faut tirer de là les conclusions complémentaires au moins envers Amsterdam. On peut être certain que ces conclusions seront tirées demain, sinon aujourd'hui, sinon par Boukharine lui-même, mais par d'autres. Le nouveau principe des exceptions opportunistes « dans les cas particulièrement importants » peut trouver à s'appliquer largement. Le fait de s'abaisser au niveau des couches supérieures opportunistes du mouvement ouvrier sera motivé dans le monde entier par la nécessité d'éviter l'intervention. La possibilité de construire le socialisme dans un seul pays servira de justification au principe de « non-intervention ». Ainsi, de divers brins sera tressé le nœud coulant qui peut étrangler et tuer les principes révolutionnaires du bolchevisme. Avec tout cela, il est nécessaire une bonne fois d'en finir et pour toujours.

Il faut réparer les manquements. Une campagne internationale contre la guerre et l'impérialisme est nécessaire. Campagne internationale sur une base large et politiquement précise. Notre bloc avec le Conseil Général est à l'heure actuelle le principal obstacle à une telle campagne, de même assurément notre bloc avec Tchang-Kai-Chek fut le principal obstacle sur la voie du développement de la Révolution ouvrière et paysanne en Chine, précisément parce qu'il fut utilisé contre nous par la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Plus la situation internationale deviendra aiguë, plus le Comité anglo-russe se changera, dans une mesure sans cesse croissante, en instrument de l'impérialisme britannique et international dirigé contre nous. Après tout ce qui s'est passé, seuls ne comprendront pas ceux qui ne veulent pas comprendre. Nous avons déjà gaspillé beaucoup trop de temps. Ce serait un crime que de laisser perdre encore un seul jour.

16 mai 1927.

L. TROTSKY.

Deuxième discours de Trotsky sur la Révolution Chinoise

Nous sommes tous d'avis que la révolution chinoise vit et qu'elle vivra. C'est pourquoi la question principale ne consiste pas dans le fait de savoir si l'opposition a donné un avertissement, quand et où elle l'a fait (j'affirme qu'elle a donné cet avertissement et je fais fort de le prouver); la question ne consiste pas à savoir si Trotsky ou Maslov, ont voulu céder le chemin de fer de l'Est chinois, mais la question consiste à savoir ce qu'on a à faire ultérieurement pour arracher la révolution du marécage dans lequel la politique fausse l'a enlisée et de l'amener sur une voie juste. Je veux, en quelques mots, aller au cœur de la question et montrer la divergence absolue entre notre position et la position de Staline.

Staline s'est encore exprimé ici contre les conseils d'ouvriers et de paysans en donnant comme raison que le Kuomintang et le gouvernement de Houan sont des moyens et des instruments suffisants pour la Révolution agraire. Staline prend ainsi sur lui, et il veut faire prendre à l'Internationale, la responsabilité de la politique du Kuomintang et du gouvernement de Houan, de même qu'il a voulu, une fois de plus, prendre sur lui la responsabilité pour la politique de l'ancien « gouvernement national » de Chang Kai Chek (en particulier dans son discours du 5 avril, dont le sténogramme est resté naturellement caché à l'Internationale).

Nous n'avons rien de commun avec cette politique. Nous ne voulons pas prendre sur nous un atome seulement de responsabilités pour la politique du gouvernement de Houan et la direction du Kuomintang, et nous conseillons énergiquement à l'I.C. de se refuser à cette responsabilité. Nous disons directement aux paysans chinois : « Les chefs du Kuomintang de gauche de l'espèce de Wan Tin Wei et Cie vous tromperont irrémédiablement si vous obéissez à la direction de Houan au lieu de créer vos propres conseils indépendants. La révolution agraire est une chose sérieuse. Des politiciens de l'espèce de Wan-Tin-Wei se réuniront dix fois avec Chang Kai Chek dans des conditions difficiles contre les ouvriers et les paysans. Dans de telles conditions, deux communistes, dans un gouvernement bourgeois, deviennent des otages impuissants quand ils ne sont pas une façon de masquer directement la préparation d'un nouveau coup contre les masses laborieuses. Nous disons aux ouvriers de Chine : « Les paysans ne mèneront pas la révolution agraire jusqu'au bout s'ils se laissent guider par des radicaux petits-bourgeois, au lieu que ce soit par vous, les prolétaires révolutionnaires. Aussi édifiez vos

conseils ouvriers, liez-les avec des conseils de paysans, armez-vous par le moyen des conseils, attirez dans les conseils des représentants des soldats, fusillez les généraux qui ne reconnaissent pas les conseils, fusillez les bureaucrates et les bourgeois libéraux qui organiseront des soulèvements contre les conseils. C'est seulement par des conseils de paysans et de soldats que vous attirerez de votre côté la majorité des soldats de Chang Kai Chek. Vous, les prolétaires chinois avancés, vous serez des traîtres à votre classe et à votre mission historique si vous croyez qu'une organisation de chefs, petite bourgeoise et d'esprit de compromission dans sa direction, qui ne compte pas plus de 250.000 adhérents (voir le rapport de Tam Pin Siang) est capable de remplacer des Conseils ouvriers, paysans et soldats, groupant des millions et des millions. La Révolution chinoise, bourgeoise-démocratique, ira de l'avant et vaincra, dans la forme soviétique, ou elle ne vaincra pas du tout. »

« Le programme du camarade Chen Dou Siu, à savoir la « réorganisation » du gouvernement de Hank'ou, et la confiscation des terres des grands propriétaires terriens renvoyée jusqu'à ce que le danger de guerre soit écarté, est le chemin de la défaite le plus sûr et le plus rapide. Le danger de guerre est le danger de classe. On n'en peut venir à bout qu'en détruisant les gros propriétaires terriens, en anéantissant les agents de l'impérialisme et de Chang Kai Chek et en édifant des Conseils. C'est précisément en cela que consiste la révolution agraire, la révolution nationale authentique (au sens léniniste du mot, et non au sens de Martinov).

Passons maintenant aux questions intérieures du P.C. de l'U.R.S.S. :

Dans des moments aussi critiques que le moment actuel la règle principale de la politique révolutionnaire consiste à méditer jusqu'au bout une question et à s'exprimer jusqu'au bout, en pleine clarté, sans aucune hypocrisie, sans aucune réticence. Il s'agit de l'opposition dans le P.C. de l'U.S. et de la question de savoir ce qui sera par la suite en liaison avec les difficultés internationales et la perspective d'une guerre.

Il serait évidemment insensé de croire que l'opposition pourrait renoncer purement et simplement à ses opinions. Ces questions seront décidées d'après l'examen des événements. L'examen des six derniers mois écoulés depuis le 7^e Plenum élargi, a montré et prouvé, à notre avis, que la ligne de l'opposition a subi avec succès l'épreuve des plus grands événements, de la révolution chinoise, et

qu'elle a permis de prévoir et de prédire justement toutes les étapes dans la question du Comité anglo-russe, c'est-à-dire essentiellement dans la question d'Amsterdam, mais par suite aussi de la II^e Internationale.

Un travail commun est-il possible ? Je vous en ai nommé les diplomates, ne nommant que les plus importants. Je pourrai citer des centaines et des milliers d'ouvriers du Parti de l'opposition qui sont à des postes divers dans le pays. Quelqu'un osera-t-il dire que des oppositionnels, comme par exemple le commissaire du peuple aux Postes et Télégraphes, Ivan Nikitch Smirnov ou le chef de l'inspection ouvrière et paysanne pour l'Armée et la Marine, Mouralox, le commissaire du peuple à l'intérieur, Boloborodov, etc., ont plus mal accompli leur devoir que d'autres ? Mais tout l'artifice consiste, pour l'appareil du parti, à retirer les oppositionnels du parti, à commencer par les ouvriers qualifiés dans les usines. Ils sont poursuivis, déplacés, jetés dehors, quelle que soit la qualité de leur travail, uniquement et exclusivement à cause de leurs opinions oppositionnelles qu'ils défendent par les méthodes du parti. Le camarade Smilga, membre du Comité central, un des plus vieux bolcheviks, un des héros de la Révolution d'octobre et de la guerre civile, un de nos économistes les plus éminents, on essaie maintenant qu'approche le Congrès du parti, de l'expédier en Extrême-Orient, à Chabarovsk, au travail du Plan, c'est-à-dire simplement pour l'isoler politiquement. Exactement de la même façon, on essaie maintenant de se débarrasser du camarade Saitov, qui a sur le dos plus de 20 ans de travail du parti ininterrompu en lui proposant de partir aussi vite que possible, soit en Turquie, soit sur la Terre de Feu, soit dans la planète Mars, n'importe où, pourvu seulement qu'il disparaisse. On a voulu, à tout prix, expédier en Angleterre où il se sentira à peu près comme un poisson sur le sable, un des plus vieux membres du parti, un prolétaire du terroir, Kouklin, ancien membre du C.C. (il a été écarté du C.C. parce qu'il appartient à l'opposition). Ce sont tous des révolutionnaires sans tâche, des combattants de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile. Je pourrais continuer jusqu'à l'infini la liste de ces exemples. Cette méthode est pernicieuse. Elle désorganise le parti. Un travail pratique commun est tout à fait possible. Cela est prouvé par toute notre expérience. Assurer un travail commun de ce genre dans l'intérêt de notre Etat ouvrier, cela dépend tout à fait du C.C. qui s'engage, il est vrai, dans une voie tout à fait opposée.

Je le répète : un travail commun consciencieux est possible, malgré que les divergences se soient approfondies pendant cette dernière année. Dans les questions internationales où de formidables événements se sont passés, cela se manifeste clairement. Mais dans les questions intérieures aussi, le développement entre maintenant dans une nouvelle phase. Ce n'est pas seulement la guerre, mais aussi

le danger de guerre lui-même qui posent brutalement toutes les questions devant nous. Chaque classe examine nécessairement avant une guerre, les questions fondamentales de la politique. Le koulak, le fonctionnaire, le Nepman, relèvent la tête et se demandent : Quel genre de guerre cela sera-t-il, qu'est-ce qu'elle nous donnera, par quelles méthodes sera-t-elle conduite ? D'autre part, l'ouvrier des villes comme l'ouvrier des champs et comme le paysan pauvre, examineront, face aux dangers de guerre, de façon plus sévère les conquêtes de la Révolution, les avantages et les inconvénients du régime soviétique, et ils se demanderont : De quel côté la guerre va-t-elle modifier les rapports de forces ? Va-t-elle grandir le rôle des chefs ou celui des masses inférieures ? Va-t-elle redresser la ligne de classe prolétarienne du parti ou va-t-elle, sous prétexte d'une « guerre nationale » (interprétée à la Staline), augmenter la déviation dans la direction des chefs ?

Les éléments bourgeois, chez nous, se sont fortement accrus ; la lutte des deux tendances à ses racines dans les classes. Comme il n'existe qu'un parti dans notre pays, cette lutte se fait à travers notre parti.

On a parlé ici avec la plus grande légèreté, avec la légèreté la plus criminelle de la désagrégation de l'opposition, de la scission de l'opposition, et ce sont des orateurs qui en avaient moins que quoique le droit à cause de tout leur passé. Mais je ne veux pas m'arrêter sur eux. Ces hommes ont été amenés par une vague et ils seront balayés par une autre.

Oustrialov, l'ennemi le plus perspicace du bolchevisme, exige depuis longtemps qu'on expulse les oppositionnels et qu'on fasse la scission avec l'opposition. Oustrialov est le représentant de la nouvelle bourgeoisie qui sort de la Nep et des parties les plus vivaces de l'ancienne bourgeoisie qui veulent s'appuyer sur la nouvelle. Oustrialov ne veut pas « sauter par dessus les degrés ». Oustrialov défend ouvertement la politique de Staline et réclame seulement de Staline d'être plus résolu dans la liquidation de l'opposition. Mettez-vous bien ces faits dans l'esprit.

Lorsque, d'autre part, Mac Donald s'oppose à l'intervention, il exige qu'on ne trouble pas les « politiciens pratiques » de bon sens qui en finissent avec les « propagandistes de la III^e Internationale » — telles sont exactement les paroles de Mac Donald — c'est-à-dire qu'il ne faut pas troubler Staline dans son œuvre de destruction de l'opposition. Chamberlain, par ses mesures de brigandage, veut hâter le même processus. Les méthodes diverses concourent au même but : briser la ligne prolétarienne, détruire les liaisons internationales de l'Union soviétique, contraindre le prolétariat russe à renoncer à s'ingérer dans les affaires du prolétariat international. Peut-on douter que Mac Donald ne protestera pas du fait qu'on n'a pas laissé le camarade Zinoviev assister à la session de II.C. ? Mac Donald se vantera

de sa propre clairvoyance si vous faites la politique de destruction et de scission contre l'opposition. Mac Donald va dire: Les hommes politiques pratiques rompent avec les propagandistes de la III^e Internationale.

La tentative de présenter l'opposition comme un groupe de ~~amis~~ est une grossière tromperie. L'opposition est une expression de la lutte des classes. La faiblesse d'organisation de l'opposition ne répond pas du tout à son poids spécifique dans le parti et dans la classe ouvrière. La force du régime actuel du parti consiste dans le fait qu'il modifie, par des méthodes artificielles, le rapport des forces dans le parti. Le lourd régime bureaucratique actuel, dans le parti, reflète la pression des autres classes sur le prolétariat. Hier, quatre-vingt vieux membres du parti, des bolchéviks éprouvés, ont envoyé au Comité central une déclaration dans laquelle ils soutiennent complètement le point de vue que nous développons ici. Ce sont tous des camarades qui ont derrière eux 10, 15, 20 et plus encore d'années de travail ininterrompu dans le parti bolchevik. Etant donné ces faits, parler de je ne sais quel trotskysme, c'est falsifier la question de façon ridicule et pitoyable. Les révisionnistes qualifient le contenu révolutionnaire du marxisme de blanquisme, pour pouvoir combattre plus facilement le marxisme. Les camarades qui se détournent de la ligne bolchévisque qualifient maintenant le contenu révolutionnaire du léninisme de trotskysme pour pouvoir lutter plus facilement contre le léninisme. Nous en avons eu un exemple classique dans le discours du camarade Kirusinen, qui s'exprime comme un social démocrate allemand de la province.

Pendant la dernière période du développement du Parti, on n'a porté des coups que contre la gauche. La raison fondamentale en est la série de défaites du prolétariat à l'échelle internationale et le renforcement qui en est résulté de l'orientation à droite dans notre parti. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que de grandes défaites provoquent un triomphe momentané de la ligne opportuniste. Après la défaite de la grande grève en Angleterre et de la Révolution chinoise, on veut porter un nouveau coup à l'opposition, c'est-à-dire à la ligne révolutionnaire de gauche au sein du parti de l'U.S. et de l'I.C. Il est hors de doute que le discours de principe le plus achevé a été tenu ici par le nouveau chef du nouveau cours, Martinov, le charlatan du bloc des quatre classes. Que signifie cela ? C'est un renforcement plus grand encore de la déviation à droite. Cela représente le danger de voir triompher les tendances d'Oustrialov. Les Oustrialov ne veulent pas sauter par dessus les degrés ou les étapes, c'est pourquoi ils sont maintenant ouvertement pour Staline. Mais il est évident qu'ils ne songent pas à rester auprès de lui, il n'est pour eux qu'un degré. Pour eux, il s'agit de détruire la barrière de gauche à l'intérieur du P.C. de l'U.S., d'affaiblir la ligne prolétarienne, de transformer le

système soviétique en un instrument de la petite bourgeoisie, afin d'en arriver directement à la restauration du capitalisme et le plus vraisemblablement sous sa forme bonapartiste.

Le danger de guerre pose fortement toutes les questions. La ligne de Staline est la ligne des demi-mesures, des hésitations entre les tendances de gauche et de droite, tout en soutenant effectivement le cours de droite. L'accroissement du danger de guerre contraindra Staline à choisir. Il s'est efforcé de nous prouver que son choix était déjà fait. Après le massacre des ouvriers chinois par la bourgeoisie, après la capitulation du Bureau politique devant Purcell, après les discours de Tchen-Dou-Siu, dans la Pravda, Staline ne voit les ennemis qu'à « gauche » et il dirige son feu contre eux. Quelques douzaines de camarades du parti, de vieux bolchéviks éprouvés, principalement de Moscou et de Léninegrad, lancent un avertissement au parti par une lettre collective dénonçant les dangers intérieurs menaçants. Nous ne doutons pas que des milliers de combattants du parti se joindront à eux, sans craindre ni les menaces ni les provocations et qu'ils sauront, malgré toutes les barrières mécaniques, pénétrer jusqu'à l'opinion publique du parti et redresser, par le moyen du parti, par les méthodes du parti, la ligne révolutionnaire et bolchéviste.

Fraterniser avec Purcell et charger furieusement contre Zinoviev, embellir et vanter les chefs bourgeois du Kuomintang et charger furieusement contre l'opposition de gauche dans le P.C. de l'U.S. et dans d'autres pays, tout cela se tient étroitement. C'est un cours déterminé. Contre ce cours, nous lutterons jusqu'au bout. Staline a dit que l'opposition formait un front unique avec Chamberlain, avec Mussolini et Tchang-Tso-Lin. A cela je réponds : Rien n'a facilité autant le travail de Chamberlain que la fausse politique de Staline, en particulier en Chine. On ne peut pas perdre la révolution qu'à moitié. Le coup de Londres est la quitte pour le coup de Martinov en Chine. Sur cette voie, on ne peut qu'accumuler les défaites.

Staline veut visiblement faire la tentative de représenter l'opposition comme si elle était quelque chose comme la garde auxiliaire de Chamberlain. C'est tout à fait dans l'esprit de ses méthodes. Hier Michel Romanov, aujourd'hui Chamberlain. Mais il se trompera encore davantage dans ses calculs qu'il ne s'est trompé dans ses espoirs concernant Chang-Kai-Chek et Purcell. Contre Chamberlain, il faut combattre sérieusement et il faut, pour cela, mettre debout et réunir les masses ouvrières au sein du pays et dans le monde entier. Les masses, on ne peut les mettre debout, les réunir et les aguerrir que par une ligne de classe juste. Lorsque nous luttons pour une ligne révolutionnaire juste contre la ligne de Staline, nous préparons les meilleures conditions de la lutte contre Chamberlain. Ce n'est pas nous

qui aidons Chamberlain; ce qui l'aide, c'est la fausse ligne politique.

Pas un seul prolétaire honnête ne croira cette ignominie insensée du front unique de Chamberlain et de Trotzky. Mais le parti réactionnaire de la petite bourgeoisie, le koulakisme croissant des Cent Noirs, ceux-là peuvent le croire ou faire

comme s'ils le croyaient pour réaliser jusqu'au bout la destruction de la ligne révolutionnaire prolétarienne et de ses représentants. Si l'on livre un doigt au démon du chauvinisme, on s'y perd tout entier. Par ces accusations empoisonnées, Staline lui livre ce doigt. Nous le disons ici et nous le dirons ouvertement devant le prolétariat international.

Déclarations des camarades Trotsky et Vouyovitch au Plenum de l'Exécutif (Juin 1927)

La nouvelle résolution contre l'opposition est le couronnement de la ligne qui est incontestablement et indiscutablement une déviation de droite de la ligne marxiste-léniniste.

Les causes objectives de cette déviation sont : les défaites du prolétariat international, la stabilisation provisoire du capitalisme et le ~~triumphé~~ ~~talent~~ développement socialiste dans l'U.R.S.S.

Le résultat d'une série de défaites — avec une direction rampant faussement à la queue de la bourgeoisie — a été l'accroissement et le renforcement de la déviation de droite. Cette déviation approfondit les conséquences des défaites de la classe ouvrière et rend plus difficile la préparation de ses victoires.

La défaite du prolétariat allemand, en 1923, la défaite en Bulgarie et en Estonie, les défaites dans les grandes grèves en Angleterre, finalement la défaite du prolétariat chinois, n'ont pas seulement renforcé la social-démocratie aux dépens du Parti communiste, mais elles ont aussi renforcé au sein du Parti communiste l'aile droite aux dépens de l'aile gauche. L'aile droite, de son côté, utilise le puissant appareil, frappe exclusivement à gauche, et déplace, au moyen de répressions, de mutations, de révocations, d'exclusions, encore davantage le rapport de forces au détriment de l'aile gauche.

Telles sont les causes générales qui nous font intervenir nous autres, l'opposition de gauche, en tant que minorité, alors que des communistes du type des Martinov, Smeral, Pepper, Thaelmann, etc., nous foudroient au nom de la majorité. Dans la question du Comité anglo-russe, le Plenum a approuvé la capitulation inouïe de Berlin devant les briseurs de grèves et les traîtres. Que vous le vouliez ou non, c'est la ligne qui mène à Amsterdam. Encore mieux ! Si cette ligne se maintient, il naîtra inévitablement au sein de l'I.C. des courants pour que l'on fasse un pont vers la II^e Internationale. Nous voyons déjà aujourd'hui comment se forment ces tendances. Nous mettons en garde contre elles. Nous leur déclarons la guerre sans merci.

Les spéculations sur l'aide des chefs réformistes d'Angleterre contre la guerre se sont révélées comme une triste illusion. La conduite des chefs du Conseil général et du Labour Party devant la rupture des relations diplomatiques et pendant celles-ci, a été dictée par la peur et la grossièreté qui ne pourront que s'accroître au fur et à mesure que la guerre s'approche vraiment.

Dans la question de la révolution chinoise le Plenum a adopté une résolution qui approuve la ligne fautive du passé et qui prépare de nouvelles défaites dans

l'avenir. Les gens du Kuomintang, du type de Wan-Tin-Wei, et consorts, qui ont la direction à Hankéou, commencent le jeu avec la bourgeoisie, freinent le mouvement agraire et le mouvement ouvrier, et s'ils ne réussissent pas à les freiner, ils s'uniront à Chang Kai Chek contre les ouvriers et les paysans. Celui qui, dans ces conditions, est contre les conseils et pour la soumission au Kuomintang, c'est-à-dire à Wan-Tin-Wei, celui-là prépare une nouvelle défaite de la révolution chinoise, une défaite peut-être encore plus lourde. Nous nous engageons à lutter de toutes nos forces au sein de l'I.C. pour un changement de cette politique grossièrement opportuniste.

Vous n'avez pas laissé entrer ici le camarade Zinoviev, qui a été pendant 7 ans le président de l'I.C. Nos discours et nos articles ne sont pas imprimés. Les travaux de l'Exécutif lui-même sont environnés d'un épais silence. Prépare-t-on ainsi la classe ouvrière aux dangers de guerre ? Il ne suffit déjà plus d'étouffer les discours et les articles de l'opposition. Journalièrement, on tient cachés aux yeux de la classe ouvrière, des télégrammes de Chine, d'Angleterre et de partout, uniquement parce que le cours des événements s'oppose à la ligne fautive de la direction.

On est obligé de cacher toujours davantage les faits. Une telle voie désarme le Parti, accumule les fautes et prépare de nouvelles défaites.

La tentative de représenter la lutte contre l'opposition comme une lutte contre le trotskysme, examinée en particulier à la lumière des événements chinois, est une façon poltronne et triste de masquer la déviation de droite. Vous vous efforcez de ranimer artificiellement les différends de Trotsky avec le bolchévisme, que Trotsky lui-même a liquidés bien avant que la majorité des présents ici aient adhéré au bolchévisme. C'est en vain ! L'expression la plus achevée de la ligne officielle dans la question chinoise a été donnée ici par Martinov qui, dans trois révolutions, a pris un point de vue activement contre-révolutionnaire. Il répète ici, à l'usage de la Chine, tout ce qu'il a dit en 1905 et 1917. Le chef du menchévisme, Dan, reconnaît le point de vue de Martinov comme juste et comme authentiquement menchéviste. Vous nommez « trotskysme » les opinions fondamentales de Lénine sur la révolution, afin de justifier la lutte de Martinov contre elle. Etant donné l'abaissement idéologique, on ne pouvait moins faire que de masquer ainsi la vérité, mais cela ne servira à rien. Les opinions que nous défendons sont les opinions du bolchévisme éprouvées par toute l'histoire de notre Parti.

Environ 100 vieux bolchéviks, les piliers

de la construction de notre Parti, ont envoyé, il y a quelques jours, au C.C. une déclaration en se solidarisant avec les opinions fondamentales de l'opposition. Ce fait brise en morceaux et définitivement les fausses allusions au « trozkysme ». Parmi les signataires, le nombre de ceux qui viennent d'autres partis, est beaucoup moins grand que dans la direction de l'I.C. ou du P.C. de l'U.R.S.S.

La tentative d'exclure les camarades Trotzky et Vouiovitch du Comité exécutif de l'I.C. est une violation aussi criante du statut de l'Internationale communiste que le refus de laisser siéger le camarade Zinoviev à l'Exécutif. C'est, dans les deux cas, l'expression de la faiblesse idéologique et de l'arbitraire bureaucratique. Cela exprime, dans les deux cas, de la façon la plus nette, la ligne de Staline, dont Lénine, dans son testament, a montré les dangers. Au lieu de corriger les défauts manifestes de la direction, défauts qui ont déjà coûté si cher au Parti, Staline veut se débarrasser de ceux qui les ont prévus et qui ont mis en garde contre eux. Le but immédiat de l'interdiction d'entrer à Zinoviev et de la tentative d'exclure Trotzky et Vouiovitch est d'éviter la critique au VI^e Congrès mondial. Puis suivra l'exclusion des oppositionnels du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., afin qu'au XV^e Congrès, qu'on préparera en conséquence, pas une seule voix critique ne puisse se faire entendre. On ne peut, par de telles mesures indignes, que saper l'autorité du VI^e Congrès de l'I.C. Cependant, la convocation du VI^e Congrès, a été de façon inattendue repoussée encore d'une année entière, sans discussion, par une décision de l'Exécutif d'hier. (Repoussée 4 ans après le 5^e Congrès.) Le but de ce renvoi est de mettre l'Internationale en face du

fait accompli, en particulier en ce qui concerne l'opposition et d'exiger uniquement du Congrès le sanctionnement, après coup, des choses faites. C'est la méthode, suivant l'expression de Lénine, grossière et déloyale, à l'aide de laquelle on veut rendre impossible au parti le redressement par les votes normales du parti. Mais cela ne servira de rien. La ligne sera améliorée, mais l'I.C. et le prolétariat international ne pourront payer que beaucoup plus cher cette amélioration.

Dans l'attente de notre résolution, on fera un travail de préparation de répressions nouvelles et plus grossières encore. Votre résolution va sanctifier celles-ci, mais cela ne fera pas avancer la chose d'un seul pas. La vérité et le droit sont de notre côté, la période des secousses internationales dans laquelle nous entrons maintenant, confirmera chaque jour la justesse de notre point de vue et détruira ainsi toute hypocrisie et toute duplicité. Dans les documents apportés par nous, nous avons mis notre point de vue. Vous nous avez condamnés. Mais la classe ouvrière internationale a le droit de savoir pourquoi vous nous avez condamnés. Cacher nos documents, on ne peut le faire que dans la conscience manifeste de sa propre impuissance. On peut cacher des articles, mais on ne peut pas cacher des faits. Vous serez obligés de réviser vos décisions. Nous préparons demain. Après ce Plenum, nous sommes plus que jamais convaincus que le bolchévisme révolutionnaire triomphera, car, en dehors de celui-ci il n'y a que confusion, hésitations, rechutes dans le menchévisme et défaites.

Vive la III^e Internationale !

Vive le bolchévisme révolutionnaire !

Amendements à la résolution sur la situation en Angleterre

I. — L'assemblée plénière reconnaît que pour toute la direction de notre travail dans le mouvement ouvrier anglais, en particulier pour la juste compréhension et pour l'application de la tactique du front unique, la question du Comité Anglo-Russe revêt une importance décisive. Sans une position claire de principes dans cette question l'I.C. est en première ligne, le P.C. britannique seraient condamnés à des fautes et à des hésitations toujours répétées. Dans la lutte contre le danger de guerre le règlement de la question du Comité Anglo-Russe est la condition préalable fondamentale à toutes les autres questions, de même que par exemple en 1914 on ne pouvait faire aucun pas en avant sans avoir auparavant réglé la question de savoir si des députés social-démocrates peuvent voter le budget de la guerre.

II. — Le rôle dirigeant, dans le mouvement syndical anglais ainsi que dans le parti ouvrier, est joué par des réformistes d'espèces diverses qui sont dans leur majorité des politiciens ouvriers libéraux. Face au profond développement à gauche des masses ouvrières il faut avouer que l'espèce la plus dangereuse des politiciens ouvriers libéraux sont ceux du type de Purcell, Hicks, Brailsford et C^o. L'édifice vacillant de l'impérialisme anglais s'appuie momentanément moins sur Thomas et Macdonald, Purcell, Brailsford et autres du même genre sans lesquels des politiciens comme Thomas et Macdonald, bien que protégés par la bourgeoisie, ne pourraient plus conserver leurs positions dirigeantes dans le mouvement ouvrier.

La lutte intransigeante et impitoyable contre les laquais de gauche de l'impérialisme aussi bien dans les syndicats que dans le parti ouvrier devient particulièrement pressante au moment où la situation internationale et intérieure s'aggrave, en finira impitoyablement avec toute demi-mesure et toute hypocrisie.

III. — Les syndicats et le parti ont sans aucun doute leur caractéristique particulière, leurs méthodes particulières de travail, et surtout leurs méthodes particulières d'application du front unique. Mais précisément, dans la question du bloc politique avec les chefs réformistes, la différence entre les Trade-Unions et le parti est complètement effacée. Dans tous les cas importants et critiques, le conseil général travaille la main dans la main avec le comité exécutif du parti ouvrier et de la fraction parlementaire. Au déclenchement des grandes grèves les politiciens et les trades-unionistes dirigeants marchèrent la main dans la main. Dans de telles conditions pas un seul ouvrier hon-

nête ne comprendra pourquoi, sous le rapport de la politique, Purcell serait un laquais de gauche de la bourgeoisie alors qu'au contraire en ce qui concerne les syndicats nous ayons « des rapports cordiaux » avec lui « une compréhension réciproque » et « une unanimité de vues ».

IV. — Dans des cas isolés la tactique du front unique peut mener à des ententes passagères avec tel ou tel groupe de gauche de réformistes contre la droite. Mais de telles ententes ne doivent en aucun cas se transformer en un bloc politique de longue durée. Des concessions de principes quelconques de notre part, dans le but de maintenir artificiellement de tels blocs politiques, doivent être reconnues comme contraires au but fondamental du front unique et comme tout à fait nuisibles au développement révolutionnaire du prolétariat. Le Comité Anglo-Russe est devenu pendant cette dernière année un tel facteur tout à fait nuisible et tout à fait conservateur.

V. — La création du Comité anglo-russe a été à un certain moment un pas tout à fait juste. Sous l'influence du développement à gauche des masses ouvrières, les politiciens ouvriers libéraux, semblables aux libéraux bourgeois au début d'un mouvement révolutionnaire, ont fait un pas à gauche pour conserver leur influence dans les masses. Il était tout à fait juste de les prendre par ce moyen, mais il fallait avoir clairement conscience que, exactement comme tous les libéraux, les réformistes anglais feraient inévitablement un saut en arrière, du côté de l'opportunisme, dès que le mouvement de masses prendrait ouvertement des formes révolutionnaires. C'est ce qui arriva aussi au moment de la grève générale. A l'occasion de cet événement gigantesque, il eût fallu rompre impitoyablement l'accord provisoire avec les chefs et utiliser la rupture pour compromettre les chefs de « gauche » dans les larges masses prolétariennes. La tentative de se cramponner au bloc avec le conseil général après la trahison publique de la grève générale et même après la trahison de la grève des mineurs fut une des plus grandes fautes de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire. La capitulation de Berlin est une tache noire dans l'histoire de l'I.C. et elle représente une conséquence inévitable de cette fusse ligne.

VI. — Il faut être aveugle ou hypocrite pour voir l'« erreur principale » des résolutions de Berlin dans le fait qu'elles ont restreint la compétence du Comité anglo-russe au lieu de l'élargir.

La « compétence » du Comité anglo-

russe a consisté pendant cette dernière années pour le C.C.S.U.S. (1) à essayer de soutenir la grève générale pendant que le conseil général la brisait. Le C.C.S.U.S. a aidé dans une large mesure les mineurs pendant que le conseil général les trahissait. Lorsqu'on parle de l'élargissement de l'activité du Comité anglo-russe, (voir § 29 de la résolution de la Commission), on laisse croire hypocritement que cette activité a servi à nous ne savons quels intérêts réels des cercles ouvriers, alors qu'en vérité le Comité anglo-russe n'a protégé et couvert que le travail grossier et félon du conseil général. Élargir « cette activité » est contraire aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

La tentative de se débarrasser des résolutions de Berlin uniquement en s'en référant au fait que la responsabilité en incombe au conseil général revêt un caractère ridicule et indigne. Que des briseurs de grève, dont la chute est toujours plus profonde cherchent à protéger leur travail de briseurs de grève contre toute ingérence de l'extérieur, que des briseurs de grève s'efforcent de couvrir leur travail de briseurs de grèves par la capitulation de la C.C.S.U.S. c'est tout à fait dans l'ordre, mais tout cela ne justifie pas d'un iota le fait de notre capitulation.

VII. — L'assemblée plénière repousse avec indignation l'argument banal, petit bourgeois, tout à fait menchevik que Chamberlain « veut lui aussi » la rupture du Comité anglo-russe. La tentative elle-même d'orienter notre ligne révolutionnaire d'après le conseil énigmatique et arbitraire, de faire ainsi que le veut ou non Chamberlain à tout moment donné, est stupide. La tâche pour lui consiste à tenir dans sa main, aussi largement possible, les laquais de gauche. Dans ce but, il fait pression sur eux, il les démasque, il les presse, et exige la rupture avec les bolcheviks. Sous l'influence de cette pression le conseil général presse le C.C.U.S.S. et de son côté, menace de la rupture.

VIII. — Si nous rompions avec le conseil général pour cesser toute ingérence dans les affaires de la classe ouvrière anglaise, si, après la rupture, nous nous contentions de nos affaires intérieures, pendant que le P.C. britannique développerait avec une force redoutable sa campagne contre le conseil général, Chamberlain aurait tout lieu d'être content de cet état de choses. Mais la rupture du Comité anglo-russe doit signifier, n'est-ce pas, exactement le contraire. En refusant catégoriquement le principe de Berlin de la non-ingérence comme principe du chauvinisme et non de l'internationalisme, il nous faut défendre avec une énergie redoublée le P.C. britannique et le mouvement minoritaire dans leur lutte redoublée contre les laquais de gauche de Chamberlain. Avec une telle politique, Chamberlain se convaincra très vite que l'aile révolution-

naire du mouvement est devenue beaucoup plus forte après qu'elle a rejeté la liaison réactionnaire avec le conseil général.

IX. — L'assemblée plénière considère en conséquence comme absolument nécessaire de rompre dans le temps le plus bref le bloc politique qui introduisit une dualité néfaste dans toute notre politique à l'égard du réformisme anglais.

L'assemblée plénière est d'avis qu'il faut que le P.C. anglais pose tout de suite ouvertement la question des rapports réciproques entre le C.C.S.U.S. et le conseil général. Le P.C. anglais et ensuite le mouvement minoritaire de gauche devraient exiger la convocation immédiate du Comité anglo-russe afin de développer au nom du C.C.S.U.S. un clair programme de lutte révolutionnaire contre la guerre et l'offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat. Il faut que le programme soit formulé de telle façon qu'il ne laisse pas de place aux charlataneries du parti pacifiste de Baldwin.

Le refus du conseil général de convoquer le comité anglo-russe, ou le refus de sa délégation d'accepter le programme de lutte doit amener de notre part la rupture immédiate du bloc et une large campagne contre les réformistes, en particulier contre ceux de gauche qui prêtent au moment donné une aide meilleure, plus large et plus intensive que tous les autres aux conservateurs anglais pour entraîner dans la guerre la classe ouvrière anglaise sans même le remarquer eux-mêmes.

X. — Sous couleur de protéger de toute façon le mouvement de la minorité véritablement révolutionnaire et en particulier les candidatures acceptables des représentants de cette minorité à tels ou à tels postes du mouvement syndical (chaque fois sur la base d'un programme pratique particulier), le P.C. britannique ne doit en aucun cas et à aucune condition s'identifier avec le mouvement minoritaire ou confondre les organisations. Il faut que le P.C. britannique conserve sa pleine liberté de critique aussi bien à l'égard du mouvement minoritaire en général qu'en ce qui concerne aussi quelques-uns de ses chefs et des fautes et des hésitations de ces derniers.

XI. — La lutte de classe qui s'accroît en Angleterre et le danger de guerre qui approche créent des conditions dans lesquelles la politique des différents partis, organisations, groupes et « chefs », « ouvriers » subira l'épreuve du cours des événements.

La non-conformité des paroles et des actes devrait s'exprimer dans un temps très bref. Dans de telles périodes le parti communiste peut relever rapidement son autorité révolutionnaire, augmenter le nombre de ses adhérents et en particulier son influence à condition qu'il pratique une politique révolutionnaire claire, ferme, hardie, qui appelle tous les faits par leur nom, qui ne fait pas de concessions de principes, qui surveille d'un oeil perçant ses alliés et ses compagnons de voyage momentanés et qui démasque sans ménagement leurs défaillances, leurs artifices et, au juste moment leurs trahisons directes.

(1) Le Conseil central syndical de l'Union Soviétique.

Sous la pression du conseil général le C.C.S.U.S. accepte la capitulation. Par cette vote combinée la tâche de Chamberlain a été réalisée, car sa pression a amené la capitulation du C.C.S.U.S.

Vraiment n'est-il pas temps de comprendre ?

Par L. TROTSKY

TROTSKY-MOSCOU, LE 26 MAI 1927.

Aujourd'hui, dans le *Bulletin de Tass* n° 118, mais pas pour la presse, se trouvent quelques télégrammes d'une importance exclusivement politique. Ces télégrammes, on les dissimule à l'opinion publique, non parce qu'ils peuvent causer dommage au gouvernement soviétique ou à la Révolution chinoise, mais parce qu'ils démontrent la fausseté de la ligne politique officielle et la justesse de celle de l'opposition. Nous citons seulement les deux télégrammes les plus clairs.

« N° 312 SHANGHAI, 24 MAI. TASS. — LA CONFERENCE CENTRALE POLITIQUE DE NANKIN A DECIDE DE DESIGNER FENG-YU-SIAN COMME MEMBRE DE LA CONFERENCE. »

Que Chang-Kai-Chek ait désigné Feng-Yu-Sian comme membre de la Conférence (peut-être pour le moment sans le consentement du « prudent » Feng-Yu-Sian), cela le monde entier le sait maintenant. Mais cependant, cela doit demeurer secret pour les ouvriers soviétiques. Pourquoi ? Parce que chez nous, jusqu'à ces derniers temps, on a représenté Feng-Yu-Sian comme un « ouvrier » (ou un « paysan ») authentique, comme un révolutionnaire sûr, etc..., c'est-à-dire que l'on a commis par rapport à Feng-Yu-Sian toutes les erreurs que l'on avait commises auparavant par rapport à Chang-Kai-Chek. Maintenant, on cache, comme déjà au cours de la semaine dernière, tous les télégrammes relatifs à la conduite plus équivoque de Feng-Yu-Sian. Pourquoi ? Dans quel but ? Evidemment en se tenant sur l'expectative avec ce secret espoir : peut-être qu'il ne trahira pas ! Et s'il trahit, on dira : ceci correspond pleinement à nos prévisions sur l'abandon par la bourgeoisie de la révolution nationale. Oui mais, que fait-on maintenant ? Au lieu de mettre en garde les ouvriers chinois et le parti, au lieu de pousser la masse des ouvriers et des paysans à prendre immédiatement des mesures révolutionnaires contre la trahison des généraux, on fait, on dissimule, on cache les télégrammes dans la poche. Mais, cela ne se peut pas. Il est impossible de cacher la logique de la lutte révolutionnaire dans sa poche.

Deuxième télégramme :

N° 60. HANG-KEOU, 25 MAI. TASS. — LE C. C. DU PARTI COMMUNISTE A PROPOSE A « LA LIGUE DE OU-PEI POUR LE RENFORCEMENT DU FRONT REVOLUTIONNAIRE » DE METTRE DE L'ORDRE DANS LES RAPPORTS ENTRE LES OUVRIERS ET LA PETITE BOURGEOISIE. LE C. C. A MARQUE LA NECESSITE DU RENFORCEMENT DE LA DISCIPLINE PARMI LES OUVRIERS ET DU RESPECT DES

DECRETS DU GOUVERNEMENT NATIONAL, EN EXPLIQUANT QUE LES SYNDICATS N'ONT PAS LE DROIT D'ARRESTATION ET DOIVENT S'ADRESSER AUX AUTORITES CHAQUE FOIS QU'ILS ESTIMENT NECESSAIRE DE PROCEDER A L'ARRESTATION DE QUI QUE CE SOIT. »

Ce télégramme est encore plus important que le premier. Pour tout révolutionnaire sérieux, il éclaire toute la situation et démontre le caractère absolument erroné de la ligne politique officielle et la justesse absolue de la ligne de l'opposition.

Méditez bien ceci : Les syndicats, sur le territoire du Gouvernement de Hang-Kéou arrêtent les ennemis de la révolution. Cela signifie que les syndicats, par toute la logique de la situation, sont contraints d'assumer les tâches des soviets révolutionnaires. Que fait alors le C.C. du parti communiste ? Il recommande aux syndicats de s'abstenir de toute activité non légale, de se soumettre aux décrets venant des dirigeants de Hang-Kéou, et, au cas où il serait nécessaire d'arrêter ou de fusiller des contre-révolutionnaires, des traîtres, des conspirateurs, de se tourner respectueusement vers les autorités (qui, à ce qu'il paraît, sont vraisemblablement liés à ces conspirateurs par la parenté ou toutes sortes d'affinités). Est-ce que ce n'est pas se moquer de la révolution, de ses exigences et de ses tâches élémentaires ? Au lieu d'appeler les masses à en finir directement, sur place, avec les ennemis de la révolution, le Gouvernement d'Hang-Kéou l'interdit. Bien plus, il l'interdit, non pas en son nom à lui, mais par l'intermédiaire du Parti communiste. Dans un tel cas, le C.C. du parti communiste joue le rôle de commis des bourgeois timorés, radicaux et faux radicaux, qui ont peur de la révolution, et qui pensent, d'accord avec Martinof, qu'il est possible d'accomplir la Révolution par la voie d'une commission d'arbitrage, mais non par la voie de la répression exercée par les masses sur les ennemis de la Révolution. Est-ce que cela n'est pas monstrueux ? Est-ce que ce n'est pas se moquer de la Révolution ? Camarades, où allons-nous ?

Allant de pair avec cela, il est remarquable que « la Ligue de Ou-Pei pour le renforcement du front révolutionnaire » se donne pour mission spéciale, de « mettre de l'ordre dans les rapports entre les ouvriers et la petite bourgeoisie ». Mettre de l'ordre dans ces rapports, cela est possible, non pas par l'intermédiaire d'une ligue spéciale, ni non plus par des instructions spéciales, mais seulement par le moyen d'une « politique juste ». Les Soviets des députés, des ouvriers, des semi-prolétaires, des pauvres gens des villes, doivent être les organismes larges d'une

telle politique révolutionnaire quotidienne. Lorsque les syndicats sont obligés d'assumer les fonctions des Soviets, il est à peu près inéluctable que dans certains cas, ils ignorent les intérêts de la base petite bourgeoise des villes ou qu'ils leur portent atteinte. Ainsi, l'absence de Soviets porte un coup à la petite bourgeoisie et nuit à son alliance avec le prolétariat.

Telle est la situation réelle. Poussant les masses, les syndicats s'efforcent de corriger les erreurs de la direction chinoise et de la direction de Moscou, et de procéder à la répression immédiate contre les ennemis. Mais le C.C. du parti communiste, qui devrait être l'inspirateur et le chef de cette sévère répression, freine les ouvriers et les appelle à renforcer leur « discipline » (leur discipline vis-à-vis de la bourgeoisie) et s'incline en silence devant la connivence des Kerensky et des Tseretelli de Hang-Kéou avec les agents de l'impérialisme, de la bourgeoisie et de Chang-Kai-Chek. Voilà une cochonnerie à la Martiniol, non en paroles, mais en fait.

Toute une série de télégrammes venant en particulier de Tokio, parlent du « désordre » qui règne dans le gouvernement de Hang-Kéou, de sa perte prochaine, etc... Il va de soi qu'il faut se comporter avec la plus grande prudence vis-à-vis de tels télégrammes. Ce sont des télégrammes de l'ennemi, qui attend la perte de

la Révolution, qui l'espère, qui la guette, qui l'imagine et la prédit. Mais les deux télégrammes ci-dessus, ainsi que beaucoup d'autres télégrammes du même genre, envoyés presque chaque jour, nous obligent à reconnaître que la situation du Gouvernement de Hang-Kéou peut devenir désespérée. S'il empêche les ouvriers et les paysans d'en finir avec les contre-révolutionnaires, il va à sa perte. Par sa politique erronée, le C.C. du parti communiste aide à sa perte. Si le Gouvernement de Hang-Kéou tombe sous l'assaut des Soviets des ouvriers, des paysans et des soldats, assurément nous ne nous en plaindrons pas. Mais, il va à sa perte parce qu'il s'oppose à la création des Soviets. En soutenant sur ce point d'une manière désastreuse la politique du Gouvernement de Hang-Kéou, en dissuadant les ouvriers et les paysans chinois d'effectuer la répression immédiate contre l'ennemi et de créer des soviets, le parti communiste chinois aide le Gouvernement de Hang-Kéou à sombrer dans le plus bref délai, et à mourir sans gloire, non pas sous les coups des masses ouvrières et paysannes, mais sous les coups de la réaction bourgeoise. Au surplus, avec une telle politique, le Gouvernement de Hang-Kéou, avant de « périr », s'unira, c'est le plus vraisemblable avec Chang-Kai-Chek, contre les ouvriers et les paysans. Vraiment, n'est-il pas temps de comprendre ?

Hankéou et Moscou

Par L. TROTSKY

Moscou, le 28 mai 1927.

Que se passe-t-il maintenant à Hankéou ? Nous ne pouvons en juger que par les fragments de télégrammes que l'ass ne publie pas.

Le K.M.T. de gauche continue à mâcher la théorie de la solidarité des ouvriers, des paysans et de la bourgeoisie dans la « révolution nationale », et par là, il appelle les ouvriers et les paysans à observer la discipline — la discipline par rapport à la bourgeoisie.

Le C.C. du Parti communiste (ou le C.C. du K.M.T.) engage les syndicats à s'occuper de « leurs affaires » et à s'en remettre au pouvoir du K.M.T. pour lutter contre la contre-révolution.

Le chef du P.C. chinois, Chen-Dou-Siou, engage les paysans à attendre, en ce qui concerne la terre, jusqu'à la victoire sur l'ennemi extérieur.

De Moscou, on met en garde contre la formation « prématurée » des soviets.

En même temps, l'impérialisme fait pression sur Chang-Kai-Chek, et Chang-Kai-Chek, par l'intermédiaire de la bourgeoisie de Hang-Kéou sur le K.M.T. de gauche.

Le K.M.T. de gauche exige la discipline et la patience de la part des ouvriers et des paysans.

Tel est le tableau général. Le sens en est absolument clair.

Que fait en ces jours la direction de Moscou ? Nous n'en savons rien. Mais on ne peut pas mettre en doute que sous l'influence des derniers télégrammes archi-almants de Hang-Kéou, on envoie là-bas, de Moscou, des conseils qui ont à peu près le contenu suivant : « Le plus possible de révolution agraire ». « Le plus possible de masses dans le K.M.T. », etc. Les ministres communistes transmettent ces conseils au Gouvernement et au C.C. du K.M.T.

De cette manière, le travail du P.C. se déroule : Tout haut, on engage les ouvriers et les paysans à attendre; et tout

bas, à l'oreille, on engage le Gouvernement bourgeois à se dépêcher. Mais, la révolution est la révolution par cela même que les masses ne veulent pas attendre. Et les « radicaux » bourgeois ont peur de se dépêcher par cela même qu'ils sont par nature des bourgeois radicaux. Et le P.C., au lieu de guider les masses, de s'emparer de la terre, de former des soviets, perd son temps à donner des conseils stériles de part et d'autre, selon la sacro-sainte recette de Martiniol au sujet du Bloc des quatre classes et du remplacement de la révolution par une commission d'arbitrage.

L'écroulement de cette politique est absolument inéluctable. Si nous ne la corrigeons pas sévèrement, rapidement et hardiment, son écroulement se produira dans l'avenir le plus proche. Alors, on commencera à nous montrer un grand nombre de papiers avec les conseils de Moscou : « Le plus possible de révolution agraire ! » « Le plus possible de masses dans le K.M.T. » Mais alors, nous répéterons exactement ce que nous disons aujourd'hui : Des conseils de cette nature sont des balivernes. Il est impossible de faire dépendre le développement de la Révolution de cette question : Est-ce que la direction bourgeoise pusillanime du K.M.T. accepte ou non nos bons conseils ? Elle ne peut pas les accepter. La Révolution agraire peut s'accomplir, non en accord avec Wan-Tin-Wei, mais malgré lui et dans la lutte contre lui.

C'est pourquoi notre première tâche, c'est de se délier les mains, de faire sortir les ministres communistes du Gouvernement national, d'appeler les masses à s'emparer immédiatement de la terre et à former les soviets.

Et pour cela, est formellement nécessaire l'indépendance du parti communiste, ne s'engageant pas par en haut, mais conduisant hardiment sa lutte à la base.

Il n'y a pas d'autre voie : il ne peut pas y en avoir.

La Voie sûre

Par L. TROTSKY

27 mai 1927.

Le correspondant de Shanghai du *Daily Express* communique :

« Les paysans de la province du Honan occupent le pays et exécutent les grands propriétaires terriens qui résistent le plus obstinément. Partout le contrôle se trouve entre les mains des communistes. Des conseils ouvriers locaux sont créés auxquels appartient le pouvoir administratif. » (*Pravda* du 11 mai 1927.)

Nous ne savons pas dans quelle mesure est juste le télégramme qui caractérise le milieu, en traits aussi nets. Nous n'avons pas d'autres nouvelles que ce télégramme. Quelle est l'ampleur réelle du mouvement ? N'est-il pas exagéré sciemment afin d'influencer l'imagination de MM. Mac Donald, Thomas, Purcell et Hicks, dans l'intention de les rendre plus souples pour la politique de Chamberlain ? Nous ne le savons pas, mais cela n'a pas, dans ce cas, une importance décisive.

Les paysans se saisissent de la terre et exterminent les grands propriétaires terriens les plus contre-révolutionnaires. Des conseils ouvriers locaux sont créés auxquels appartient le pouvoir administratif. C'est ce qu'un correspondant d'un journal réactionnaire nous fait savoir. La rédaction de la *Pravda* a considéré ce communiqué comme suffisamment important pour le mettre à la première page dans le sommaire qui donne les événements journaliers les plus considérables du monde entier. Nous sommes aussi d'avis que cela est juste. Mais il serait évidemment très prématuré de prétendre que la Révolution chinoise est déjà, après le coup d'Etat d'avril de la contre-révolution bourgeoise, entrée dans un stade nouveau et supérieur. Après une grande défaite, il arrive fréquemment qu'une partie de la masse qui n'a pas été contrainte de supporter des coups directs déferle, au stade suivant du mouvement, et dépasse provisoirement les détachements de tête qui ont déjà souffert d'une façon particulièrement forte de la défaite. Si nous avons affaire à un phénomène de ce genre, les soviets du Honan disparaîtraient bientôt, balayés provisoirement par le reflux révolutionnaire général.

Mais il n'y a pas la moindre raison d'affirmer que nous avons affaire uniquement à des chocs violents de l'arrière-garde de la Révolution qui refluent pour une longue période. Bien que la défaite d'avril n'ait pas été un « épisode » partiel, mais une étape très importante dans le développement de la contre-Révolution; malgré la cruelle saignée qu'ont subie les détachements d'avant-garde de la classe ouvrière, il n'y a pas la moindre raison d'affirmer que la Révolution chinoise est battue pour des années.

Comme le mouvement agraire est plus disséminé, il est moins exposé à l'action immédiate des bourreaux de la contre-Révolution. La possibilité n'est pas exclue de voir l'accroissement ultérieur du mouvement agraire donner au prolétariat la possibilité de se redresser déjà dans un avenir relativement proche et de passer de nouveau à l'attaque. Evidemment, des prophéties exactes sont impossibles sur ce point, en particulier à une grande distance. Le parti communiste chinois devra suivre attentivement le cours réel des événements et les groupements de classe afin d'adapter le moment actuel à une nouvelle vague d'offensive.

La possibilité d'une nouvelle offensive ne dépendra pas seulement du développement du mouvement agraire, mais dépendra aussi du côté où, dans la prochaine période, se développeront les larges masses petites-bourgeoises des villes. Le coup d'Etat de Chang Kai Chek ne signifie pas seulement (moins peut-être) le renforcement de la puissance de la bourgeoisie chinoise, mais aussi la restauration et l'affermissement des positions du capital étranger en Chine, avec toutes les conséquences qui en découlent. De là résulte le caractère vraisemblable, peut-être même le caractère inévitable — et cela dans un avenir assez proche — d'une volte-face des masses petites-bourgeoises contre Chang Kai Chek. La petite bourgeoisie, qui ne doit pas seulement supporter de lourdes souffrances du fait du capital étranger, mais aussi du fait de l'alliance de la bourgeoisie chinoise nationale avec lui, ne peut moins faire — après telles ou telles hésitations — de se tourner contre telles hésitations — que de se tourner contre la contre-Révolution bourgeoise. C'est précisément en ceci que consiste un des phénomènes les plus importants pour nous de la mécanique des classes dans la Révolution nationale démocratique.

Enfin le jeune prolétariat chinois est tellement habitué, par toutes les conditions de son existence, aux privations et aux sacrifices, il a « appris » avec tout le peuple chinois opprimé, dans une telle mesure à regarder la mort dans les yeux, que l'on a le droit d'attendre des ouvriers chinois une fois qu'ils seront justement éveillés, par la Révolution, à une abnégation dans la lutte tout à fait exceptionnelle.

Tout cela donne entièrement le droit de compter que la nouvelle vague de la Révolution chinoise ne sera pas séparée par de longues années mais par quelques mois courts de la vague qui s'est terminée à la défaite d'avril du prolétariat. Naturellement, personne ne peut fixer une date sur ce point. Mais nous serions des révolutionnaires sans aucune valeur si nous n'orientions pas notre cours sur un nou-

vel élan, si nous n'élaborions pas, à cet effet, un programme d'action, une voie politique, et des formes d'organisation.

La défaite d'avril ne fut pas « un épisode », ce fut une sévère défaite de classe; nous renonçons ici à l'analyse des causes de cette défaite. Nous voulons, dans cet article, parler de demain et non d'hier. La sévérité de la défaite d'avril ne consiste pas seulement dans le fait qu'un coup sanglant a été porté aux centres prolétariens. La sévérité de la défaite consiste dans le fait que les ouvriers ont été abattus par un de ceux qui, jusqu'ici, se tenaient à leur tête. Une si violente volte-face ne peut moins faire que de désorganiser physiquement et de troubler politiquement les rangs du prolétariat. Ce trouble, qui est plus dangereux pour la Révolution que la défaite même, on ne peut s'en rendre maître que par une ligne révolutionnaire claire, précise, pour demain.

En ce sens, le télégramme du correspondant de Shanghai, du journal anglais réactionnaire, prend une importance tout à fait spéciale. Il montre quelles voies la Révolution peut suivre en Chine si elle réussit à atteindre, dans la période prochaine, un stade supérieur.

Nous avons dit plus haut aussi que la liquidation, à la paysanne, des grands propriétaires terriens dans le Honan, ainsi que la création de conseils ouvriers peuvent être aussi la fin accentuée d'une dernière vague et le commencement d'une nouvelle vague, étant donné qu'on considère la chose de loin. Cette opposition entre les deux vagues peut perdre son importance si l'intervalle entre elles est long, c'est-à-dire, de quelques semaines ou même de quelques mois. Mais quel que soit l'état des choses, la signification symptomatique des événements du Honan est tout à fait claire et indiscutable, indépendamment de son ampleur et de son impulsion. Les paysans et les ouvriers du Honan montrent quelle voie leur mouvement peut suivre, une fois que les lourdes chaînes de leur bloc avec la bourgeoisie et les grands propriétaires terriens sont rompues. Il serait méprisable et petit bourgeois de croire que la question agraire et la question ouvrière peuvent, dans le processus de cette Révolution, gigantesque par les tâches et par les masses qu'elle entraîne, être réglées par des décrets venus d'en haut et par des commissions d'arbitrage. L'ouvrier veut, lui-même, rompre l'épine dorsale de la bourgeoisie réactionnaire et apprendre aux fabricants à respecter le prolétaire, sa personnalité et ses droits. Le paysan veut lui-même trancher les nœuds de sa dépendance à l'égard des grands propriétaires terriens qui le dépouillent par l'usure et le tiennent en esclavage. L'impérialisme qui entrave, par la violence, au moyen de sa politique douanière, financière et militaire, le développement économique de la Chine, condamne les ouvriers à la mendicité et les paysans à l'esclavage le plus cruel. La lutte contre le grand propriétaire terrien, la lutte contre l'usurier, la lutte contre le capitaliste pour de meilleures conditions de travail, s'élèvent par cela même à la lutte pour l'indépendance

nationale de la Chine, pour la libération de ses forces productives des liens et des chaînes de l'impérialisme étranger. C'est l'ennemi principal et le plus puissant. Il est puissant non seulement par ses vaisseaux de guerre, mais aussi directement par la liaison indissoluble des chefs des banques, des usuriers, des bureaucrates et des militaires, de la bourgeoisie chinoise et par les rapports indirects mais qui n'en sont pas moins étroits de la grande bourgeoisie commerciale et industrielle avec lui.

Tous ces faits témoignent que la pression de l'impérialisme n'est nullement une pression extérieure, mécanique, qui soude toutes les classes. Non, c'est un facteur très profond de réaction intérieure qui attire la lutte de classes. La bourgeoisie chinoise, commerciale et industrielle, à chaque choc sérieux avec le prolétariat y ajoute la force du capital étranger et des baïonnettes étrangères. Les maîtres de ces capitaux et de ces baïonnettes, jouent le rôle d'agitateurs éprouvés et habiles, qui inscrivent aussi le sang des ouvriers chinois dans leurs comptes, exactement comme le caoutchouc brut et l'opium. Si l'on veut expulser l'impérialisme étranger, si l'on veut vaincre cet ennemi, il faut lui rendre impossible en Chine son travail de bourreau et de brigand « pacifique », « normal ». On ne peut évidemment y arriver sur la voie du compromis de la bourgeoisie avec l'impérialisme étranger. Un tel compromis peut augmenter de quelques pour cent la part de la bourgeoisie chinoise sur les produits du travail des ouvriers et des paysans chinois. Mais cela signifiera l'ingérence plus profonde de l'impérialisme étranger, dans la vie économique et politique de la Chine, l'esclavage plus profond des ouvriers et paysans chinois. La victoire sur l'impérialisme étranger ne peut être acquise que par son éviction des villes et des champs par les travailleurs. Il faut pour cela que des millions et des millions de travailleurs se soulèvent réellement. Ils ne peuvent se soulever sous le simple mot d'ordre de la libération nationale, mais seulement dans la lutte directe contre le gros propriétaire terrien, le satrapé militaire, l'usurier, le brigand capitaliste. Dans cette lutte, les masses se soulèvent déjà, se cuirassent, s'arment. Il n'y a pas d'autre voie d'éducation révolutionnaire. La direction grande bourgeoise du Kuomintang (la bande de Chang Kai Chek) s'est opposée par tous les moyens à cette voie. C'est seulement de l'intérieur, par la voie de décrets et d'interdictions, et comme la « discipline » du Kuomintang n'y suffisait pas, à l'aide des mitrailleuses. La direction petite bourgeoise du Kuomintang hésite par crainte d'un développement trop tumultueux du mouvement des masses. D'après tout leur passé, les radicaux petits bourgeois sont habitués à regarder plutôt en haut, à chercher des combinaisons de toutes sortes de groupes « nationaux » plutôt qu'à regarder en bas, vers la lutte véritable des millions de travailleurs. Mais si les hésitations et si le manque de résolution sont dangereux dans toutes choses, ils sont néfastes dans

la Révolution. Les ouvriers et les paysans du Honan montrent l'issue pour sortir des hésitations et par conséquent, la voie pour sauver la Révolution.

Il n'est pas nécessaire d'expliquer que seul ce chemin, c'est-à-dire l'élan le plus profond des masses, le plus grand radicalisme social du programme, le drapeau levé des Conseils ouvriers et paysans peuvent empêcher sérieusement la Révolution d'être abattue militairement de l'extérieur. Nous le savons par notre propre expérience. Seule une Révolution, sur le drapeau de laquelle les travailleurs et les exploités inscrivent clairement leurs propres revendications, est capable de saisir les soldats du capitalisme par leurs sentiments vivants. Nous avons expérimenté et éprouvé cela dans les eaux d'Arkhangel, d'Odesa, et en d'autres lieux. La direction pleine de compromis et de trahison, n'a pas gardé Nankin de la destruction et a ouvert aux vaisseaux ennemis l'accès sur le Yang Tsé. Une direction révolutionnaire, étant donné l'élan social puissant du mouvement, peut faire en sorte que les eaux du Yang Tsé deviennent trop brûlantes pour les vaisseaux de George Chamberlain et de Mac Donald. En tout cas, la Révolution ne peut chercher et trouver sa défense que dans cette voie.

De plus, nous avons dit plus haut à deux reprises que le mouvement agraire et la création des soviets peuvent signifier la fin d'hier et le commencement de demain. Mais cela ne dépend pas seulement des conditions objectives. Une importance énorme, peut-être décisive est constituée dans les circonstances actuelles, par le facteur subjectif: la fixation exacte des tâches, la direction ferme et claire. Si un mouvement comme celui qui a commencé au Honan est abandonné à lui-même, il sera irrémédiablement étouf-

fé. La confiance des masses qui se soulèvent se décuplera dès qu'elles sentiront une direction ferme et plus de cohésion. Une direction claire qui généralise les choses sur le terrain politique et qui les lie sur le terrain d'organisation, est seule capable de garder plus ou moins le mouvement de sursauts imprudents et prématurés, et de ce qu'on appelle les « excès » sans lesquels, d'ailleurs, ainsi que le prouve l'expérience de l'histoire, n'aboutit aucun réel mouvement révolutionnaire de masses.

La tâche consiste à donner au mouvement agraire et aux conseils ouvriers un programme clair d'action pratique, de la cohésion interne et un but politique de caractère général. C'est seulement sur cette base qu'une collaboration réellement révolutionnaire du prolétariat avec la petite bourgeoisie peut se former et se développer, une réelle alliance combattive du parti communiste avec le Kuomintang de gauche. Les cadres de ce dernier ne peuvent se former et se cuirasser réellement que lorsqu'ils se formeront en connexion des plus étroites avec la lutte révolutionnaire des paysans et de la population pauvre de la ville. Le mouvement agraire, conduit par des conseils paysans et ouvriers, mettra les gens du Kuomintang de gauche devant la nécessité de choisir définitivement entre le camp de Chang Kai Chek de la bourgeoisie et le camp des ouvriers et des paysans. Poser ouvertement les questions de classes fondamentales, c'est dans les conditions actuelles, le seul moyen d'en finir avec les hésitations des radicaux petits-bourgeois et de les contraindre à suivre la voie qui seule mène à la victoire. Seul, notre parti chinois peut réaliser cela avec l'aide de toute l'Internationale communiste.

Faint, illegible text in the top left column.

Faint, illegible text in the middle left column.

Faint, illegible text in the top right column.

Faint, illegible text in the middle right column.

